



COMMISSION EUROPÉENNE

Deuxième étude annuelle sur la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement

De janvier 1998 à décembre 1999



DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

COMMISSION EUROPÉENNE

Deuxième étude annuelle
sur la mise en œuvre
et le contrôle de l'application
du droit communautaire
de l'environnement

De janvier 1998 à décembre 1999

**DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT**

Photo sur la couverture: Côte de Normandie, France. © Eureka slide

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2000

ISBN 92-828-9325-1

© Communautés européennes, 2000

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Italy

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

Résumé général

La première étude annuelle, qui couvrait la période 1996-1997, a été présentée en avril 1999 ⁽¹⁾. Elle avait été préparée en réponse à la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement ⁽²⁾ et aux résolutions du Conseil et du Parlement européen, lesquelles envisageaient la possibilité que l'étude annuelle fournisse des renseignements complétant ceux figurant dans le rapport annuel de la Commission sur le contrôle de l'application du droit communautaire.

La présente deuxième étude annuelle couvre les années civiles 1998 et 1999 et fait suite à la première étude annuelle, en présentant des informations actualisées concernant l'application de la législation communautaire en matière d'environnement. Elle comprend essentiellement cinq parties: les actions de suivi consécutives à la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement; d'autres actions spécifiques horizontales; les travaux réalisés par IMPEL (réseau de l'Union européenne pour l'application et le respect du droit de l'environnement) pendant la période couverte par l'étude et son programme de travail pour l'année 2000; des détails sur les textes communiqués par les États membres en vue de la transposition des directives communautaires dans le domaine de l'environnement qui devaient être transposées pendant la période considérée. Enfin, elle comprend également le chapitre relatif à l'environnement du seizième rapport annuel de la Commission sur le contrôle de l'application du droit communautaire ⁽³⁾.

Actions dans le cadre du suivi résultant de la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement: la proposition de la Commission d'une recommandation du Conseil concernant les critères minimaux pour les inspections environnementales a été adoptée par la Commission en décembre 1998. Le Conseil, rejetant, avec la Commission, les amendements du Parlement européen pour changer la forme de la proposition en une directive, a adopté la position commune le 30 mars 2000.

Le travail a continué en vue de promouvoir la connaissance du droit communautaire de l'environnement par les cours de formation de magistrats et par l'établissement d'un projet pilote pour l'enseignement du droit communautaire de l'environnement dans cinq universités de différents États membres (Belgique, Danemark, Grèce, France et Italie).

D'autres actions spécifiques ont concerné la simplification du précédent projet de texte du livre blanc sur la responsabilité environnementale ainsi qu'une indica-

⁽¹⁾ SEC(1999) 592 du 27 avril 1999.

⁽²⁾ COM(96) 500 final du 22 octobre 1996.

⁽³⁾ COM(1999) 301 final du 9 juillet 1999.

tion qu'une directive-cadre pourrait être le résultat final après les consultations autour du livre blanc en temps utile. L'année 1998 a également vu la signature de la convention des CEE-ONU (convention de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies) sur l'accès à l'information, la participation publique à la prise de décision et l'accès à la justice dans les problèmes de l'environnement (la convention d'Aarhus) à Aarhus, Danemark. Tous les États membres sont signataires, et le travail se poursuit rapidement pour préparer la ratification de la convention. L'Union européenne a signé; avant que la Communauté puisse ratifier, elle doit s'assurer que toute la législation communautaire pertinente est alignée sur les dispositions de la convention. Parmi ces tâches prend place la révision de la directive 90/313/CEE sur la liberté d'accès à l'information sur l'environnement.

La direction générale de l'environnement est déterminée à s'assurer que les informations sur ses activités sont largement disponibles, et la deuxième étude annuelle énumère les différentes publications concernant son travail qui ont été publiées en 1998 et 1999.

En décembre 1998, la Commission a adopté une communication intitulée «La clause de révision: normes environnementales et sanitaires, quatre ans après l'accès de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne». Elle montre que le processus de révision prévu dans les traités d'accession de ces trois pays a abouti à des normes renforcées de protection pour la santé et l'environnement au sein de l'Union européenne.

Travail réalisé par IMPEL: depuis la dernière étude annuelle, IMPEL a rationalisé sa structure et bon nombre de ses projets à plus long terme ont été achevés. Cela a permis d'entreprendre une évaluation de son travail. Sans nul doute, sa plus grande réalisation a été son travail par rapport aux inspections environnementales. En outre, les projets d'une nature pratique qu'elle a entrepris peuvent être considérés comme des succès. La Commission a conclu que le cofinancement partiel du réseau par la Commission devait continuer.

La deuxième étude annuelle énumère encore les directives sur l'environnement que les États membres devaient avoir transposées en 1998 et en 1999, avec le détail des mesures nationales de transposition. Elle indique également les États membres qui ont omis de transposer les directives en question en temps utile.

Enfin, afin de fournir un travail de référence complet par rapport à l'application du droit communautaire de l'environnement, l'étude annuelle contient en annexe les chapitres de l'environnement du seizième rapport annuel de la Commission sur le contrôle de l'application du droit communautaire.

L'étude annuelle ne définit pas de nouvelle politique et se présente donc sous la forme d'un document de travail des services de la Commission.

La Commission souhaite que cette deuxième étude continue d'accroître la sensibilisation au droit communautaire de l'environnement dans les États membres et d'améliorer la transparence de son application; elle souhaite également montrer comment, avec l'aide de toutes les parties prenantes, elle met en application les principales recommandations contenues dans la communication de 1996, permettant ainsi à tous les acteurs concernés de participer pleinement et de contribuer à l'amélioration de l'environnement.

Table des matières

1. Introduction	7
2. Actions de suivi consécutives à la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement et aux résolutions connexes du Conseil et du Parlement européen	9
2.1. Inspections menées par les États membres — Critères minimaux pour les inspections environnementales	9
2.2. Accès à la justice dans les cours et les tribunaux des États membres et procédures nationales en matière de plaintes et d'enquêtes	11
2.3. Promotion de la connaissance du droit communautaire de l'environnement	11
3. Autres actions horizontales spécifiques	15
3.1. Livre blanc sur la responsabilité environnementale	15
3.2. Convention de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement	15
3.3. Révision de la directive 90/313/CEE concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement	17
3.4. Publications de la Commission relatives à la mise en œuvre du droit communautaire et du droit international de l'environnement	19
3.5. Conférence de l'INECE	23
3.6. Adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède — La «clause de révision»	24
4. IMPEL (réseau pour la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit de l'environnement de l'Union européenne)	28
4.1. Contexte	28
4.2. Rôle et structure du réseau IMPEL jusqu'en juin 1999	28
4.3. Nouvelle structure du réseau IMPEL	29
4.4. Le secrétariat du réseau IMPEL	29
4.5. Participation d'autres pays	30
4.6. Projets et budgets en 1997, en 1998 et en 1999	31

4.7. Problèmes et procédures budgétaires	31
4.8. Évaluation succincte	32
4.9. Conclusions et perspectives	33
4.10. Programme de travail du réseau IMPEL pour 2000	34
5. Textes législatifs de transposition communiqués par les États membres pour les directives communautaires devant être transposées au cours de la période étudiée	35
6. Extrait du seizième rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit communautaire (chapitre «Environnement»)	37
7. Conclusion	39
Annexe 1 — Programmes de travail du réseau IMPEL pour 1997, 1998, 1999 et 2000	41
Annexe 2 — Présentation détaillée des textes législatifs de transposition des États membres communiqués pour les directives communautaires à transposer au cours de la période couverte par l'étude (notifications reçues avant le 30 mars 2000)	64
Annexe 3 — Chapitre «Environnement» du seizième rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit communautaire	74

Introduction

1.1. Historique et objectif de l'étude annuelle sur la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement

La présente étude fait suite à la *première étude annuelle sur la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement* ⁽⁴⁾ qui, elle-même, résulte de l'adoption de la communication sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement («la communication») par la Commission, le 22 octobre 1996 ⁽⁵⁾. Dans cette communication, la Commission reconnaît la nécessité de fournir des informations mises à jour et fiables sur la situation dans les États membres en ce qui concerne l'application du droit communautaire de l'environnement, ainsi qu'un résumé et une étude annuels de l'évolution des procédures d'infraction ouvertes à l'encontre des États membres pour manquement à l'obligation d'appliquer les directives communautaires, qu'il s'agisse de leur transposition ou de leur mise en œuvre pratique.

Afin d'éviter les redites et les chevauchements par rapport à d'autres publications de la Communauté relatives à l'environnement, la présente étude annuelle est centrée sur les actions de suivi menées dans le cadre de la communication de la Commission, sur d'autres actions horizontales spécifiques, sur les travaux réalisés dans le cadre du réseau IMPEL au cours de la période étudiée, sur le programme de travail d'IMPEL pour 2000 et sur les textes législatifs communiqués par les États membres en vue de la transposition des directives sur l'environnement entrant en vigueur au cours de la période couverte par l'étude. Afin de présenter des références complètes, cette étude reprend également le chapitre «*Environnement*» du seizième rapport annuel de la Commission sur le contrôle de l'application du droit communautaire ⁽⁶⁾.

L'étude annuelle ne définit pas de nouvelle politique et se présente donc sous la forme d'un document de travail des services de la Commission.

1.2. Période couverte par l'étude annuelle

L'étude couvre la période comprise entre janvier 1998 et décembre 1999.

⁽⁴⁾ SEC(1999) 592 final du 27 avril 1999.

⁽⁵⁾ COM(96) 500 final du 22 octobre 1996.

⁽⁶⁾ COM(1999) 301 final du 9 juillet 1999.

1.3. Contenu de l'étude annuelle

L'étude comporte cinq grandes parties:

- actions de suivi consécutives à la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement et aux résolutions connexes du Conseil et du Parlement;
- autres actions spécifiques, notamment le livre blanc sur la responsabilité environnementale; la convention de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement; la révision de la directive 90/313/CEE concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement; les publications de la Commission relatives à la mise en œuvre du droit communautaire et du droit international de l'environnement; la conférence de l'INECE (réseau international pour la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit de l'environnement), et la clause de révision;
- historique du réseau IMPEL et travaux réalisés dans ce cadre durant la période couverte par l'étude, évaluation du travail accompli jusqu'à présent et programme de travail pour l'année 2000;
- textes législatifs des États membres communiqués pour les directives sur l'environnement devant être transposées au cours de la période couverte par l'étude;
- le chapitre «Environnement» (étoffé) du seizième rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit communautaire.

2.

Actions de suivi consécutives à la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement et aux résolutions connexes du Conseil et du Parlement européen

2.1. Inspections menées par les États membres — Critères minimaux pour les inspections environnementales

Il avait été précisé dans la première étude annuelle que la Commission était en train de réfléchir à la suite à donner au document élaboré par IMPEL en novembre 1997 sur les critères minimaux pour les inspections environnementales. Au cours de l'année 1998, la commissaire chargée de l'environnement et les services de la Commission ont mené une réflexion approfondie pour savoir quelle serait la meilleure façon de poursuivre les travaux menés dans ce domaine dans le cadre de IMPEL. Après consultation des représentants des organisations non gouvernementales (ONG) et d'IMPEL, la Commission a décidé de présenter une proposition législative concernant un instrument non contraignant, à savoir une recommandation du Conseil. Cette proposition, très largement inspirée du document IMPEL, a été adoptée par la Commission le 16 décembre 1998 ⁽⁷⁾.

L'objet de cette proposition est de définir des lignes directrices concernant les critères minimaux applicables aux inspections environnementales des installations industrielles et autres entreprises et sites («installations réglementées») dont les émissions dans l'air, les rejets dans l'eau ou les activités générant des déchets sont soumis à l'octroi d'une autorisation, d'un permis ou d'une licence en vertu de dispositions communautaires. Ces lignes directrices concernent l'organisation et la réalisation des inspections, ainsi que leur suivi et la publication de leurs résultats. L'objectif est d'assurer un meilleur respect ainsi qu'une mise en œuvre et une application plus uniformes du droit communautaire dans tous les États membres.

La proposition initiale de la Commission prévoyait également d'inclure les inspections des installations nucléaires dans le champ d'application de la recommandation, mais la référence à ce type d'installations a été supprimée par le groupe de travail du Conseil (voir ci-après). Pour le moment, la recommandation ne s'applique pas aux inspections des sources diffuses de pollution.

Une action au niveau communautaire est indispensable pour que des normes minimales d'inspection environnementale soient appliquées aux installations régle-

(7) COM(1998) 772 final du 16 décembre 1998.

mentées dans toute la Communauté. Cependant, afin de tenir compte de la grande disparité des systèmes et des mécanismes d'inspection existants dans les États membres, la Commission propose un instrument non contraignant qui laisse aux États membres le choix des structures administratives et des systèmes d'inspection, ainsi que du niveau, national, régional ou local, auquel ces structures et systèmes interviennent.

Par ailleurs, eu égard au fait que certains États membres pourraient craindre de ne pas avoir les moyens d'appliquer efficacement les critères minimaux, un cofinancement communautaire pourrait être envisagé pour certaines régions ou certains États membres, dans le cadre des instruments communautaires existants tels que le Fonds de cohésion ou le FEDER.

Le Comité économique et social et le Comité des régions ont émis un avis favorable sur la proposition les 28 avril ⁽⁸⁾ et 16 septembre 1999 ⁽⁹⁾, respectivement. Le Parlement européen a rendu un avis ⁽¹⁰⁾ lors de sa session plénière du 16 septembre 1999, préconisant pour l'essentiel que la proposition soit adoptée sous forme d'une directive plutôt que d'une recommandation. Le 3 décembre 1999, à la suite de l'avis du Parlement, la Commission a adopté une proposition modifiée reprenant certains des amendements de fond du Parlement. Néanmoins, la Commission n'a pas accepté de modifier la forme de la proposition pour en faire une directive.

Plusieurs réunions du groupe de travail du Conseil ont eu lieu sous la présidence finlandaise durant le second semestre de 1999, aboutissant le 13 décembre à un accord politique du Conseil en vue de l'adoption d'une position commune. Dans le texte approuvé, la référence aux installations nucléaires qui figurait dans la proposition initiale de la Commission a été supprimée du champ d'application, car, au cours des discussions menées au sein du groupe de travail du Conseil, la majorité des États membres a indiqué qu'un instrument distinct, au titre du traité Euratom, serait plus approprié pour réglementer ces inspections. En revanche, le texte approuvé reprend, quoique sous une forme légèrement différente, plusieurs des amendements proposés par le Parlement. La position commune a été atteinte le 30 mars 2000.

Il s'agit là de la première étape d'un programme en cours concernant les inspections et le contrôle de l'application du droit communautaire. À la lumière de l'expérience acquise dans l'application de la recommandation et après de nouvelles consultations des parties intéressées, y compris dans le cadre du réseau IMPEL, d'autres étapes seront envisagées afin d'élargir la nature, la portée et l'application des critères minimaux, notamment pour aller au-delà des contrôles des émissions de sources ponctuelles pour lesquels les lignes directrices ont été rédigées, de manière à couvrir également les sources de pollution diffuses et l'inspection générale des installations industrielles, des entreprises et des sites selon les meilleures pratiques disponibles dans les États membres. En temps utile et à la lumière de

⁽⁸⁾ JO C 169 du 16.6.1999.

⁽⁹⁾ JO C 374 du 23.12.1999.

⁽¹⁰⁾ JO C 54 du 25.2.2000.

toute cette expérience, il sera possible d'envisager l'adoption d'une directive globale relative aux inspections environnementales en général, qui fera la synthèse de tous ces travaux.

2.2. Accès à la justice dans les cours et les tribunaux des États membres et procédures nationales en matière de plaintes et d'enquêtes

Comme indiqué dans la première étude annuelle, l'accès à l'information et à la justice en matière d'environnement est fondamental pour assurer une mise en œuvre efficace du droit communautaire de l'environnement. Partant de ce principe, une étude en deux parties a été lancée sur les mécanismes extrajudiciaires de résolution des litiges et sur l'accès à la justice. Cette étude, menée par le Conseil européen du droit de l'environnement (CEDE), dans le cadre d'IMPEL, a fait l'objet d'un rapport de synthèse du Pr Prieur de l'université de Limoges, France, et a été remise en mai 1998.

L'étude a révélé d'importantes divergences entre les États membres en ce qui concerne les procédures de plaintes et d'enquêtes. Elle constituera un point de départ utile pour toute action future (lignes directrices/recommandations éventuelles), en particulier dans le cadre des travaux préparatoires à la ratification de la convention d'Aarhus (voir ci-après point 3.2), et on espère que, en dépit des grandes différences constatées, il sera finalement possible de convenir d'une approche uniforme des mécanismes de traitement des plaintes et de l'accès à la justice. L'assistance du réseau IMPEL continuera d'être sollicitée pour ces travaux.

L'étude a donné lieu à un atelier organisé lors de la réunion IMPEL qui s'est tenue à Helsinki en décembre 1999, et elle a servi également de base à un projet sur le traitement des plaintes et l'accès à la justice organisé par les Pays-Bas, aboutissant à un atelier à La Haye en mai 2000.

2.3. Promotion de la connaissance du droit communautaire de l'environnement

a) Formation des magistrats

La formation des magistrats au droit communautaire représente un aspect fondamental de la question de l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement et elle occupe une place essentielle dans les actions de suivi menées dans le cadre de la communication de la Commission.

Le programme de cours pour magistrats, qui a débuté en 1996/1997, s'est poursuivi en 1998, et un séminaire a été organisé à Stockholm, en Suède, en septembre 1998, auquel ont participé au total 38 juges, procureurs et fonctionnaires nationaux chargés des affaires environnementales. Tous les États membres étaient représentés, à l'exception de l'Allemagne et du Luxembourg. La Norvège, en tant que membre de l'Espace économique européen, y était également représentée. D'éminents spécialistes de Belgique, de Danemark, d'Allemagne, des Pays-Bas et de Suède ont donné des conférences sur les principaux sujets d'actualité.

Le séminaire se voulait davantage pratique que théorique. Tous les conférenciers se sont efforcés de se concentrer sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement et sur la pratique des cours et tribunaux nationaux et de la Cour de justice européenne. Les participants, qui étaient le plus souvent des magistrats et des administrateurs de haut niveau, sont intervenus très activement. Le séminaire a remporté un tel succès que la Suède a maintenu le cours au niveau national pour les juges suédois.

Il n'y a pas eu de cours en 1999: un cours prévu à Louvain-la-Neuve, en Belgique, a été annulé pour des raisons administratives, et le cours à Thessalonique, en Grèce, a été annulé du fait de la démission de la Commission en mars 1999. Il est prévu d'organiser un cours en Belgique en 2000.

**b) **Projet pilote d'enseignement du droit communautaire
de l'environnement dans les universités
de la Communauté européenne****

Un projet pilote a été lancé en 1997 pour promouvoir la connaissance et l'enseignement du droit communautaire de l'environnement dans les universités, l'idée étant de proposer un cursus sur le droit et la politique communautaires de l'environnement dans diverses universités des États membres, grâce à la création de chaires dites «chaires vertes» [voir première étude annuelle, point 2.3 b)].

S'agissant d'un projet expérimental, celui-ci a été initialement limité à trois années universitaires (1998, 1999 et 2000) et à cinq universités d'États membres différents, afin de sonder la capacité des milieux universitaires à répondre à une telle initiative. Il s'agit des universités suivantes:

- l'université d'Aarhus (Danemark),
- l'université de Padoue (Italie),
- l'université de Nantes (France),
- la Fondation universitaire luxembourgeoise en association avec l'université catholique de Louvain en Belgique,
- l'université d'Athènes (Grèce).

Un séminaire a été organisé à Padoue, en Italie, en septembre 1999, afin de procéder à des échanges d'expériences, d'évaluer la première année de fonctionnement du projet et d'étudier les possibilités d'amélioration pour les années à venir. Globalement, toutes les universités participantes ont eu des échos très enthousiastes de la part des étudiants. Lors de ce séminaire, les universités participantes ont fait part de leur expérience concernant le projet «Chaires vertes».

À Nantes, la création de la chaire a permis à l'université d'élargir la portée de son enseignement traditionnel en droit international de l'environnement pour y inclure le droit communautaire. Les cours ont été suivis par une centaine d'étudiants. En outre, l'université a utilisé le réseau pour améliorer son infrastructure de recherche pour les étudiants en doctorat, en bénéficiant des compétences des professeurs étrangers participant au projet.

À Padoue, le projet a été intégré dans les programmes proposés par le département de droit comparé de la faculté des sciences politiques. Le projet a permis à

l'université de répondre à un besoin réel et de couvrir un domaine qui avait été jusqu'alors négligé, à savoir la formation conjuguée de professionnels et d'étudiants. Le cours qui comportait environ 70 heures d'enseignement a été suivi par une vingtaine de personnes ainsi que par des professeurs d'autres universités italiennes. Le cours s'est achevé par une «table ronde» consacrée à une question spécifique — les problèmes environnementaux qui se posent dans la lagune autour de Venise et la façon dont ils pourraient être résolus par le recours au droit communautaire. Cette partie du cours s'est avérée particulièrement utile. Le nombre d'inscriptions pour l'année 1999/2000 sera probablement plus élevé en raison d'une meilleure campagne de publicité et de l'accueil favorable qui a été réservé au premier cours. L'université a également grandement apprécié les conseils qui lui ont été prodigués par les autres universitaires participant au projet, en particulier pour le contenu des cours. Certains étudiants ont eu la chance de bénéficier de bourses pour effectuer un stage dans d'autres universités, afin d'approfondir leurs recherches et d'établir de nouveaux contacts.

À Athènes, le projet a été intégré dans le cours de maîtrise, plus précisément en ce qui concerne le diplôme d'études supérieures en droit international et communautaire. Ce programme était facultatif pour les étudiants concernés et trente d'entre eux s'y sont inscrits. L'enseignement était dispensé non seulement par des universitaires, mais aussi par des experts des secteurs public et privé. Le cours a révélé un véritable enthousiasme pour le sujet et a comblé un manque. Bien que facultatif, pratiquement tous les étudiants en doctorat ont décidé de le suivre. Comme à Padoue, il est prévisible que les inscriptions seront encore plus nombreuses en 1999/2000.

Dans les universités belges [l'université catholique de Louvain (UCL) à Louvain-la-Neuve et la Fondation universitaire luxembourgeoise (FUL)], il a été décidé de mettre en place un programme commun aux deux universités. Jusqu'alors, le droit de l'environnement n'avait jamais été enseigné à l'UCL, et les quelque 20 étudiants qui ont suivi le cours faisaient des études débouchant sur l'obtention du diplôme spécial d'études européennes ou du diplôme de droit. La FUL en revanche est un établissement d'enseignement supérieur exclusivement consacré aux questions environnementales. Les étudiants sont issus de divers pays européens et sont déjà titulaires d'un premier diplôme. Le cours proposé dans le cadre du projet «Chaires vertes» constituait un des sujets facultatifs de la maîtrise en sciences de l'environnement. Là encore, le cours a été suivi par une vingtaine d'étudiants. Au sein du programme «commun», 12 heures d'enseignement ont été dispensées à l'UCL et 12 autres à la FUL. En outre, des conférences ont été données dans chaque université. La collaboration entre les deux universités a très bien fonctionné et certaines caractéristiques (par exemple, l'hébergement, les ateliers pratiques et la présence de professeurs provenant d'universités participantes d'autres États membres) ont contribué à ce qui a été qualifié par tous d'expérience des plus fructueuses.

L'expérience de l'université d'Aarhus est également très positive. Le programme a été mené entre le printemps et l'automne 1998 et était réservé aux étudiants entreprenant une maîtrise de droit. Le cours, composé de 42 séances, a attiré un très grand nombre de participants (environ 25) et a donc répondu à une demande

manifeste. Un des bénéfices indirects du cours a été la décision de publier un document de travail (manuel et dossier).

Lors de l'évaluation du projet mené durant l'année universitaire 1998/1999, les participants au séminaire d'évaluation à Padoue ont unanimement reconnu l'énorme succès de l'opération. Le nombre de participants a été beaucoup plus élevé que prévu malgré la publicité tardive dont a bénéficié l'événement. Dans l'idéal, le cours devrait être annoncé avant les vacances d'été. De toute évidence, avec un effectif total d'environ 200 étudiants, le nombre d'inscriptions initialement visé a été atteint.

Les orientations suivantes ont été décidées pour l'avenir:

- la collaboration au sein du réseau doit être intensifiée dans le domaine de la recherche;
- il convient d'encourager les échanges d'étudiants, éventuellement grâce à des bourses d'échanges;
- les contacts nécessaires doivent être établis au niveau du réseau, afin de donner au projet une assise financière plus stable à moyen et long termes;
- la publication d'un manuel et d'un dossier (comme à l'université d'Aarhus) est souhaitable.

En conclusion, ce projet pilote a été extrêmement fructueux, et il convient d'envisager sa reconduction.

Autres actions horizontales spécifiques

3.1. Livre blanc sur la responsabilité environnementale

La préparation du livre blanc sur la responsabilité environnementale s'est poursuivie en 1998 et en 1999. Cependant, avec la démission de la Commission en mars 1999, les travaux sur le projet lui-même ont été quasiment stoppés, car on a estimé qu'il s'agissait d'une nouvelle politique dont les commissaires «faisant fonction» n'étaient pas autorisés à s'occuper en vertu des lignes directrices définies dans l'attente de la désignation d'une nouvelle Commission.

Les travaux sur le projet ont repris après la désignation de la nouvelle Commission en septembre 1999. Il a été décidé que le livre blanc devait être remanié pour le rendre plus court et plus complet. Le texte remanié était moins technique et moins formaliste, et laissait en suspens de nombreuses questions dont les solutions devraient être trouvées à l'issue des consultations et études. Les conclusions générales, toutefois, étaient plus précises que dans le projet précédent, puisqu'elles présentaient l'adoption d'une directive-cadre en temps opportun comme option privilégiée.

L'élaboration du projet a continué de susciter l'intérêt général durant 1998 et 1999. Des fonctionnaires de la direction générale de l'environnement ont participé à plusieurs conférences et ateliers, essentiellement en tant qu'orateurs, devant des auditoires composés des différentes parties concernées.

Le livre blanc a finalement été adopté au début de 2000.

3.2. Convention de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

3.2.1. Contexte

La convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (dénommée «convention d'Aarhus») a été signée par la Communauté et quatorze de ses États membres lors de la conférence interministérielle des 23 et 25 juin 1998 à Aarhus, au Danemark. L'Allemagne l'a signée à la date limite, c'est-à-dire le 21 décembre 1998. La convention comptait en tout trente-cinq signataires parmi lesquels figuraient la majorité des pays candidats à l'adhésion.

La convention revêt une très grande importance juridique et politique en ce sens qu'il s'agit du premier instrument juridiquement contraignant qui s'applique explicitement aux institutions communautaires. Sa ratification est une priorité politique (il faut seize ratifications pour que la convention entre en vigueur). La convention se subdivise en trois «piliers», à savoir l'accès à l'information (premier pilier), la participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement (deuxième pilier) et l'accès à la justice (troisième pilier).

3.2.2. Ratification par la Communauté

Pour pouvoir ratifier la convention, la Communauté doit s'assurer, selon la pratique habituelle, que toute la législation communautaire applicable est conforme aux dispositions de la convention. La convention a des implications juridiques à la fois pour les États membres et pour la Commission au titre des trois piliers et, dans certains domaines, il sera nécessaire de modifier la législation communautaire existante ou de proposer de nouvelles dispositions. Les actions nécessaires pour chacun des trois piliers se résument comme indiqué ci-après.

i) Premier pilier (accès à l'information)

Obligations des États membres — la directive 90/313/CEE concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement est en cours de révision et devra tenir compte des dispositions pertinentes de la convention d'Aarhus (voir ci-après point 3.3).

Obligations de la Communauté — l'article 255 du traité sur l'Union européenne confère à tout citoyen européen ou à toute personne résidant dans un État membre un droit d'accès aux documents du Parlement, du Conseil et de la Commission. Ce droit sera édicté par un règlement proposé par la Commission et adopté par la procédure de codécision du Parlement européen et du Conseil. Le 26 janvier 2000, la Commission a adopté la proposition ⁽¹¹⁾ de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. L'article 255 prévoit également que chaque institution élabore dans son règlement intérieur des dispositions particulières concernant l'accès à ces documents.

ii) Deuxième pilier (participation du public au processus décisionnel)

Obligations des États membres — pour autant que la convention d'Aarhus aille plus loin que les directives ou propositions de législation communautaires en matière d'environnement, ces instruments devront être adaptés de manière à garantir leur conformité totale avec les dispositions de la convention. Une évaluation a été effectuée en ce qui concerne les textes législatifs communautaires dans le domaine de l'environnement qui contiennent déjà des dispositions expresses sur la participation du public, et d'autres réglementations sectorielles. Il est probable que la Commission présentera, dans le courant de l'année 2000, une proposition relative à un instrument permettant de modifier toutes les directives nécessaires.

⁽¹¹⁾ COM(2000) 30 final/2.

iii) Troisième pilier (accès à la justice)

Obligations des États membres — il n'existe pas de législation communautaire ad hoc dans ce domaine pour le moment, bien qu'une recommandation ait été envisagée dans la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement ⁽¹²⁾. Il va falloir étudier si, juridiquement, cette recommandation est toujours nécessaire ou si l'acte du Conseil portant ratification de la convention d'Aarhus sera suffisant pour intégrer cette disposition d'accès à la justice dans la législation des États membres.

Obligations de la Communauté — une réflexion est en cours pour savoir si une modification du traité est nécessaire pour se conformer aux dispositions de la convention, mais une telle décision devrait bien entendu être approuvée par une Conférence intergouvernementale.

3.2.3. Calendrier de ratification

Les travaux nécessaires pour adapter la législation communautaire en ce qui concerne les premier et deuxième piliers devraient être achevés, au plus tôt, dans un délai de trois ans, compte tenu du fait que toute proposition de modification devra être soumise à la procédure de codécision. Le calendrier des travaux nécessaires pour le troisième pilier concernant l'accès à la justice contre les institutions communautaires est plus difficile à prévoir à ce stade.

3.3. Révision de la directive 90/313/CEE concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement

L'article 8 de la directive 90/313/CEE prévoit que, avant le 1^{er} janvier 1997, «les États membres doivent rendre compte à la Commission de l'expérience acquise en la matière et que, sur la base de ce compte rendu, la Commission doit présenter un rapport au Parlement européen et au Conseil, assorti de toute proposition de révision qu'elle juge opportune».

La Commission a désormais reçu les comptes rendus de tous les États membres et a pratiquement finalisé le rapport visé à l'article 8, assorti d'une proposition de révision de la directive. Les comptes rendus nationaux indiquaient que, depuis l'entrée en vigueur de la directive, des personnes physiques et morales de toute l'Union européenne avaient eu recours aux dispositions législatives d'accès à l'information en matière d'environnement prévues par la directive. Dans ces comptes rendus, les États membres eux-mêmes ont soulevé des questions ayant trait à la portée et à l'interprétation de la directive, et ont suggéré certaines améliorations. Dans certains cas, par exemple, en ce qui concerne la définition des autorités censées fournir l'information, les délais de réponse et les exceptions, certains États membres ont adopté une législation qui marque un progrès par rapport aux dispositions strictes de la directive.

⁽¹²⁾ COM(96) 500 final.

D'après les comptes rendus nationaux, la mise en œuvre de la directive a été satisfaisante. Dans de nombreux cas, peu de problèmes techniques ont été rencontrés. Néanmoins, l'expérience acquise en la matière, non seulement par les États membres mais aussi par la Commission au vu des plaintes qui lui ont été adressées, a permis de recenser un certain nombre de difficultés concrètes rencontrées par les États membres, les ONG et ceux qui demandent un accès à l'information en matière d'environnement. Les principaux problèmes concernent les domaines figurant ci-après [qui sont aussi ceux où les dispositions de la convention d'Aarhus (voir ci-dessus point 3.2) améliorent les dispositions de la directive]:

- la définition des informations demandées et celle des pouvoirs publics et autres instances censées les communiquer;
- les modalités selon lesquelles les informations sont effectivement rendues disponibles;
- les dérogations à l'obligation de donner accès à l'information;
- l'obligation de «réponse»;
- les délais pour s'acquitter de l'obligation de justifier un refus;
- la procédure de recours en cas de refus d'accès à des documents;
- les redevances;
- la fourniture spontanée d'informations.

Le 26 janvier 1998, un atelier sur la mise en œuvre et l'application de la directive a été organisé dans le cadre du réseau IMPEL pour la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement. Cet atelier a réuni des représentants d'IMPEL, de la Commission, ainsi que des pouvoirs publics et des ONG concernées par l'environnement des États membres et des pays candidats, qui ont ainsi pu échanger leurs points de vue à la lumière de l'expérience acquise par chacun en matière d'application de la directive. Le compte rendu de cet atelier a été publié en mai 1998; il contient des recommandations pour la révision de la directive.

Un rapport publié précédemment s'inspirait des conclusions de cet atelier ainsi que de travaux réalisés en commun avec des experts des États membres sur une période de cinq ans. Ce rapport contenait un certain nombre de recommandations pour la révision de la directive. Toutes ces recommandations seront dûment prises en compte dans le processus de révision de la directive 90/313/CEE.

À la fin de 1999, la direction générale de l'environnement a distribué à toutes les parties intéressées un document de travail définissant les grands principes sur lesquels pourrait s'appuyer la nouvelle proposition de directive sur la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement. La direction générale de l'environnement propose d'organiser des réunions de concertation avec les parties intéressées sur ce document au début de l'année 2000. La Commission présentera alors une proposition visant à modifier ou à remplacer la directive existante, probablement dans le courant du premier semestre de 2000. Cette proposition visera à corriger les points faibles recensés et donc à renforcer la législation. Elle visera également à aligner la législation communautaire sur les dispositions de la convention d'Aarhus (voir point 3.2) afin que la Communauté puisse ratifier cette dernière.

3.4. Publications de la Commission relatives à la mise en œuvre du droit communautaire et du droit international de l'environnement

3.4.1. Publications officielles

La Commission s'efforce d'imprimer un effet dynamisant pour la mise en œuvre des principaux actes de la législation en matière d'environnement, en prodiguant conseils et assistance aux États membres en la matière. Cette assistance peut prendre la forme de «lignes directrices» qui sont élaborées par la direction générale de l'environnement et adoptées par la Commission. De telles lignes directrices sont déjà pratique courante dans le domaine de la radioprotection, où la Commission a publié des communications visant à aider les États membres à transposer les directives dans le droit national ⁽¹³⁾. Par ailleurs, la Commission a adopté des recommandations concernant l'application des dispositions du traité Euratom. Ces recommandations ont été élaborées en collaboration avec le groupe d'experts scientifiques institué par l'article 31 du traité Euratom.

À l'initiative de la direction générale de l'environnement, la Commission a publié deux lignes directrices officielles sur la mise en œuvre et l'application du droit communautaire au cours de la période de 1998 à 1999:

- communication de la Commission concernant la mise en œuvre de la directive 96/29/Euratom du Conseil fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, publiée le 30 avril 1998 (JO C 133 du 30.4.1998, p. 3);
- recommandation 1999/829/Euratom de la Commission du 6 décembre 1999 concernant l'application de l'article 37 du traité Euratom, publiée le 16 décembre 1999 (JO L 324 du 16.12.1999, p. 23).

La Commission s'est engagée à assurer la transparence de ses activités et à fournir autant d'informations environnementales que possible aux autorités des États membres, à l'industrie, aux ONG et au grand public, c'est pourquoi elle publie de manière régulière des documents spécifiques en la matière. Les publications suivantes [qu'on peut se procurer auprès du centre de documentation de la direction générale de l'environnement ⁽¹⁴⁾ ou de l'Office des publications officielles des Communautés européennes ⁽¹⁵⁾] concernent des actions menées pendant (ou, dans certains cas, avant) la période couverte par cette étude, ou bien sont des documents publiés au cours de la période étudiée.

⁽¹³⁾ Citons à titre d'exemple la communication 85/C 347/03 de la Commission au sujet de la mise en œuvre des directives 80/836/Euratom et 84/467/Euratom relatives aux normes de sécurité de base, et la communication 91/C 103/03 de la Commission au sujet de la mise en œuvre de la directive 89/618/Euratom concernant l'information de la population.

⁽¹⁴⁾ Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles [fax (32-2) 299 61 98].

⁽¹⁵⁾ 2, rue Mercier, L-2985 Luxembourg [fax (352) 48 85 73].

3.4.2. Publications générales

- *Agriculture et développement durable: principes et recommandations du forum consultatif européen pour l'environnement et le développement durable* (publié en février 1999).
- *Protégeons notre avenir: action pour l'environnement en Europe* (publié en juillet 1998).

Eau

- *EU Focus on Clean Water* («La propreté de l'eau au centre des préoccupations de l'Union européenne») (publié en août 1999).
- Mise en œuvre de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, modifiée par la directive 98/15/CE de la Commission du 27 février 1998 (publiée en avril 1999).
- Rapport sur les mesures prises conformément à la directive 91/676/CE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles; rapport de synthèse des comptes rendus transmis à la Commission par les États membres, en application de l'article 11 (publié en juin 1998).

Air

- *EU Focus on Clean Air* («Améliorer la qualité de l'air: une priorité pour l'UE») (publié en août 1999).
- *CO₂ Emissions from Cars — The EU Implementing the Kyoto Protocol* («Les émissions de CO₂ des voitures — L'Union européenne applique le protocole de Kyoto») (publié en octobre 1998).
- *Contribution au forum à la stratégie de l'Union européenne en matière de politique climatique*, forum consultatif européen pour l'environnement et le développement durable (publié en août 1999).

Industrie

- *Study on the impact of EU Environmental Regulation on Selected indicators of the competitiveness of the EU Chemical Industry — Final Report (revised — 3 Volumes: 1) Synthesis, 2) Databases, 3) Graphs* [«Impact de la législation environnementale de l'UE sur certains indicateurs de la compétitivité de l'industrie chimique communautaire — Rapport final (révisé) — 3 volumes: 1) Synthèse, 2) Bases de données, 3) Graphiques»] (publié en mars 1999).
- *The notification of new substances in the European Union* («La notification des nouvelles substances dans l'Union européenne») (publié en juillet 1997).
- *Classification, emballage et étiquetage des substances dangereuses dans l'Union européenne*, 2 volumes (publié en juin 1997).
- *Technical guidance document on development of risk reduction strategies* («Document technique d'orientation relatif à l'établissement des stratégies de réduction des risques») (publié en juin 1998).

Protection de la nature et biodiversité

- *Convention on International Trade in endangered species of wild fauna and flora — EC Annual Report 1996* («Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction — Rapport annuel de la CE pour 1996») (publié en juin 1999).
- *Natura 2000 Implementing the habitats directive in marine and coastal area — Proceedings of a seminar held at Morecambe Bay, United Kingdom, 22-24 June 1997* («Mise en œuvre de la directive “habitat” dans les zones marines et côtières — Actes du séminaire organisé à Morecambe Bay, Royaume-Uni, du 22 au 24 juin 1997») (publié en mars 1999).
- Premier rapport sur la mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique par la Communauté européenne (publié en mai 1998).

Droit de l'environnement

- *Guide du réseau de l'Union européenne pour la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit de l'environnement («IMPEL»)* (publié en novembre 1998).

Radioprotection, sécurité nucléaire et protection civile

- *Radiation Protection 89 — recommended radiological criteria for the recycling of metals from the dismantling of nuclear installations* («Critères radiologiques recommandés pour le recyclage des métaux provenant d'installations nucléaires démantelées») (publié en 1998).
- *Radiation Protection 94 — Environmental radioactivity in the European Community 1993* («Radioactivité ambiante dans la Communauté européenne en 1993») (publié en 1999).
- *Radiation Protection 95 — Reference levels for workplaces processing materials with enhanced levels of naturally occurring radionuclides — A guide to assist implementation of Title VII of the European Basic Safety Standards Directive (BSS) concerning natural radiation sources* («Niveaux de références pour les lieux de travail où sont traités des matériaux contenant de fortes concentrations de radionucléides naturels — Guide pour l'application du titre VII de la directive européenne sur les normes de sécurité de base») (publié en juillet 1999).
- *Radioprotection 102 — Mise en œuvre de la directive relative aux expositions à des fins médicales (97/43/Euratom) — Actes du séminaire international organisé à Madrid, le 27 avril 1998* (publié en mars 1999).
- *Radiation Protection 104 — Radioactive effluents from nuclear power stations and nuclear fuel reprocessing plants in the European Community, 1991-1995* («Rejets d'effluents radioactifs par les centrales nucléaires et les usines de retraitement de combustible nucléaire dans la Communauté européenne, 1991-1995») (publié en avril 1999).
- *Radiation Protection 105 — EU Food Restriction Criteria for Application after an Accident* («Critères communautaires de restrictions alimentaires applicables après un accident») (publié en 1999).
- *Radiation Protection 106 — Technical recommendations on measurements of external environmental gamma radiation doses* («Recommandations tech-

niques pour les mesures des doses ambiantes d'irradiation gamma externe») (publié en 1999).

- *Radiation Protection 107 — Establishment of reference levels for regulatory control of workplaces where materials are processed which contain enhanced levels of naturally-occurring radionuclides* («Fixation de niveaux de référence pour le contrôle réglementaire des lieux de travail où sont traités des matériaux contenant de fortes concentrations de radionucléides naturels») (publié en août 1999).
- *Radiation Protection 108 — ALARA and decommissioning — Proceedings of the first European ALARA network workshop* («Premier séminaire européen du réseau Alara sur Alara et le déclassement») (publié en 1999).
- *Radioprotection 109 — Conseils sur la mise en œuvre de niveaux de référence diagnostiques pour les expositions médicales* (publié en 1999).
- *Coopération communautaire en matière de protection civile* (publié en mai 1999).

Toutes les publications citées ci-dessus sont décrites sur le site Europa de la Commission sur Internet (<http://www.europa.eu.int/comm/environment/pubs/home.htm>).

En plus des publications mentionnées ci-dessus, l'ensemble de la législation communautaire dans le domaine de l'environnement est disponible en sept volumes, dans neuf versions linguistiques différentes. Ces volumes rassemblent l'ensemble des textes publiés au Journal officiel entre le 1^{er} octobre 1991 et le 30 juin 1994. La législation adoptée avant le 1^{er} octobre 1991 est également disponible en sept volumes.

Il existe en outre un recueil de la législation en matière de radioprotection, intitulé «Radioprotection — La législation communautaire en matière de radioprotection» (document XI-3539/96), disponible en allemand, en anglais et en français. Cet ouvrage contient la législation publiée jusqu'en août 1996.

3.4.3. Rapports établis en 1998 et en 1999 conformément à la directive 91/692/CE visant à la standardisation et à la rationalisation des rapports relatifs à la mise en œuvre de certaines directives concernant l'environnement

- Le rapport sur l'application de la directive 82/501/CEE (directive «Seveso I») a été publié au JO C 291 du 12.10.1999.
- Le rapport intérimaire établi en application de l'article 6, paragraphe 3, point a), de la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages a été adopté par la Commission le 19 novembre 1999: COM(1999) 596 final.
- Le rapport établi en application de la directive 91/692/CEE sur la mise en œuvre des directives 75/442/CEE, 91/689/CEE, 75/439/CEE et 86/278/CEE est en cours d'adoption.
- Le rapport sur la mise en œuvre du règlement (CEE) n° 259/93 sur la surveillance et le contrôle des transferts de déchets, couvrant la période de 1994

à 1996, a été adopté le 28 juillet 1998 en tant que document COM(1998) 475 final.

- Le rapport annuel EUR 18166 sur la qualité des eaux de baignade pour la saison balnéaire 1997 a été publié en mai 1998.
- Le rapport annuel EUR 18831 sur la qualité des eaux de baignade pour la saison balnéaire 1998 a été publié en mai 1999.
- Le rapport intitulé «Mise en œuvre de la directive 91/676/CEE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles» a été adopté par la Commission le 1^{er} octobre 1997 [COM(97) 473 final] et publié par l'EUR-OP en 1998. ISBN 92-828-1934-5.
- Le rapport intitulé «Mesures prises conformément à la directive 91/676/CEE du Conseil concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles» a été adopté par la Commission le 20 janvier 1998 [COM(1998) 16 final] et publié par l'EUR-OP en 1998. ISBN 92-828-3118-3.
- Le rapport intitulé «Mise en œuvre de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, modifiée par la directive 98/15/CE de la Commission du 27 février 1998» a été adopté par la Commission le 15 janvier 1999 [COM(1998) 775 final] et publié par l'EUR-OP en 1999. ISBN 92-828-5869-3.

3.5. Conférence de l'INECE

3.5.1. Contexte

Du 16 au 20 novembre 1998, l'INECE (réseau international pour la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit de l'environnement) a tenu sa cinquième conférence mondiale à Monterey en Californie, États-Unis. Un représentant de la Commission et un représentant du secrétariat du réseau IMPEL étaient présents, ainsi que des délégations des États membres. Plus de 250 participants d'environ 125 pays, organisations internationales et ONG ont suivi la conférence.

La conférence a lieu tous les deux ans. Celle-ci était la cinquième. L'INECE est un partenariat de professionnels de l'environnement provenant de services gouvernementaux, d'organisations internationales et d'ONG. Il se propose de promouvoir le respect et de renforcer l'application des exigences nationales et des accords internationaux en matière d'environnement par la mise en réseau, l'accroissement des capacités et la coopération en matière de contrôle de l'application de la législation. Le partenariat INECE s'efforce de stimuler la création et d'accroître l'efficacité de réseaux régionaux de contrôle de l'application de la législation.

L'INECE est coprésidé par le directeur adjoint chargé du contrôle de l'application de l'*Environmental Protection Agency* (EPA) américaine et par l'inspecteur général pour l'environnement du ministère de l'environnement néerlandais (VROM) en coopération avec le Programme des Nations unies pour l'environnement. Cette présidence commune reflète les origines de l'INECE, qui s'inscrivait initialement dans le cadre d'un échange bilatéral officiel entre le VROM et l'EPA

américaine, mais qui a évolué progressivement vers la collaboration internationale. La Commission est membre du comité exécutif de planification (EPC) de la conférence et l'un des parrains de l'événement. En 1998, sa contribution s'élevait à 140 000 écus. Le nombre de membres de l'EPC a augmenté en même temps que l'intérêt et le soutien international dont il bénéficie.

3.5.2. Programme

La conférence s'est attaquée à un programme très complet sous la forme d'une session plénière d'introduction chaque jour, suivie d'ateliers sur des sujets ayant trait au thème abordé lors de la session plénière. Chaque atelier était dirigé par deux «coanimateurs» et comprenait un rapporteur chargé d'élaborer un rapport sur les travaux de l'atelier.

En tant que représentant du pays qui assurait la présidence de l'UE à l'époque, le représentant autrichien a fait un exposé sur le réseau IMPEL lors de la session plénière. Le représentant de la Commission a présenté un rapport sur les résultats des rencontres régionales européennes (Europe occidentale, Europe centrale et orientale et NEI) organisées du 18 au 19 novembre 1998.

3.5.3. Exposé d'orientation

L'exposé d'orientation a été présenté par M^{me} Carole M. Browner, directrice de l'*Environmental Protection Agency* (EPA) américaine. Elle a donné une description impressionnante des succès obtenus par l'EPA sous sa direction, en mettant l'accent sur le défi que représente la protection de l'environnement par rapport à la pression de création d'emplois dans les industries polluantes, le fait que le respect de la législation environnementale ne constitue pas un désavantage concurrentiel, le défi de l'établissement d'une «culture du contrôle de l'application», le pouvoir de l'information et le rôle du citoyen et de la coopération internationale en matière d'application de la législation. Elle a souligné l'importance que le gouvernement américain a accordé à la coopération avec l'industrie en n'oubliant pas qu'un contrôle efficace et préventif de l'application est un instrument essentiel que les États-Unis n'ont pas hésité à utiliser dans la lutte contre la pollution.

3.6. Adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède — La «clause de révision»

Le 11 décembre 1998, la Commission a adressé une communication au Conseil et au Parlement européen intitulée «La clause de révision: les normes en matière d'environnement et de santé quatre ans après l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne» ⁽¹⁶⁾. Elle montre que l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne a abouti à des normes communautaires plus strictes en matière de protection de la santé et de l'environnement.

⁽¹⁶⁾ COM(1998) 745 final du 11 décembre 1998.

Lorsque l'Autriche, la Finlande et la Suède ont rejoint l'Union européenne le 1^{er} janvier 1995, une disposition spéciale dans l'acte d'adhésion, «la clause de révision» ⁽¹⁷⁾, autorisait les trois nouveaux États membres à maintenir pendant quatre ans certaines dispositions nationales qui étaient plus protectrices pour l'environnement et la santé. Cette période a expiré le 31 décembre 1998. Entre-temps, l'Union européenne a réexaminé ses propres normes dans ces domaines, en collaboration étroite avec les autorités de ces trois pays.

Dans presque tous les cas, la révision a abouti à l'adoption de normes environnementales plus strictes dans l'ensemble de la CE, par exemple pour la teneur en soufre des carburants, la teneur en mercure des piles et l'étiquetage des substances dangereuses. Dans d'autres cas, l'Autriche, la Finlande et la Suède maintiendront leurs normes pendant une période supplémentaire.

La révision démontre que l'Union européenne a pu assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé des citoyens autrichiens, suédois et finlandais. Il s'agissait d'une des principales préoccupations des citoyens de ces pays et d'un aspect très important des accords d'adhésion. Les citoyens des autres États membres ont également profité de ce processus, puisque l'approche adoptée par la Commission consistait le plus souvent à renforcer les normes de protection de l'UE. Ce succès a été possible grâce à une coopération excellente entre la Commission, le Parlement européen, le Conseil et les États membres.

En détail, la situation des trois États membres se présente comme indiqué ci-après.

Autriche

À la suite de la révision, l'Autriche maintient ses normes environnementales et sanitaires élevées, et l'UE a relevé dans de nombreux cas ses propres normes.

La teneur maximale en soufre du gazole est de 0,1 % en Autriche et de 0,2 % dans la législation communautaire. La norme autrichienne sera applicable dans toute l'UE lors de l'adoption d'une nouvelle directive dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'acidification.

Alors que la valeur limite pour la teneur en benzène de l'essence est de 3 % en Autriche, elle est de 5 % dans la législation communautaire. Une nouvelle directive dans le cadre du programme «Auto-Oil» n'autorisera plus que 1 % de benzène dans l'essence dans tous les États membres.

Les piles alcalines au manganèse autrichiennes peuvent avoir une teneur en mercure de 0,001 %, alors que la législation communautaire autorise une teneur de 0,05 %. Maintenant, la Communauté interdit le mercure dans presque toutes les piles.

L'Autriche avait adopté des exigences spécifiques pour la classification et l'étiquetage d'environ cinquante substances dangereuses et d'un certain nombre de préparations dangereuses, ainsi que des pesticides et des produits phytopharma-

⁽¹⁷⁾ JO C 241 du 29.8.1994, p. 9.

ceutiques. Lors de la révision, presque toutes les propositions autrichiennes concernant les phrases de sécurité (qui indiquent ce qu'il faut faire pour éviter les risques des substances dangereuses pour la santé ou l'environnement) ont été prises en considération dans la directive 67/548/CEE sur les substances dangereuses.

L'Autriche avait également adopté des restrictions spécifiques pour la commercialisation et l'utilisation du cadmium, du pentachlorophénol (PCP) et des composés organostanniques (étain).

Le 26 mai 1999, la Commission a arrêté la directive 1999/51/CE portant cinquième adaptation au progrès technique de la directive 76/769/CEE concernant l'emploi du PCP, de l'étain et du cadmium. La directive 1999/51/CE réglemente les questions à l'étude dans le sens indiqué par les nouveaux États membres, sauf dans le cas du cadmium et de certains composés organostanniques utilisés comme peintures antisalissure pour les navires. Pour ces questions, l'Autriche et la Suède continuent à bénéficier d'une dérogation jusqu'au 31 décembre 2002.

Deux des directives adoptées lors de la révision, à savoir la directive 98/97/CE modifiant la directive 76/116/CEE sur le cadmium dans les engrais, publiée au JO L 18 du 23.1.1999, et la directive 1999/51/CE adaptant la directive 76/769/CEE, contiennent des dispositions relatives à un examen spécifique des dispositions communautaires en matière de cadmium et de composés organostanniques. Comme prévu par ces directives, la Commission poursuivra cet examen spécifique jusqu'au 31 décembre 2001 pour ce qui concerne la directive 98/97/CE et jusqu'au 31 décembre 2002 pour ce qui concerne la directive 1999/51/CE, conformément aux directives.

Finlande

À la suite de la révision, la Finlande maintient ses normes environnementales et sanitaires élevées, et celles de l'UE sont relevées dans de nombreux cas.

La Finlande applique des exigences spécifiques pour la classification et l'étiquetage des pesticides et des produits phytopharmaceutiques. À cet égard, la Commission a proposé d'examiner toute la législation communautaire existante sur les préparations dangereuses. En même temps, le champ d'application de cette législation a été élargi: elle couvre maintenant les produits phytopharmaceutiques et les pesticides, ce qui représente une modernisation et répond aux aspirations de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

La Finlande impose des limitations plus strictes que la CE pour la commercialisation et l'utilisation de PCP (pentachlorophénol). Après un examen préliminaire du PCP, on a procédé à une évaluation des risques et à une analyse des avantages et des désavantages, puis à un réexamen des dispositions juridiques communautaires. Ce processus a abouti à l'adoption de la directive 1999/51/CE adaptant la directive 76/769/CEE aux progrès techniques (voir ci-dessus point 3.6 concernant l'Autriche). En ce qui concerne la teneur en cadmium des engrais, la Commission a arrêté la directive 98/97/CE modifiant la directive 76/116/CEE (voir ci-dessus point 3.6 concernant l'Autriche).

Suède

À la suite de la révision, la Suède maintient ses normes environnementales et sanitaires élevées, et celles de l'UE sont relevées dans un certain nombre de cas.

Précédemment, la législation communautaire autorisait les piles alcalines au manganèse avec une teneur plus élevée en mercure qu'en Suède. À la suite de la révision, la nouvelle législation communautaire a relevé les normes dans toute l'UE et interdit totalement le mercure dans presque tous les types de piles.

La Suède avait des exigences spécifiques pour la classification et l'étiquetage d'environ 67 substances dangereuses et préparations dangereuses, ainsi que des pesticides. À la suite de la révision, des critères de classification et d'étiquetage considérés comme satisfaisants ont été approuvés, et de nouvelles phrases-risques (phrases d'avertissement que les producteurs doivent mentionner sur l'étiquette de leurs produits contenant des substances dangereuses) ont été incluses dans la directive 67/548/CEE sur les substances dangereuses. La Suède ne gardera que deux phrases-risques. Dans certains domaines, la Suède a présenté les activités en vue d'une harmonisation globale de la classification et de l'étiquetage des substances et préparations dangereuses, afin de discuter d'une adaptation supplémentaire de la législation communautaire.

La Suède impose des limitations plus strictes que la CE pour la commercialisation et l'utilisation du cadmium, de l'arsenic, du PCP et de l'étain. Après un examen préliminaire, on a procédé à une évaluation des risques et à une analyse des avantages et des désavantages, puis la Commission a arrêté la directive 1999/51/CE adaptant la directive 76/769/CEE au progrès technique (voir ci-dessus point 3.6 concernant l'Autriche). En ce qui concerne la teneur en cadmium des engrais, la Commission a arrêté la directive 98/97/CE modifiant la directive 76/116/CEE (voir ci-dessus point 3.6 concernant l'Autriche).

4.

IMPEL (réseau pour la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit de l'environnement de l'Union européenne)

4.1. Contexte

Le réseau IMPEL existe depuis 1992. Il s'agit d'un réseau informel des autorités environnementales des États membres et de la Commission. Son objectif est de donner l'impulsion nécessaire dans la Communauté européenne pour assurer une application plus efficace du droit de l'environnement. Le réseau promeut l'échange d'informations et d'expériences et une plus grande cohérence des approches suivies pour mettre en œuvre le droit de l'environnement, particulièrement celui de la Communauté, et contrôler son application. On trouvera une description complète de l'historique du réseau dans la première étude annuelle (voir point 3.5.1).

Depuis la publication de la première étude annuelle, le réseau IMPEL a subi plusieurs changements. Sa structure a été rationalisée, et de nombreux projets IMPEL ont été achevés ou sont en cours d'achèvement. Cette deuxième étude annuelle décrit la nouvelle structure du réseau IMPEL, essaie de donner une évaluation détaillée de ces projets et fournit également des détails des concours financiers accordés aux différents projets en 1997, en 1998 et en 1999 (voir annexe I). Enfin, elle expose le programme de travail du réseau pour 2000.

4.2. Rôle et structure du réseau IMPEL jusqu'en juin 1999

Jusqu'en 1997, le réseau IMPEL avait centré sa réflexion sur le processus réglementaire, notamment en ce qui concerne les installations industrielles et leurs incidences sur l'environnement, ce qui reflétait le fait que ses membres fondateurs étaient des inspecteurs et des responsables de l'application du droit de l'environnement dans les États membres. En 1997, conformément aux propositions faites dans la communication de la Commission et dans les résolutions du Conseil et du Parlement européen, le réseau IMPEL a pris des décisions relatives à la modification de sa structure et à l'élargissement de son rôle et de son champ d'activité. C'est ainsi que deux comités permanents ont été créés, l'un étant chargé des problèmes d'orientation et de mise en œuvre, l'autre des inspections, de la mise en œuvre et du contrôle de l'application dans la pratique. Ce dernier volet comprenait les questions techniques et la gestion environnementale (et notamment la formation des inspecteurs et les échanges réalisés à l'intérieur et en dehors de l'Union européenne). Les comités permanents pouvaient créer des groupes de travail ad hoc pour étudier des questions spécifiques, auxquels tous les États membres ne devaient pas nécessairement participer. Ces groupes de travail n'étaient constitués que pour une durée limitée et étaient dissous lorsque leur

tâche était achevée. Les comités permanents dressaient le mandat de ces groupes de travail ad hoc et définissaient notamment leur mission et les documents qu'ils devaient produire, les conditions relatives aux membres des groupes, à leur présidence et à leur secrétariat, aux réunions (nombre, durée, lieu, langues utilisées), ainsi que les dispositions financières.

Le réseau IMPEL était dirigé sous la forme d'une assemblée plénière bisannuelle qui rassemblait des représentants de tous les États membres et de la Commission (direction générale de l'environnement). Elle était présidée conjointement par la Commission et l'État membre assurant la présidence de l'UE.

L'assemblée plénière constituait le cadre principal des discussions stratégiques et de l'adoption des décisions finales, et elle était officiellement responsable des activités et des produits d'IMPEL. L'assemblée plénière approuvait le programme de travail des comités permanents, approuvait les rapports et décidait de leur diffusion. Elle décidait également de la façon dont IMPEL devait utiliser les fonds mis à sa disposition.

4.3. Nouvelle structure du réseau IMPEL

En 1997 et en 1998, on s'est rendu compte que la structure existante du réseau IMPEL, qui comprenait essentiellement les réunions des deux comités permanents (CP1 juridique et CP2 technique) et une ou deux assemblées plénières par an, n'était pas entièrement efficace. Les ordres du jour des réunions des deux comités permanents faisaient souvent double emploi. Lors de l'assemblée plénière de Vienne en décembre 1998, il a été décidé d'essayer une nouvelle structure en 1999, les réunions des comités permanents étant abandonnées et les travaux normalement effectués par ces comités étant traités lors de deux assemblées «plénières» annuelles.

L'assemblée plénière de Berlin en juin 1999 fut l'occasion d'essayer la nouvelle structure, et il a été décidé que, dorénavant, les «réunions IMPEL» (combinant les fonctions initiales des deux comités permanents et de l'assemblée plénière) auraient lieu deux fois par an (généralement en juin et en décembre) et qu'une plus grande flexibilité serait assurée quant aux sujets à discuter. Il a été décidé également que le secrétariat jouerait un rôle plus actif, notamment en apportant une assistance pour les demandes de concours financier et en veillant à ce que les projets soient exécutés conformément à leur mandat et ne prennent pas de retard. Ce rôle accru a été accueilli favorablement et a déjà un impact sur le respect des délais des projets et sur leur qualité. La plus récente assemblée IMPEL sous sa nouvelle structure a eu lieu à Porto en mai 2000.

4.4. Le secrétariat du réseau IMPEL

Le secrétariat est l'organe vital du réseau IMPEL. Il maintient les contacts avec les coordinateurs nationaux et les autres membres du réseau. Il joue le rôle de cellule de soutien pour les présidents de l'assemblée plénière et des comités permanents. Il fournit au réseau des informations provenant de la Commission et est en liaison avec celle-ci. Comme mentionné plus haut, depuis juin 1999, il joue un rôle plus actif en veillant à ce que les projets soient achevés à temps et conformément à leur mandat. Il a aussi apporté une contribution importante en ce qui concerne les de-

mandes de financement pour les projets IMPEL qui ont eu des problèmes en 1999 (voir ci-après point 4.7.) en raison de la réforme de la procédure de cofinancement.

La Commission accueille le siège du secrétariat à Bruxelles, qui dispose actuellement à temps plein d'un expert national détaché (END) des administrations des États membres. De temps à autre, selon la disponibilité, un stagiaire d'un État membre assiste le END pour des périodes de six mois. Le premier END à temps plein venait de l'inspection environnementale néerlandaise (1996-1999) et l'END actuel (depuis 1999 et pendant trois ans) est un Britannique de l'*Environment Agency for England and Wales*. Le poste de «stagiaire» de six mois était occupé par un Suédois depuis janvier 2000.

4.5. Participation d'autres pays

a) Pays d'Europe centrale et orientale, Chypre et Malte — Coopération avec le réseau AC-IMPEL

Le réseau parallèle pour les douze pays candidats à l'adhésion, appelé AC-IMPEL, a été établi en mai 1998 à Vilnius en Lituanie. Il travaille en collaboration étroite avec le réseau IMPEL pour aider les pays candidats dans les problèmes de mise en œuvre et d'application de la législation environnementale de l'UE pendant la phase de préadhésion. Il diffère du réseau IMPEL dans la mesure où les pays membres ne disposent pas encore de l'acquis communautaire en matière d'environnement. Au fur et à mesure qu'ils adhèrent à l'UE, ils deviendront des membres à part entière du réseau IMPEL, et le réseau AC-IMPEL disparaîtra lorsque tous les pays candidats y auront adhéré. Le réseau AC-IMPEL est également assisté par un secrétariat situé au sein de la Commission.

Bien qu'ils ne participent pas aux réunions du réseau IMPEL, des fonctionnaires des pays candidats à l'adhésion sont invités à participer aux séminaires et aux ateliers ou, sur une base ad hoc, aux groupes de travail, si cela est jugé nécessaire. Ils ont participé aux programmes d'échange d'inspecteurs (voir ci-après) et les ont trouvés très utiles.

Des programmes spéciaux de formation aux questions relatives à la mise en œuvre et au contrôle de l'application des réglementations sont mis sur pied pour les douze pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne pour les prochaines années, afin de les aider à rapprocher leur législation environnementale de celle de la Communauté. En outre, un programme d'échange AC-IMPEL a été établi auquel les membres du réseau IMPEL peuvent également participer.

Quant aux productions d'AC-IMPEL, jusqu'à maintenant elles sont les suivantes:

- évaluation des structures et des pratiques environnementales d'application en Estonie et en Pologne;
- évaluation de la capacité de l'administration environnementale tchèque en matière d'octroi de licences, de contrôle et d'application;
- minibibliothèque couvrant les rapports et écrits d'IMPEL les plus importants et les plus pertinents;
- formation sur place d'inspecteurs, dans le cadre d'AC-IMPEL (3 rapports: Hongrie, Lettonie et Pologne).

b) Autres pays européens

Les pays de l'Espace économique européen (l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège) sont invités à participer aux groupes de travail si leur contribution est considérée comme souhaitable. La Norvège a déjà participé aux groupes de travail sur le transport transfrontalier de déchets. Étant donné que les pays de l'EEE adoptent aussi l'acquis gouvernemental, il a été convenu, lors de la réunion IMPEL à Berlin en juin 1999, que ces pays devraient être également invités à participer aux réunions IMPEL en tant qu'observateurs participants. La Norvège et le secrétariat AELE étaient présents lors de la réunion IMPEL à Helsinki en décembre 1999. La Norvège a aussi participé à la réunion IMPEL à Porto en mai 2000.

4.6. Projets et budgets en 1997, en 1998 et en 1999

Jusqu'en 1997, tous les projets IMPEL étaient financés par les États membres eux-mêmes. Après le renforcement du rôle du réseau IMPEL à la suite de la communication de la Commission et des résolutions du Parlement européen et du Conseil, des moyens financiers ont été dégagés par la Commission. Cependant, même si certains projets ont été cofinancés par la Commission, les États membres continuaient à supporter eux-mêmes une partie des coûts. En fait, certains projets sont financés entièrement par les États membres, comme l'indiquent les tableaux de l'annexe 1 figurant ci-après.

En 1997, il a été convenu pour la première fois de consacrer 500 000 écus du budget de la direction générale de l'environnement aux travaux du réseau IMPEL. Sur ce total, 437 346 écus ont été affectés à des projets. En 1998, le montant disponible était également de 500 000 écus, dont 374 100 écus ont été engagés. Sur les 400 000 euros disponibles en 1999, 383 000 euros ont été attribués à des projets. Les tableaux de l'annexe 1 donnent une synthèse de l'aide financière accordée par la Commission sur ce budget en 1997, en 1998 et en 1999, ainsi que des projets concernés.

4.7. Problèmes et procédures budgétaires

Divers problèmes se sont posés lors de l'allocation des fonds prévus annuellement depuis 1997 pour les projets IMPEL par la direction générale de l'environnement. Un problème important a surgi en 1998 à la suite du jugement de la Cour de justice européenne du 12 mai 1998 (Royaume-Uni et Irlande contre la Commission, affaire C-106/96) selon lequel tout financement de projets, y compris ceux mis en œuvre par le réseau IMPEL, doit avoir une base juridique pour justifier ces dépenses. En conséquence, de nombreux projets proposés pour 1998 ont dû être revus ou leur mandat remanié, ce qui a souvent entraîné un retard considérable dans le financement de certains projets. Il s'agit d'une des raisons pour lesquelles, en 1998, seuls environ 374 100 écus des 500 000 écus disponibles ont été effectivement alloués.

De 1997 à 1999, le système de demande de cofinancement par la Commission qui a succédé était celui utilisé pour les projets ad hoc. Cette procédure était lente et le formulaire à remplir complexe. Une manière différente de procéder a

été approuvée pour l'année 2000, et l'intention est d'avoir un système similaire à l'avenir.

4.8. Évaluation succincte

4.8.1. La communication et les résolutions du Conseil et du Parlement européen de 1996 prévoyaient différents domaines d'activité pour le réseau IMPEL, et depuis lors, celui-ci s'efforce de se concentrer sur ces domaines lors de l'élaboration de ses projets. Pour ce qui est des rapports produits par IMPEL, ils comprennent ce qui suit:

- critères minimaux pour les inspections:
 - principes généraux,
 - fréquence des inspections,
 - autocontrôle des opérateurs,
 - planification et rapports sur les inspections;
- rapport sur les interrelations entre la directive sur la prévention et réduction intégrées de la pollution, la directive sur l'évaluation d'impact, la directive «Seveso» et le règlement sur le système communautaire de management environnemental et d'audit;
- guide IMPEL pour les inspections environnementales;
- rapport d'un atelier sur les pratiques d'octroi de permis et d'application dans une cimenterie utilisant un combustible alternatif;
- rapport sur les renseignements tirés des accidents.

Ces rapports peuvent être trouvés sur le site *web* de IMPEL (<http://europa.eu.int/comm/environment/impel/>).

4.8.2. La réalisation la plus importante du réseau IMPEL à ce jour est sans doute son travail dans le domaine des inspections, ce qui n'est pas étonnant étant donné ses origines et le fait que ses membres sont principalement des inspecteurs. Le programme d'échange d'inspecteurs, mené à bien dans les quinze États membres jusqu'à la fin de 1999, a fourni des informations utiles sur les différents systèmes en place dans les États membres. Il a également permis d'établir des contacts des plus utiles entre inspecteurs des États membres, mais aussi des pays du réseau AC-IMPEL. Il a aidé ces derniers à développer leur système d'inspection, qui était généralement sous-développé, et a également aidé les États membres disposant de systèmes moins développés.

Un autre aspect du travail d'inspection a été l'élaboration de quatre rapports concernant les inspections. Le document sur les critères minimaux applicables aux inspections environnementales (novembre 1997) a servi de base à la proposition de la Commission de recommandation du Conseil à ce sujet, pour laquelle, à la mi-2000, la position commune du Conseil fera l'objet d'une deuxième lecture au Parlement européen (voir point 2.1). Sans les connaissances acquises par les experts IMPEL sur le terrain, la Commission n'aurait pas été en mesure de présenter une telle proposition, et cela constitue un bon exemple de coopération entre la Commission et les États membres dans l'élaboration du droit communautaire. Il est possible que les trois autres rapports sur les inspec-

tions serviront également de base à un acte législatif (peut-être une directive complète sur les inspections) englobant la recommandation et tout le travail ultérieur.

4.8.3. Plusieurs projets à caractère plus «juridique» (le rapport CEDE/Prieur sur l'accès à la justice, le rapport «Metro» sur les sanctions pénales et l'atelier sur l'accès aux informations environnementales) ont fourni des résultats qui sont particulièrement utiles pour la Commission dans le suivi de sa communication de 1996. Le rapport CEDE/Prieur constituera un point de départ pour simplifier les procédures de recours dans les États membres et servira de base pour toute action dans le domaine de l'accès à la justice, particulièrement en relation avec les travaux préparatoires en vue de la ratification de la convention d'Aarhus. Le rapport sur la directive 90/313/CEE à la suite de l'atelier d'Utrecht aidera également la Commission dans l'élaboration de son rapport et de sa proposition de modification de cette directive.

4.8.4. Les projets de nature pratique, tels que l'atelier autrichien sur les pratiques d'octroi de permis et de contrôle dans une cimenterie utilisant des combustibles de substitution, «PEEP» et «IMPEL Inspect», peuvent aussi être considérés comme des succès, notamment en ce qui concerne l'assistance qu'ils ont apportée aux inspecteurs sur le terrain. Il convient d'encourager les projets de qualité de ce type.

4.8.5. Parmi les autres réalisations, on peut citer la création d'un site *web* pour le réseau IMPEL (relié au site *web* de la direction générale de l'environnement). Ce site permet au réseau IMPEL de faire connaître ses activités à un public plus large et de mettre ses rapports à la disposition d'un plus grand nombre de personnes. Les rapports IMPEL sont généralement de bonne qualité (par exemple les quatre rapports de la série *inspection*) et l'un des problèmes était de veiller à ce que ceux qui sont concernés puissent y avoir accès. Le site *web* aidera à résoudre ce problème.

4.9. Conclusions et perspectives

La plupart des réalisations du réseau IMPEL peuvent incontestablement être considérées comme des succès, et le concours financier de la Commission peut globalement être considéré comme de l'argent bien dépensé pour améliorer le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement dans les États membres.

Cependant, depuis 1997, des problèmes de procédures de financement ont contribué au retard pris par certains projets et à la frustration et déception compréhensibles ressenties par les États membres.

Un nouvel élan est maintenant nécessaire pour de nouvelles idées et de nouveaux projets dans le futur. L'entrée en fonction de la nouvelle Commission est une occasion opportune de donner ce nouvel élan et de se concentrer sur des projets qui présentent une plus grande valeur ajoutée pour la Commission.

4.10. Programme de travail du réseau IMPEL pour 2000

Les conclusions de la réunion IMPEL du 1^{er} au 3 décembre 1999 sur le programme de travail du réseau pour l'an 2000 se trouvent à la fin de l'annexe 1.

Textes législatifs de transposition communiqués par les États membres pour les directives communautaires devant être transposées au cours de la période étudiée

Les directives communautaires sont généralement appliquées dans les États membres à travers la législation nationale qui les transpose. Il est essentiel que la transposition respecte les délais impartis et soit exacte si l'on veut qu'une directive soit correctement appliquée dans la pratique. Afin d'obtenir une transparence maximale dans la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement et d'aider ainsi le citoyen à connaître exactement la manière dont une directive communautaire a été transposée dans son propre système législatif national, il a été décidé de faire figurer dans l'étude annuelle les références des textes législatifs communiqués par les États membres pour les directives devant être transposées au cours de la période couverte par l'étude. C'est pourquoi on trouvera à l'annexe 2 un tableau présentant les différentes réglementations des États membres communiquées pour les directives communautaires (ou correspondant à des parties de ces directives) qui devaient être transposées entre janvier 1998 et décembre 1999, à savoir:

- la directive 96/54/CE portant vingt-deuxième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses (délai: 31 mai 1998);
- la directive 96/56/CE modifiant la directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses (délai: 1^{er} juin 1998);
- la directive 96/59/CE concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT) (délai: 16 mars 1998);
- la directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (délai: 31 octobre 1999);
- la directive 96/62/CE concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant (délai: 21 mai 1998);
- la directive 96/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (délai: 3 février 1999);
- la directive 97/11/CE modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (délai: 14 mars 1999);
- la directive 97/49/CE modifiant la directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages (délai: 30 septembre 1998);

- la directive 97/68/CE sur les émissions de gaz et de particules polluants provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers (délai: 30 juin 1998);
- la directive 97/69/CE portant vingt-troisième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses (délai: 16 décembre 1998);
- la directive 98/15/CE portant modification de la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (délai: 30 septembre 1998);
- la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesels et modifiant la directive 93/12/CEE (délai: 1^{er} juillet 1999);
- la directive 98/73/CE portant vingt-quatrième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses (délai: 31 octobre 1999);
- la directive 98/101/CE portant adaptation au progrès technique de la directive 91/157/CEE du Conseil relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses (délai: 31 décembre 1999).

Il ressort du tableau de l'annexe 2 que les États membres n'ont pas tous communiqué à la Commission la législation transposant ces directives ou, lorsqu'ils l'ont fait, qu'ils peuvent l'avoir notifiée après la date limite fixée pour la transposition. Afin que le droit communautaire de l'environnement soit mis en œuvre et contrôlé de manière satisfaisante, il est essentiel que les États membres respectent leurs obligations à cet égard non seulement en transposant les directives dans les délais impartis, mais également en communiquant de manière claire et détaillée les textes les transposant lors de la notification à la Commission. La Commission continuera à ouvrir des procédures, en vertu de l'article 226 du traité CE, à l'encontre des États membres qui ne transposent pas les directives à temps ou qui les transposent de manière incorrecte.

Extrait du seizième rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit communautaire (chapitre «Environnement»)

Afin de présenter des références complètes, cette étude comprend également le chapitre «Environnement» du seizième rapport annuel de la Commission sur le contrôle de l'application du droit communautaire ⁽¹⁸⁾, qui se trouve à l'annexe 3.

L'extrait du seizième rapport annuel décrit la manière dont la Commission contrôle l'application du droit communautaire de l'environnement, essentiellement en tenant compte de trois aspects: contrôle de la notification des mesures nationales de transposition, contrôle de la conformité des mesures nationales avec les directives qu'elles transposent, contrôle de l'application pratique des directives et règlements.

S'il est constaté qu'un État membre est en infraction, une action est intentée conformément à l'article 226 (ex-article 169) du traité.

Les problèmes dans ces trois domaines de contrôle demeurent semblables à ceux rencontrés les années précédentes. Les retards de notification à la Commission des mesures de transposition résultent généralement de retards d'adoption qui sont habituellement dus aux structures institutionnelles et administratives internes des États membres, aux techniques de transposition, à des difficultés spécifiques dans des domaines particulièrement sensibles (par exemple, les substances chimiques, la biotechnologie), etc. De nombreuses procédures d'infraction pour non-transposition ou transposition tardive pourraient être évitées si les États membres déterminaient exactement dans quelle mesure l'instrument communautaire doit être transposé. Dans certains cas, les dispositions existantes peuvent déjà suffire.

En ce qui concerne la mauvaise application des directives et règlements, la Commission est souvent informée d'une infraction possible par les plaintes d'ONG, du grand public ou de membres du Parlement européen. La Commission a de plus en plus de mal à traiter ces plaintes efficacement, et leur nombre a encore augmenté en 1998, alors qu'il avait baissé au cours des deux années précédentes. Une analyse par grandes catégories des plaintes enregistrées en 1998 indique que une plainte sur deux concernait la conservation de la nature et que une sur quatre concernait l'évaluation des incidences sur l'environnement, tandis que les pro-

⁽¹⁸⁾ COM(1999) 301 final du 9 juillet 1999.

blèmes relatifs aux déchets ont été signalés dans seulement un cas sur dix, de même que la pollution atmosphérique et la pollution de l'eau.

Compte tenu de tous ces problèmes, la Commission s'est efforcée de réformer ses règles internes en matière de procédures d'infraction, afin de les rendre plus rapides et efficaces.

En 1998, la Commission, en vertu de l'ex-article 169 du traité, a engagé 15 procédures contre des États membres devant la Cour de justice européenne [dont une sur la base de l'article 228 (ex-article 171)] et a envoyé 118 «avis motivés» originaux ou supplémentaires (dont quatre sur la base de l'ex-article 171). En 1997, les chiffres étaient de 37 procédures devant la Cour et de 69 «avis motivés».

En 1998, la Commission a continué à engager des procédures pour non-respect du droit environnemental devant la Cour de justice européenne conformément à l'ex-article 171 du traité; cet article permet à la Commission de traduire à nouveau un État membre devant la Cour de justice s'il ne s'est pas conformé à un arrêt rendu en vertu de l'ex-article 169, demandant l'imposition de sanctions pécuniaires. L'ex-article 171 s'est une nouvelle fois avéré un outil très efficace, car la plupart des affaires ont pu être réglées (7 des 10 affaires dans lesquelles la Commission a demandé des sanctions pécuniaires depuis janvier 1997).

Dans la période écoulée entre la préparation de ce document de travail et son adoption officielle [SEC(2000) 1219], le dix-septième rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit communautaire a été adopté par la Commission [COM(2000) 92]. Il peut être trouvé sur Internet via le serveur Europa (http://www.europa.eu.int/comm/secretariat_general_sgb/infringements/report99_fr.htm). Le chapitre relatif à l'environnement (2.12) commence à la page 61.

Conclusion

Les travaux décrits dans la première étude annuelle ont continué à être mis à profit en 1998 et en 1999, et un grand nombre des recommandations contenues dans la communication de la Commission de 1996 ont été concrétisées. Les progrès accomplis au sujet de la proposition de recommandation du Conseil concernant les critères minimaux applicables aux inspections environnementales dans les États membres sont particulièrement encourageants, car une application précoce des orientations conduira à une mise en œuvre plus harmonisée du droit communautaire de l'environnement dans les États membres.

L'évaluation des résultats du cinquième programme d'action de la Communauté dans le domaine de l'environnement montre que, en dépit de certains résultats positifs, la qualité globale de l'environnement ne s'améliore pas malgré trente ans de législation environnementale. L'une des raisons est que la mise en œuvre de la législation environnementale est souvent insuffisante, ce dont témoigne clairement le nombre élevé de procédures d'infraction à l'encontre des États membres. À l'avenir, bien que de nouveaux textes législatifs soient certainement nécessaires, l'accent devra être mis principalement sur l'application de la législation — il faut veiller à ce que les pouvoirs publics des États membres respectent leurs obligations légales vis-à-vis de l'Union européenne et leurs obligations morales vis-à-vis de leurs citoyens. Les citoyens, l'industrie et les ONG ont également leur rôle à jouer. Cela étant, la Commission poursuivra, à l'aide des différents moyens décrits dans cette étude (notamment le recours au réseau IMPEL lorsque cela est nécessaire), ses efforts visant à faire appliquer la législation environnementale communautaire existante, à sensibiliser davantage le public aux problèmes environnementaux et à faire participer le public autant que possible au débat sur la manière d'améliorer et de mettre à profit la politique environnementale dans le futur. Les grands principes du cinquième programme d'action dans le domaine de l'environnement restent valables — le besoin d'intégration, la nécessité d'élargir l'éventail des instruments et de faire participer les acteurs à tous les niveaux n'ont rien perdu de leur importance. Cette approche doit maintenant être consolidée dans le sixième programme d'action, qui est à l'examen, afin de renforcer le sentiment de responsabilité propre en matière d'environnement.

ANNEXE 1

Programmes de travail du réseau IMPEL pour 1997, 1998, 1999 et 2000

PROGRAMME DE TRAVAIL DU RÉSEAU IMPEL POUR 1997

(situation en décembre 1999)

(Les projets conservent le même numéro dans chacun des programmes de travail pour 1997, 1998 et 1999)

Intitulé du projet	Montant du budget IMPEL affecté pour 1997 (en écus)	Bénéficiaire de l'aide	Commentaires
1. Interaction entre les directives «Seveso», EIE et PRIP, et le règlement «EMAS»	29 087 (non utilisés en raison d'un retard dans le démarrage)	Italie	Début du projet reporté en 1998. Le rapport a été adopté en décembre 1998 et publié.
2. Évolution des procédures intégrées d'octroi de permis et d'inspection des installations industrielles dans l'Union européenne (projet «Bohne»)	40 096	Université de Speyer	Ce projet a comporté des consultations minutieuses avec les États membres, les autorités, les exploitants et les services de la Commission. Un rapport intermédiaire a été publié et le rapport final devrait être prêt au début de l'an 2000.
3. Guide pratique sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement	29 211	Consultant	Ce projet devait être financé à 100 % par la Commission. Il a dû être annulé en raison de la faillite du consultant.
4. Atelier sur l'accès à l'information en matière d'environnement	27 448	ONG	Cet atelier a fait l'objet d'un rapport qui a été l'une des sources des «recommandations pour l'examen et la révision de la directive 90/313/CEE».
5. Étude/séminaire sur l'accès à la justice	36 566	Consultant	Financé à 100 % par la Commission. Le rapport a été rédigé pour la Commission, mais des modifications doivent être adoptées en tant que documents IMPEL.
6. Plaintes	39 598	Consultant	
7. Droit d'ester en justice dans la législation communautaire	23 658	Université	
8. «IMPEL Inspect» (ouvrage de référence pour les inspecteurs environnementaux)	31 435	Pays-Bas	Le rapport a été adopté en juin 1999 et sera publié prochainement.
9. Projet concernant les pratiques de contrôle de l'application des réglementations environnementales (PEEP) (complément du programme d'échange pour les inspecteurs)	40 520	Pays-Bas	La phase pilote et la première phase ont été achevées et le rapport adopté en juin 1999. La deuxième phase est sur le point de démarrer, et le rapport sera rédigé en temps utile, en fonction du mandat approprié donné à Helsinki.

Intitulé du projet	Montant du budget IMPEL affecté pour 1997 (en écus)	Bénéficiaire de l'aide	Commentaires
10. Programme d'échange pour les inspecteurs des États membres de l'Union européenne	84 254	Pays-Bas	Suite de la série de programmes d'échange entamés avant 1997 dans d'autres États membres. Elle s'achèvera avec le programme grec en novembre 1999.
11. Guide des bonnes pratiques pour le contrôle de l'application des réglementations	13 602	Eurovilles/ Rotterdam (NL) (consultant)	
12. Contrôle pénal de l'application du droit de l'environnement (projet «Metro»)	12 991	Danemark	Le groupe s'est réuni en avril 1997 et en septembre 1998. Le rapport (rapport «Metro») est sur le point d'être achevé et devrait être adopté à Helsinki en décembre 1999.
13. Atelier sur les pratiques d'octroi de licences et de contrôle de l'application dans une cimenterie utilisant des combustibles de substitution	22 765	Autriche	L'atelier s'est tenu en mai 1998, et un rapport a été adopté et publié.
14. Les PME et l'environnement	6 115	Luxembourg	Réunion tenue à Luxembourg, qui a conduit à la conférence sur les PME organisée au Royaume-Uni en 1998.
Total	437 346		

NB: Plusieurs projets importants, tels que le projet de la cellule «Inspections» concernant les critères minimaux pour les inspections et le programme d'échange des inspecteurs, ont commencé avant 1997 et ont été poursuivis ou achevés en 1997.

PROGRAMME DE TRAVAIL DU RÉSEAU IMPEL POUR 1998

(situation en décembre 1999)

(Les projets conservent le même numéro dans chacun des programmes de travail pour 1997, 1998 et 1999)

Intitulé du projet	Montant du budget IMPEL affecté pour 1998 (en écus)	Bénéficiaire de l'aide	Commentaires
1. Interaction entre les directives «Seveso», EIE et PRIP, et le règlement «EMAS»	34 061	Italie	Ateliers les 4 et 5 juin, 17 et 18 septembre et 26 et 27 novembre. Rapport adopté en décembre 1998 et publié.
2. Évolution des procédures intégrées d'octroi de permis et d'inspection des installations industrielles dans l'Union européenne (projet «Bohne»)	44 000 (2 ^e étape) 41 586 (3 ^e étape)	Université de Speyer (D)	Deuxième et troisième étapes combinées. Rapport intermédiaire fourni. Le rapport final devrait être achevé au début de l'an 2000.
12. Contrôle pénal de l'application du droit de l'environnement (projet «Metro»)			Le groupe s'est réuni en avril 1998 à Helsinki.
15. Séminaire sur le développement industriel durable	25 000	France	Séminaire tenu les 26 et 27 mai.
16. Programme d'échange des inspecteurs (dans la série des programmes d'échange)	40 000	Espagne	Le programme d'échange a eu lieu du 22 au 28 mars.
17. Programme d'échange des inspecteurs (dans la série des programmes d'échange)	39 761	Suède	Le programme d'échange a eu lieu du 14 au 18 juin.
18. Cellule «Inspections» (incluant les critères minimaux, la planification, le contrôle et les comptes rendus, la fréquence des inspections et les lignes directrices pour l'utilisation de l'autosurveillance par les exploitants)	50 000	Royaume-Uni	Le rapport concernant les «critères minimaux» a été adopté en 1998. Cette contribution a aidé à financer le début des travaux sur d'autres rapports de la série.
19. PME: information et formation	3 000	Royaume-Uni	Un atelier sur les PME a été organisé en juin 1998 comme suite du projet de Luxembourg susmentionné.
20. Programme d'échange des inspecteurs (dans la série des programmes d'échange)	39 887	Italie (ANPA)	Le programme d'échange a eu lieu du 4 au 9 octobre 1998.
21. Émissions diffuses	29 305 (non utilisés)	Pays-Bas	Début du projet reporté en 1999.

Intitulé du projet	Montant du budget IMPEL affecté pour 1998 (en écus)	Bénéficiaire de l'aide	Commentaires
22. Enseignements tirés des accidents	27 500	France	Annulation en raison du manque de participants. Projet reporté en 1999, où le séminaire a été organisé aux frais du gouvernement français.
Total	374 100		

PROGRAMME DE TRAVAIL DU RÉSEAU IMPEL POUR 1999

(situation en décembre 1999)

(Les projets conservent le même numéro dans chacun des programmes de travail pour 1997, 1998 et 1999)

Intitulé du projet	Montant du budget IMPEL affecté (en euros)	Bénéficiaire de l'aide	Commentaires
2. Évolution des procédures intégrées d'octroi de permis et d'inspection des installations industrielles dans l'Union européenne (projet «Bohne»)	Pas de budget supplémentaire octroyé	Université de Speyer (D)	Le rapport devrait être achevé au début de l'an 2000.
12. Contrôle pénal de l'application du droit de l'environnement (projet «Metro»)			Une réunion finale du groupe de travail a eu lieu en octobre 1999. Le rapport devrait être adopté à Helsinki en décembre.
18. Planification et comptes rendus des inspections	5 600	Royaume-Uni	Le rapport a été adopté en juin et publié.
21. Émissions diffuses	Pas de budget supplémentaire octroyé	Pays-Bas	Projet de rapport en décembre 1999 pour discussion en janvier.
23. Atelier sur l'accès à la justice	Projet financé intégralement par les Pays-Bas		La réunion d'experts de janvier finalisera les études par pays contenues dans le rapport Prieur — voir projets n ^{os} 5, 6 et 7; atelier final en avril.
24. Modifications des opérations industrielles (dans le cadre de la directive PRIP)	14 000	Finlande	Questionnaires diffusés, atelier prévu en décembre. Rapport attendu au début de l'an 2000.
25. Application de prescriptions contraignantes générales (la directive PRIP autorise les États membres à utiliser à leur discrétion des prescriptions contraignantes générales)	40 000	Royaume-Uni	Le projet devrait débuter en décembre, et le rapport sera présenté d'ici à décembre 2000.
26. Participation du public dans le domaine de l'environnement	46 000	Italie	Le groupe de travail se réunira dans le courant du mois et au printemps 2000.
27. Atelier sur les procédures intégrées d'octroi de permis	16 800	Irlande	Un questionnaire a été diffusé et des demandes de permis PRIP fictifs sont préparées. Atelier en avril 2000.
28. Fiches pour les PME: imprimerie	10 000	Suède	Questionnaire sur le point d'être diffusé. Atelier organisé en avril 2000 et fiches prêtes en juin.
29. Atelier sur l'utilisation des hydrocarbures chlorés	35 000	Autriche	L'atelier devrait être organisé en mars 2000.

Intitulé du projet	Montant du budget IMPEL affecté (en euros)	Bénéficiaire de l'aide	Commentaires
30. Meilleures pratiques en matière de contrôle de la conformité	9 600	Royaume-Uni	Réunion pour définir la portée du projet organisée en décembre.
31. Programme d'échange des inspecteurs (dans la série des programmes d'échange)	86 000	Grèce	Le programme d'échange aura lieu à la mi-novembre.
32. Projets de comparaison pour les inspecteurs (suite du projet d'échange — voir projets n ^{os} 10, 16, 17, 20 et 31 figurant ci-dessus)	20 000	Danemark et Pays-Bas	Le programme danois a eu lieu en octobre; le programme néerlandais est reporté en avril (par conséquent, une nouvelle demande de financement sera présentée l'an prochain).
33. Enseignements tirés des accidents (2)	Projet financé intégralement par la France		Séminaire organisé en avril: le rapport devrait être adopté à Helsinki en décembre.
34. Conférence sur le contrôle de la conformité et de l'application	100 000	Autriche	Les travaux ont débuté concernant cette conférence qui doit être organisée en Autriche en octobre.
Total	383 000		

Conclusions de la réunion du réseau IMPEL, du 1^{er} au 3 décembre 1999, pour le programme de travail du réseau IMPEL en l'an 2000

(Les projets en italique ont été entamés en 1999.)

N°	État membre	Intitulé	Financement demandé sur le budget IMPEL 2000 (en euros) Les chiffres en gras représentent le coût total du projet
1	NL	<i>Accès à la justice</i>	
2	FIN	<i>Modifications des opérations industrielles/ surveillance de la protection de l'environnement</i>	
3	UK	<i>Application de prescriptions contraignantes générales/surveillance de la protection de l'environnement</i>	
4	I	<i>Participation du public</i>	
5	I	<i>Séminaire sur l'interaction entre différents instruments</i>	
6	IRL	<i>Atelier sur les procédures intégrées d'octroi de permis</i>	
7	D	<i>Évolution des procédures intégrées d'octroi de permis</i>	
8	A	<i>Conférence sur le contrôle de la conformité et de l'application</i>	
9	S	<i>Fiches pour les PME</i>	
10	A	<i>Atelier sur l'utilisation des hydrocarbures chlorés</i>	
11	UK	<i>Meilleures pratiques en matière de contrôle de la conformité</i>	
12	S	<i>Échange et formation</i>	
13	NL	<i>Émissions diffuses</i>	
14	NL	<i>Programme de formation</i>	
15	NL	Transferts transfrontaliers de déchets (TFS)	Projets TFS existants et proposés, mais sans demande de financement sur le budget IMPEL
16	NL	Projets de comparaison pour les inspecteurs	36 000 60 000
17	I	Procédures d'octroi de permis et de contrôle de l'application dans le côté «ville» des aéroports	Mandat à modifier en fonction de l'extension du projet
18	UK	Projet concernant les pratiques de contrôle de l'application des réglementations environnementales (PEEP)	30 000 50 000

N°	État membre	Intitulé	Financement demandé sur le budget IMPEL 2000 (en euros)
			Les chiffres en gras représentent le coût total du projet
19	EL	Contrôle de la conformité et de l'application de la législation communautaire de l'environnement pour les industries de production de denrées alimentaires et le secteur de la transformation	66 000 110 000
20	FIN	Projets de comparaison pour les inspecteurs	25 000 42 000
21	F	Enseignements tirés des accidents	
22	NL	Séminaire sur 4 instruments (en commun avec AC-IMPEL)	
23	A décider	Formation et qualifications des inspecteurs	Mandat à rédiger par la cellule n° 1 (formation et échange)
24	UK	Programme volontaire de révision des pratiques d'inspection	
Total du financement demandé à la Commission			157 000

ANNEXE 2 (1998)

Présentation détaillée des textes législatifs de transposition des États membres communiqués pour les directives communautaires à transposer au cours de la période couverte par l'étude (notifications reçues avant le 30 mars 2000)

**Directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles
et des polychloroterphényles (PCB et PCT)**

JO L 243 du 24.9.1996, p. 31 à 35

Date de transposition: 16 mars 1998

Belgique	<ol style="list-style-type: none">01. Besluit van de Vlaamse regering van 24 maart 1998 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995, Belgisch Staatsblad van 30 april 199802. Arrêté du gouvernement wallon relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles. Référence: <i>Moniteur belge</i> du 22.5.1999, p. 18254. SG(1999)A/1599803. Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la planification de l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles. Référence: <i>Moniteur belge</i>, 4.8.1999, p. 29104. SG(1999)A/1599804. Arrêté ministériel établissant un plan régional d'élimination et de décontamination des PCB/PCT05. Besluit van de Vlaamse regering van 17 december 1997 tot vaststelling van het Vlaams reglement inzake afvalvoorkoming en -beheer (VLAREA), Belgisch Staatsblad van 16 april 1998, blz. 11299
Danemark	<ol style="list-style-type: none">01. Bekendtgørelse nr. 718 af 9. oktober 1986 om begrænsninger i anvendelse af pcb og pct. Miljøministeriet, j.nr. D 86-27001-14. Lovtidende A 1986, hæfte nr. 78, udgivet den 25. Oktober 1986 s. 277402. Bekendtgørelse af 13. december 1998 om pcb, pct og erstatningsstoffer herfor. Miljø- og Energiministeriet, j.nr. 3014-0012. Lovtidende A, hæfte udgivet den 28. december 1998.03. Bekendtgørelse om håndtering af affald af elektriske og elektroniske produkter. Statstidende nr. 1067 af 22. December 1998. SG(99)A/1229204. Bekendtgørelse om affald. ref: Statstidende nr. 299 af 30. april 1997. SG(99)A/12292
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	<ol style="list-style-type: none">01. Real Decreto 1378/1999, de 27 de agosto, por el que se establecen medidas para la eliminación y gestión de los policlorobifenilos, policloroterfenilos y aparatos que los contengan
France	<ol style="list-style-type: none">01. Loi n° 96-151 du 26 février 1996 relative aux transports, Journal officiel du 27 février 1996, p. 309402. Arrêté ministériel du 10 octobre 1996 relatif aux installations spécialisées d'incinération et aux installations de coïncinération de certains déchets industriels spéciaux, Journal officiel du 16 octobre 1996, p. 1509803. Décret n° 87-59 du 2 février 1987 relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination des polychlorobiphényles et polychloroterphényles, Journal officiel du 4 février 1987, p. 127204. Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination de certaines substances et préparations dangereuses, Journal officiel du 4 octobre 1992, p. 13806

Directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT)

JO L 243 du 24.9.1996, p. 31 à 35

Date de transposition: 16 mars 1998

	05. Décret n° 97-503 du 21 mai 1997 portant mesures de simplification administrative, Journal officiel du 22 mai 1997, p. 7690
Irlande	01. The Waste Management Act, 1996, No 10 of 1996 02. The Waste Management (Licensing) Regulations, 1997, Statutory Instruments No 133 of 1997 03. The Dumping at Sea Act, 1981
Italie	01. Legge, disposizioni per l'ademimento di obblighi derivanti dalla appartenenza dell'Italia alle Comunità europee (legge comunitaria 1995-1997) del 24 aprile 1998 n. 128, Supplemento ordinario n. 88/L alla Gazzetta ufficiale, serie generale, del 7 maggio 1998, n. 104 02. Decreto legislativo 22 maggio 1999, n. 209. Attuazione della Direttiva 96/59/CE relativa allo smaltimento dei policlorodifenili e dei policlorotrifenili. In GURI, serie generale, n. 151 del 30 giugno 1999.
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 24 février 1998 — concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT) — portant septième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, <i>Mémorial A</i> , p. 400
Pays-Bas	01. Regeling van de minister van Volkshuisvesting, Ruimtelijke Ordening en Milieubeheer van 30 juli 1998 houdende implementatie van Richtlijn 96/59/EG van de Raad van de Europese Unie betreffende de verwijdering van polychloorbifenyleen en polychloorterfenyleen (PCB's/PCT's) (PB L 42) (Regeling verwijdering PCB's).
Autriche	01. Verordnung des Bundesministers für Umwelt, Jugend und Familie über das Verbot von halogenierten Biphenylen, Terphenylen, Naphthalinen und Diphenylmethanen, Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich, Nr. 210/1993 ausgegeben am 23. März 1993 02. Bundesgesetz vom 6. Juni 1990 über die Vermeidung und Behandlung von Abfällen, mit dem das Chemikaliengesetz, BGBl. Nr. 326/1987, das Bundesstatistikgesetz, BGBl. Nr. 91/1965, die Gewerbeordnung 1973, BGBl. Nr. 50/1974, das Altlastensanierungsgesetz, BGBl. Nr. 299/1989, das Umwelt- und Wasserwirtschaftsfondsgesetz, BGBl. Nr. 79/1987, und das Umweltfondsgesetz, BGBl. Nr. 567/1983, geändert werden (Abfallwirtschaftsgesetz – AWG), Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich, Nr. 325/1990 03. Bundes-Abfallwirtschaftsplan
Portugal	01. Decreto-lei n° 277/99, de 23 de Julho. J-170, 23.7.1999, p. 4604
Finlande	01. Valtioneuvoston päätös PCB:n ja PCT:n käytön rajoittamisesta/Statsrådets beslut om begränsning av användningen av PCB och PCT (1071/89) 30.11.1989 SG(1999)A/16022 02. Valtioneuvoston päätös pentakloorifenolin sekä monometyylitetraklooridifenyylimetaanin, monometyylidiklooridifenyylimetaanin ja monometyylibromidifenyylimetaanin markkinoille luovuttamisen ja käytön rajoittamisesta/Statsrådets beslut om begränsning av introduktion på marknaden och användning av pentaklorfenol samt monometyltetrakloridifenyylmetan, monometyldikloridifenyylmetan och monometyldibromidifenyylmetan (846/93) 23.9.1993 SG(1999)A/16022 03. Valtioneuvoston päätös ongelmajätteiden poltosta/Statsrådets beslut om förbränning av problemavfall (842/97) 28.8.1997 04. Valtioneuvoston päätös PCB:n ja PCB-laitteistojen käytöstä poistamisesta sekä PCB-jätteenkäsittelystä/Statsrådets beslut om tagande ur bruk av PCB och PCB-utrustning samt behandling av PCB-avfall (711/98) 24.9.1998 SG(1999)A/16022

Directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT)

JO L 243 du 24.9.1996, p. 31 à 35

Date de transposition: 16 mars 1998

	05. Valtioneuvoston päätös ongelmajätteistä annettavista tiedoista sekä ongelmajätteiden pakkaamisesta ja merkitsemisestä/Statsrådets beslut om uppgifter som skall lämnas om problemavfall samt om förpackning och märkning av problemavfall (659/96)
	06. Jätelaki/Avfallslag (1072/93) 3.12.1993
	07. Merensuojelulaki/Havsskyddslag (1415/94) 29.12.1994
	08. Ympäristölupamenettelylaki/Lag om miljötillståndsförfarande (735/91)
	09. Ympäristömenettelyasetus/Förordning om miljötillståndsförfarande (772/92)
	10. Landskapslag om renhållning (3/81) 8.1.1981, med senaste ändring (91/98) 4.9.1998, Ålands författningssamling
	11. Landskapsförordning om PCB-avfall (110/98) 12.11.1998, Ålands författningssamling
	12. Landskapsförordning om tillämpning i landskapet Åland av ett statsrådsbeslut om förbränning av farligt avfall (94/98) 29.9.1998, Ålands författningssamling
	13. Landskapsförordning om ändring av landskapsförordningen om tillämpning i landskapet Åland av riksförfattningar om explosionsfarliga ämnen och kemikalier (107/98) 12.11.1998
Suède	01. Förordning om bortskaffande av PCB m.m., Svensk författningssamling (SFS) 1998:122
	02. Förordning om farligt avfall, Svensk författningssamling (SFS) 1996:971
	03. Förordning om PCB m.m., Svensk författningssamling (SFS) 1985:837
	04. Lag om förbud mot dumpning av avfall i vatten, Svensk författningssamling (SFS) 1971:1154
	05. Förordning om förbränning av farligt avfall, Svensk författningssamling (SFS) 1997:692
Royaume-Uni	Aucune notification à ce jour

Directive 96/62/CE du Conseil du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant

JO L 296 du 21.11.1996, p. 55 à 63

Date de transposition: 21 mai 1998

Belgique	<p>01. Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 novembre 1993 relatif au contrôle du respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'environnement, <i>Moniteur belge</i> du 4.12.1993</p> <p>02. Loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, <i>Moniteur belge</i> du 15.1.1965</p> <p>03. Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 portant création d'un service scientifique au sein de l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement: le Laboratoire de recherche en environnement — Besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 1996 tot de oprichting van een wetenschappelijke dienst binnen het Brussels Instituut voor milieubeheer: het Laboratorium voor milieuonderzoek, <i>Moniteur belge</i> du 27.11.1996, p. 29844</p> <p>04. Arrêté du 6 décembre 1996 du ministre de l'environnement et de la politique de l'eau, de la rénovation, de la conservation de la nature et de la propreté publique — Besluit van 6 december 1996 van de minister van Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en openbare Netheid, <i>Moniteur belge</i> du 10.1.1997, p. 550</p> <p>05. Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 1994 relatif aux conditions générales et à la procédure d'agrément de laboratoires pour la Région de Bruxelles-Capitale, <i>Moniteur belge</i> du 15.7.1994</p> <p>06. Accord de coopération du 18 mai 1994 entre les Régions de Bruxelles-Capitale, flamande et wallonne en matière de surveillance des émissions atmosphériques et de structuration des données, <i>Moniteur belge</i> du 24.6.1994</p> <p>07. Besluit van de Vlaamse regering van 24 maart 1998 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995, Belgisch Staatsblad van 30 april 1998</p>
Danemark	Aucune notification à ce jour
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	<p>01. Loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air ambiant et l'utilisation rationnelle de l'énergie, Journal officiel du 1^{er} janvier 1997</p> <p>02. Décret n° 98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de la qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites, Journal officiel du 13 mai 1998, p. 7196</p> <p>03. Décret n° 98-361 du 6 mai 1998 relatif à l'agrément des organismes de surveillance de la qualité de l'air, Journal officiel du 13 mai 1998</p> <p>04. Décret n° 98-362 du 6 mai 1998 relatif aux plans régionaux pour la qualité de l'air, Journal officiel du 13 mai 1998</p> <p>05. Décret n° 74-415 du 15 mai 1974 relatif au contrôle des émissions polluantes dans l'atmosphère et à certaines utilisations de l'énergie thermique, Journal officiel du 20 avril 1996, p. 6083</p> <p>06. Accord-cadre du 9 octobre 1995 — Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air</p>
Irlande	01. Environmental Protection Agency Act, 1992 (Ambient Air Quality Assessment and Management) Regulations, 1999, statutory Instruments No 33 of 1999
Italie	01. Decreto legislativo 4 agosto 1999, N. 351. Attuazione della direttiva 96/62/CE in materia di valutazione e di gestione della qualità dell'aria ambiente. In GURI, serie generale, n. 241 del 13 ottobre 1999.
Luxembourg	01. Loi du 17 mars 1998 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère, <i>Mémorial A</i> du 3.4.1998, p. 403

Directive 96/62/CE du Conseil du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant

JO L 296 du 21.11.1996, p. 55 à 63

Date de transposition: 21 mai 1998

	02. Règlement grand-ducal du 17 mars 1998 portant application de la directive 96/62/CE du Conseil du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, <i>Mémorial A</i> du 3.4.1998, p. 404
	03. Règlement grand-ducal du 17 mars 1998 portant exécution de la décision 97/101/CE du Conseil du 27 janvier 1997 établissant un échange réciproque d'informations de données provenant des réseaux et des stations individuelles mesurant la pollution de l'air dans les États membres, <i>Mémorial A</i> du 3.4.1998, p. 407
	04. Texte coordonné du 3 avril 1998 de la loi du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère, telle qu'elle a été modifiée par: 1) la loi du 10 août 1992 concernant: la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement; le droit d'agir en justice des associations de protection de la nature et de l'environnement; 2) la loi du 27 juillet 1993 attribuant des compétences nouvelles et modifiant les compétences actuelles de l'administration des douanes et accises concernant la fiscalité indirecte et les attributions policières; 3) la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau; 4) la loi du 17 mars 1998 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre la pollution de l'atmosphère, <i>Mémorial A</i> du 3.4.1998, p. 408
Pays-Bas	01. Wet van 26 maart 1998 tot wijziging van de wet Milieubeheer en de wet inzake de luchtverontreiniging, Staatsblad nr. 221 van 1998
	02. Besluit van 24 april 1998, houdende uitvoering van de EG-kaderrichtlijn luchtkwaliteit (Besluit uitvoering EG-kaderrichtlijn luchtkwaliteit), Staatsblad nr. 271 van 1998
Autriche	01. Bundesgesetz zum Schutz vor Immissionen durch Luftschadstoffe, mit dem die Gewerbeordnung 1994, das Luftreinhaltegesetz für Kesselanlagen, das Berggesetz 1975, das Abfallwirtschaftsgesetz und das Ozongesetz geändert werden (Immissionsschutzgesetz – Luft, IG-L), Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich, Nr. 115/1997, ausgegeben am 30. September 1997
Portugal	01. Decreto-lei n° 276/99, de 23 de Julho. DR. J.170, 23.7.1999, p. 4599
	02. Portaria n° 29-B/98 de 15 de Janeiro de 1998. Estabelece as regras de funcionamento dos sistemas de consignaçoão aplicáveis às embalagens reutilizáveis e às não reutilizáveis, bem como as do sistema integrado aplicável apenas às embalagens não reutilizáveis. Revoga a Portaria n° 313/96, de 29 de Julho, Diário da República, I Série A, n° 12 de 15 de Janeiro de 1998, p. 168-(2)
Finlande	01. Ilmansuojelulaki/Luftvårdslag (69/82) 25.1.1982, Suomen säädöskokoelma/Finlands författningssamling 29.1.1982
	02. Ilmansuojeluasetus/Luftvårdsförrdning (716/82) 24.9.1982, Suomen säädöskokoelma/Finlands författningssamling 29.9.1982
	03. Laki ilmatieteen laitoksesta/Lag om meteorologiska institutet (585/67) 22.12.1967, Suomen säädöskokoelma/Finlands författningssamling 29.12.1967
	04. Asetus ilmatieteen laitoksesta/Förrdning om meteorologiska institutet (212/95) 17.2.1995, Suomen säädöskokoelma/Finlands författningssamling 22.2.1995
	05. Landskapslag om tillämpning i landskapet Åland av vissa riksförfattningar rörande åtgärder mot förorening av luften (32/91) 2.4.1991, Ålands författningssamling 25.4.1991
Suède	01. Hälsoskyddslag, Svensk författningssamling (SFS) 1982:1080
	02. Hälsoskyddsförrdning, Svensk författningssamling (SFS) 1983:616
	03. Förrdning om luftförrdning genom ozon, Svensk författningssamling (SFS) 1997:693
	04. Förrdning om miljökvalitetsnormer, Svensk författningssamling (SFS) 1998:897
	05. Miljöbalk, Svensk författningssamling (SFS) 1998:808
Royaume-Uni	Aucune notification à ce jour

Directive 96/54/CE de la Commission du 30 juillet 1996 portant vingt-deuxième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

JO L 248 du 30.9.1996, p. 1 à 230

Date de transposition: 31 mai 1998

Belgique	<p>01. Arrêté royal du 25 novembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement</p> <p>02. Arrêté royal du 14 décembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu, <i>Moniteur belge</i> du 16.1.1999, p. 1290</p> <p>03. Arrêté royal du 15 janvier 1999 modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan, <i>Moniteur belge</i> du 24.2.1999, p. 5416</p>
Danemark	<p>01. Bekendtgørelse nr. 800 af 23. oktober 1997 om ændring af bekendtgørelse om anmeldelse af nye kemiske stoffer. Miljø- og Energiministeriet, j.nr. M 7014-0010</p> <p>02. Bekendtgørelse nr. 829 af 6. november 1997 af listen over farlige stoffer.</p> <p>03. Bekendtgørelse nr. 801 af 23. oktober 1997 om klassificering, emballering, mærkning, salg og opbevaring af kemiske stoffer og produkter. Miljø- og Energiministeriet, j.nr. M 7014-0004</p>
Allemagne	<p>01. Bekanntmachung einer Änderung der Liste der gefährlichen Stoffe und Zubereitungen nach § 4 a der Gefahrstoffverordnung vom 7. März 1997, Bundesanzeiger Nr. 110 a vom 19. Juni 1997</p> <p>02. Vierte Verordnung zur Änderung des Gefahrstoffverordnung vom 18. Oktober 1999, BGBl. I S. 2059 SG(1999)A/16003</p>
Grèce	<p>01. Décision ministérielle n° 590/1997 du 9 mars 1998, FEK B n° 294 du 26 mars 1998, p. 2869</p> <p>02. Décision ministérielle n° 455/1998 du 22 décembre 1998, portant modification de la décision n° 378/94 — FEK B n° 1314 du 31 décembre 1998, p. 15533</p>
Espagne	<p>01. Orden de 30 de junio de 1998 por la que se modifican los anexos I, III y IV del Reglamento sobre notificación de sustancias nuevas y clasificación, envasado y etiquetado de sustancias peligrosas, aprobado por el Real Decreto 363/1995, de 10 de marzo. <i>Boletín Oficial del Estado</i> número 160 de 6 de julio de 1998, página 22374 (marginal 16039)</p>
France	<p>01. Arrêté ministériel du 8 juin 1998, modifiant l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 définissant les critères de classification et les conditions d'étiquetage et d'emballage des substances dangereuses, Journal officiel du 3 juillet 1998</p>
Irlande	<p>01. European Communities (Classification, Packaging, Labelling and Notification of Dangerous Substances) (Amendment) Regulations, 1998, Statutory Instruments No 317 of 1998</p> <p>02. European Communities (Classification, Packaging and Labelling of Dangerous Preparations) (Amendment) Regulations, 1998, Statutory Instruments No 354 of 1998</p>
Italie	<p>01. Decreto ministeriale del 28 aprile 1997, attuazione dell'articolo 37, commi 1 e 2, del decreto legislativo 3 febbraio 1997, n. 52, concernente classificazione, imballaggio ed etichettatura delle sostanze pericolose, Supplemento ordinario n. 164 alla Gazzetta ufficiale, serie generale, del 19 agosto 1997, n. 192, pag. 3</p>
Luxembourg	<p>01. Règlement grand-ducal du 19 juin 1998 modifiant et complétant les annexes de la loi du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses, modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, <i>Mémorial A</i>, n° 49, du 30.6.1998, p. 730</p>

Directive 96/54/CE de la Commission du 30 juillet 1996 portant vingt-deuxième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

JO L 248 du 30.9.1996, p. 1 à 230

Date de transposition: 31 mai 1998

Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> 01. Kennisgevingsbesluit Wet milieugevaarlijke stoffen (Stb. 1993, 583; Stb. 1994, 424) 02. Regeling inrichting register Wet milieugevaarlijke stoffen (Stcrt 1994, 109) 03. Besluit verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten (Stb. 1994, 287) 04. Nadere regels verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten (Stcrt 1994, 112)
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> 01. Verordnung des Bundesministers für Umwelt, Jugend und Familie über ein Verbot von 1,1,1-Trichlorethan und Tetrachlorkohlenstoff, Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich, Nr. 776/1992 ausgegeben am 9. Dezember 1992 02. Verordnung des Bundesministers für Umwelt, Jugend und Familie, mit der weitere Verbote und Beschränkungen des Inverkehrsetzens und der Verwendung bestimmter gefährlicher Chemikalien und damit behandelter Fertigwaren erlassen werden und mit der die Verordnung des Bundesministers für Umwelt, Jugend und Familie über ein Verbot von 1,1,1-Trichlorethan und Tetrachlorkohlenstoff geändert wird, Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich, Nr. 461/1998 ausgegeben am 30. Dezember 1998
Portugal	<ul style="list-style-type: none"> 01. Decreto-Lei n° 330-A/98, de 2 de Novembro de 1998, Diário da República, I Série A, n° 253 (Suplemento), de 2 de Novembro de 1998
Finlande	<ul style="list-style-type: none"> 01. Sosiaali- ja terveystieteiden ministeriön päätös kemikaalien luokitusperusteista ja merkintöjen tekemisestä/Social- och hälsovårdsministeriets beslut om grunderna för klassificering samt märkning av kemikalier (979/97) 02. Landskapsförordning om ändring av 3 § landskapsförordningen om tillämpning i landskapet Åland av riks-författningar om explosionsfarliga ämnen och kemikalier (41/98) 23.4.1998, Ålands författningssamling 03. Sosiaali- ja terveystieteiden ministeriön päätös vaarallisten aineiden luettelosta/Social- och hälsovårdsministeriets beslut om en förteckning över farliga ämnen (164/98) 24.2.1998, Suomen säädöskokoelma/Finlands författningssamling 10.3.1998
Suède	<ul style="list-style-type: none"> 01. Kemikalieinspektionens föreskrifter om ändring i föreskrifterna (KIFS 1994:12) om klassificering och märkning av kemiska produkter, Kemikalieinspektionens författningssamling (KIFS) 1997:5
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> 01. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations (Northern Ireland) 1997, Statutory Rules of Northern Ireland No 398 of 1997 02. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations 1997, Statutory Instruments No 1460 of 1997

Directive 96/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 septembre 1996 modifiant la directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses

JO L 236 du 18.9.1996, p. 35

Date de transposition: 1^{er} juin 1998

Belgique	01. Arrêté royal du 14 décembre 1998 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu, <i>Moniteur belge</i> du 29.12.1998, p. 41442
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 800 af 23. oktober 1997 om ændring af bekendtgørelse om anmeldelse af nye kemiske stoffer. Miljø- og Energiministeriet, j.nr. M 7014-0010 02. Bekendtgørelse nr. 829 af 6. november 1997 om listen over farlige stoffer. 03. Bekendtgørelse nr. 801 af 23. oktober 1997 om klassificering, emballering, mærkning, salg og opbevaring af kemiske stoffer og produkter. Miljø- og Energiministeriet, j.nr. M 7014-0004
Allemagne	01. Vierte Verordnung zur Änderung des Gefahrstoffverordnung vom 18. Oktober 1999, BGBl. I. S. 2059
Grèce	01. Décision ministérielle n° 482/98 du 22 décembre 1998, FEK B n° 1316 du 31 décembre 1998, p. 15549
Espagne	01. Real Decreto 700/1998 de 24 de abril 1998, por el que se modifica el Reglamento sobre notificación de sustancias nuevas y clasificación, envasado y etiquetado de sustancias peligrosas, aprobado por el Real Decreto 363/1995, de 10 de marzo, <i>Boletín Oficial del Estado</i> número 110 de 8 de mayo 1998, página 15464 (marginal 10726)
France	01. Arrêté ministériel du 8 juin 1998, modifiant l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 définissant les critères de classification et les conditions d'étiquetage et d'emballage des substances dangereuses, Journal officiel du 3 juillet 1998
Irlande	01. European Communities (Classification, Packaging, Labelling and Notification of Dangerous Substances) (Amendment) (Amendment) Regulations, 1998, Statutory Instruments No 317 of 1998
Italie	01. Decreto legislativo del 3 febbraio 1997 n. 52, attuazione della direttiva 92/32/CEE concernente classificazione, imballaggio ed etichettatura delle sostanze pericolose, Supplemento ordinario n. 53/L alla Gazzetta ufficiale, serie generale, dell'11 marzo 1997, n. 58, pag. 5
Luxembourg	01. Loi du 19 février 1997 modifiant la loi du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses et modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, <i>Mémorial grand-ducal A n° 15</i> du 21.3.1997, p. 718
Pays-Bas	01. Regeling van de staatssecretaris van Volksgezondheid, Welzijn en Sport van 20 januari 1997 (Wijziging Nadere regels verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten), Staatscourant van 23 januari 1997, nr. 16, blz. 12
Autriche	Aucune notification à ce jour
Portugal	01. Decreto-Lei n° 330-A/98, de 2 de Novembro de 1998, Diário da República I Série A n° 253 (Suplemento) de 2 de Novembro de 1998
Finlande	01. Asetus kemikaalasetuksen muuttamisesta/Förordning om ändring av kemikalförordningen (287/98) 24.4.1998 02. Landskapslag om tillämpning i landskapet Åland av riksföfattningar om kemikalier (32/90) 9.4.1990, ändrad genom (60/95) 03. Landskapsförordningen om tillämpning i landskapet Åland av riksföfattningar om explosionsfarliga ämnen och kemikalier (5/96) 23.1.1996
Suède	01. Kemikalieinspektionens föreskrifter om klassificering och märkning av kemiska produkter, Kemikalieinspektionens författningssamling (KIFS) 1994:12
Royaume-Uni	01. The Motor Vehicles (EC Type Approval) (Amendment) Regulations 1997, Statutory Instruments No 191 of 1997 02. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations (Northern Ireland) 1997, Statutory Rules of Northern Ireland No 398 of 1997 03. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations 1997, Statutory Instruments No 1460 of 1997

Directive 97/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1997 sur le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures contre les émissions de gaz et de particules polluants provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers

JO L 59 du 27.2.1998, p. 1 à 86

Date de transposition: 30 juin 1998

Belgique	01. Arrêté royal du 3 février 1999 relatif à la protection de l'atmosphère contre les émanations de gaz et de particules des engins mobiles non routiers — Koninklijk besluit betreffende de bescherming van de atmosfeer tegen de uitstoot van gassen en deeltjes door niet voor de weg bestemde mobiele machines, <i>Moniteur belge</i> du 31.3.1999, p. 10773
Danemark	01. Bekendtgørelse nr. 667 af 14. september 1998 om begrænsning af luftforurening fra mobile ikke-vejgående maskiner
Allemagne	01. Achtundzwanzigste Verordnung zur Durchführung des Bundes-Immissionsschutzgesetzes (Verordnung über Emissionsgrenzwerte für Verbrennungsmotoren — 28. BImSchV) vom 11. November 1998, Bundesgesetzblatt, Teil I, Seite 3411
Grèce	01. Décision ministérielle n° D13e/9321/98 du 1 ^{er} octobre 1998, FEK B n° 1218 du 30 novembre 1998, p. 14385
Espagne	01. Orden de 28 de julio de 1998 del Ministerio del Industria y Energía por la que se actualizan los anexos I y II de las normas para la aplicación de determinadas directivas de la CE, relativas a la homologación de tipos de vehículos automóviles, remolques y semirremolques, así como de partes y piezas de dichos vehículos
France	01. Arrêté relatif à la réception des moteurs destinés à être installés sur les engins mobiles non routiers, en ce qui concerne les émissions de gaz et de particules polluants
Irlande	01. European Communities (Control of Emissions of Gaseous and Particulate Pollutants from Non-road Mobile Machinery) Regulations, 1999.
Italie	Decreto ministeriale 20 dicembre 1999. Attuazione della direttiva 97/68/CE concernente i provvedimenti da adottare contro l'emissione di inquinanti gassosi e particolato inquinante prodotti da motori a combustione interna destinati all'installazione su macchine mobili non stradali. In GURI, Supplemento ordinario n. 32, serie generale del 9 febbraio 2000.
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 13 octobre 1998 complétant le règlement grand-ducal du 3 février 1998 portant exécution de directives des Communautés européennes relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que des tracteurs agricoles et forestiers à roues, <i>Mémorial A</i> , p. 2394
Pays-Bas	01. Besluit van 6 augustus 1998 houdende uitvoering van Richtlijn 97/68/EG — Besluit typenkeuring luchtverontreiniging motoren voor mobiele machines, Staatsblad 1998, nr. 516 02. Regeling van de minister van Volkshuisvesting, Ruimtelijke Ordening en Milieubeheer nr. 98101876 van 27 oktober 1998 — Regeling houdende uitvoering van het besluit typekeuring luchtverontreiniging motoren voor mobiele machines, Staatscourant van 2 november 1998, nr. 209
Autriche	01. Verordnung des Bundesministers für wirtschaftliche Angelegenheiten über Maßnahmen zur Bekämpfung der Emission von gasförmigen Schadstoffen und luftverunreinigenden Partikeln aus Verbrennungsmotoren für mobile Maschinen und Geräte. ref: Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich, 24/06/1999, nr 185, 1015. SG(99)A/09684.
Portugal	01. Decreto-lei n.º 432/99
Finlande	01. Valtioneuvoston päätös liikkuviin työkoneisiin asennettavien polttomoottoreiden pakokaasu- ja hiukkaspäästöjen rajoittamisesta/Statsrådets beslut om begränsning av utsläpp av gas- och partikelformiga föroreningar från förbränningsmotorer som skall monteras i mobila maskiner (408/98) 4.6.1998
Suède	01. Förordning om ändring i förordningen (1988:518) med instruktion för Statens naturvårdsverk, Svensk författningssamling (SFS) 1998:416 02. Lag om åtgärder mot buller och avgaser från mobila maskiner, Svensk författningssamling (SFS) 1998:1707 03. Förordning om avgaskrav för vissa förbränningsmotordrivna mobila maskiner, Svensk författningssamling (SFS) 1998:1709
Royaume-Uni	01. The Non-road Mobile Machinery (Emission of Gaseous and Particulate Pollutants) Regulations 1999, Hansard 1053, 26.4.1999

Directive 97/49/CE de la Commission du 29 juillet 1997 modifiant la directive 79/409/CEE du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages

JO L 223 du 13.8.1997, p. 9

Date de transposition: 30 septembre 1998

Belgique	Aucune notification nécessaire
Danemark	Aucune notification nécessaire
Allemagne	Aucune notification nécessaire
Grèce	01. Décision ministérielle n° 294283 du 23 décembre 1997, FEK B n° 68 du 4 février 1998, p. 673
Espagne	Aucune notification nécessaire
France	Aucune notification nécessaire
Irlande	Aucune notification nécessaire
Italie	Aucune notification nécessaire
Luxembourg	Aucune notification nécessaire
Pays-Bas	01. Vogelwet 1936 (Stb. 1936, 700)
Autriche	01. Gesetz, mit dem das Wiener Naturschutzgesetz erlassen und das Wiener Umweltschutzgesetz, LGBl. für Wien Nr. 25/1993 in der Fassung LGBl. für Wien Nr. 36/1996, das Wiener Baumschutzgesetz, LGBl. für Wien Nr. 27/1974 in der Fassung LGBl. für Wien Nr. 54/1996, sowie das Wiener Nationalparkgesetz, LGBl. für Wien Nr. 37/1996, geändert werden, Landesgesetzblatt für Wien, Nr. 45/1998 ausgegeben am 31/08/1998
Portugal	01. Decreto-Lei n.º 140/99.
Finlande	01. Metsästyslaki/Jaktlag (615/93) 28.6.1993, muutokset/ändringar (1268/93) 17.12.1993, (1399/95) 8.12.1995 02. Metsästysasetus/Jaktförordning (666/93) 12.7.1993, muutokset/ändringar (81/94) 31.1.1994, (1289/95) 17.11.1995, (1400/95) 8.12.1995; (869/98) 27.11.98 03. Jaktlag för landskapet Åland (31/85) 5.7.1985, ändring (68/95) 12.9.1995 04. Jaktförordning för landskapet Åland (69/95) 12.9.1995 05. Luonnonsuojelulaki/Naturvårdslag (1096/96) 20.12.1996 06. Laki rakennuslain muuttamisesta/Lag om ändring av byggnadslagen (1097/96) 20.12.1996 07. Laki maa-aineslain 1 §:n muuttamisesta/Lag om ändring av 1 § marktäktslagen (1098/96) 20.12.1996 08. Laki ympäristölupamenettelylain 2 §:n muuttamisesta/Lag om ändring av 2 § lagen om miljötillståndsförfarande (1099/96) 20.12.1996 09. Laki yleisistä teistä annetun lain 19 §:n muuttamisesta/Lag om ändring av 19 § lagen om allmänna vägar (1100/96) 20.12.1996 10. Laki yksityisistä teistä annetun lain muuttamisesta/Lag om ändring av lagen om enskilda vägar (1101/96) 20.12.1996 11. Laki kiinteän omaisuuden ja erityisten oikeuksien lunastuksesta annetun lain 5 §:n muuttamisesta/Lag om ändring av 5 § lagen om inlösen av fast egendom och särskilda rättigheter (1102/96) 20.12.1996 12. Laki kaivoslain 71 §:n muuttamisesta/Lag om ändring av 71 § gruvlagen (1103/96) 20.12.1996 13. Laki erämaailain 2 §:n muuttamisesta/Lag om ändring av 2 § odemarkslagen (1104/96) 20.12.1996 14. Laki vesilain muuttamisesta/Lag om ändring av vattenlagen (1105/96) 20.12.1996 15. Laki rikoslain 48 luvun 5 §:n muuttamisesta/Lag om ändring av 48 kapitel 5 § strafflagen (1108/96) 20.12.1996 16. Metsälaki/Skogslag (1093/96) 12.12.1996 17. Luonnonsuojeluasetus (160/97) 14.2.1997, Suomen säädöskokoelma 20.2.1997 18. Laki kestävä metsätalouden rahoituksesta/Lag om finansiering av hållbart skogsbruk (1094/96) 12.12.1996, Suomen säädöskokoelma 27.12.1996

Directive 97/49/CE de la Commission du 29 juillet 1997 modifiant la directive 79/409/CEE du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages

JO L 223 du 13.8.1997, p. 9

Date de transposition: 30 septembre 1998

	19. Asetus metsästysasetuksen muuttamisesta/Förordning om ändring av jaktförordningen (1374/96) 30.12.1996
	20. Landskapslag om ändring av 47 § jaktlagen för landskapet Åland (68/95) 12.9.1995
	21. Landskapslag om naturvård (41/77) 23.5.1977
	22. Ålands landskapsstyrelses beslut angående särskilt skyddsvärda arter av vilda djur (18/92) 20.2.1992
	23. Landskapförordning om naturvård. nr 113/98. (Ålands författningssamling)
Suède	01. Naturvårdslag, Svensk författningssamling (SFS) 1964:822
	02. Naturvårdsförordning, Svensk författningssamling (SFS) 1976:484, ändrad genom (SFS) 1996:203 och (SFS) 1996:1657
	03. Lag om skötsel av jordbruksmark, Svensk författningssamling (SFS) 1979:425
	04. Skogsvårdslag, Svensk författningssamling (SFS) 1979:429
	05. Lag om hushållning av naturresurser m.m., Svensk författningssamling (SFS) 1987:12
	06. Jaktlag, Svensk författningssamling (SFS) 1987:259
	07. Jaktförordning, Svensk författningssamling (SFS) 1987:905
	08. Statens naturvårdsverks kungörelse med föreskrifter om jakt (jaktkungörelse), Statens naturvårdsverks författningssamling (SNFS) 1994:3
	09. Lag om åtgärder beträffande djur och växter som tillhör skyddade arter, Svensk författningssamling (SFS) 1994:1818
	10. Miljöbalk. SFS 1998:808. 7 juli 1998
	11. Lag om införande av miljöbalken. SFS 1998:811. 7 juli 1998
	12. Lag om ändring i miljöbalken. SFS 1999:368. 11 juni 1999
	13. Lag om ändring i miljöbalken. SFS 1999:385. 14 juni 1999
	14. Naturvårdsverkets föreskrifter om artskydd. NFS 1999:7
Royaume-Uni	Aucune notification nécessaire

Directive 98/15/CE de la Commission du 27 février 1998 portant modification de la directive 91/271/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines prescriptions fixées à son annexe I (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

JO L 67 du 7.3.1998, p. 29 et 30

Date de transposition: 30 septembre 1998

Belgique	<p>01. Besluit van de Vlaamse regering van 6 oktober 1998 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende algemene en sectorale bepalingen inzake milieuhygiëne ten aanzien van de lozingsnormen voor rioolwaterzuiveringsinstallaties, Belgisch Staatsblad</p> <p>02. Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 octobre 1998 modifiant l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1994 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater, <i>Moniteur belge</i> du 27.10.1998, p. 35331</p> <p>03. Arrêté du gouvernement wallon du 25 février 1999 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires, <i>Moniteur belge</i> du 27.3.1999, p. 9936</p>
Danemark	<p>04. Bekendtgørelse om spildevandstilladelser m.v. efter miljøbeskyttelseslovens kapitel 3 og 4. Statstidende nr. 501 af 21. Juni 1999</p>
Allemagne	<p>01. Verordnung über Anforderungen an das Einleiten von Abwasser in Gewässer und zur Anpassung der Anlage des Abwasserabgabengesetzes vom 21. März 1997, BGBl I. S. 566</p>
Grèce	<p>01. Décision ministérielle portant modification de la décision n° 5673/400/1997. Efimerida Tiskyverniseos, 1811, 29.9.99</p>
Espagne	<p>01. Real Decreto 2116/1998 de 2 de octubre, por el que se modifica el Real Decreto 509/1996, de 15 de marzo, de desarrollo del Real Decreto-ley 11/1995, de 28 de diciembre, por el que se establecen las normas aplicables al tratamiento de las aguas residuales urbanas, <i>Boletín Oficial del Estado</i> número 251 de 30 de octubre de 1998, página 34635 (marginal 24166)</p> <p>02. Corrección de erratas del Real Decreto 2116/1998 de 2 de octubre, por el que se modifica el Real Decreto 509/1996, de 15 de marzo, de desarrollo del Real Decreto-ley 11/1995, de 28 de diciembre, por el que se establecen las normas aplicables al tratamiento de las aguas residuales urbanas, <i>Boletín Oficial del Estado</i> número 286 de 30 de noviembre de 1998, página 39272 (marginal 27496)</p>
France	<p>01. Arrêté ministériel du 16 novembre 1998, modifiant l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes, Journal officiel 282 du 5 décembre 1998, p. 18368</p>
Irlande	<p>01. Environmental Protection Agency Act, 1992 (Urban Waste Water Treatment) (Amendment) Regulations, 1999. <i>Official Journal</i>, 208</p>
Italie	<p>Decreto legislativo n. 152 dell'11 maggio 1999, disposizioni sulla tutela delle acque dall'inquinamento e recepimento della direttiva 91/271/CEE concernente il trattamento delle acque reflue urbane e della direttiva 91/676/CEE relativa alla protezione delle acque dall'inquinamento provocato da nitrati provenienti da fonti agricole. In GURI n.101/L, supplemento ordinario alla Gazzetta ufficiale, n.124 del 29 maggio 1999, serie generale.</p>
Luxembourg	<p>01. Règlement grand-ducal du 5 octobre 1998 modifiant l'annexe I du règlement grand-ducal du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires, <i>Mémorial A</i>, p. 2208</p>
Pays-Bas	<p>01. Wet van 13 november 1969 houdende regelen omtrent de verontreiniging van oppervlaktewateren (Wet verontreiniging oppervlaktewateren)</p> <p>02. Besluit van 24 februari 1996 houdende regels voor het lozen van stedelijk afvalwater (Lozingenbesluit Wvo stedelijk afvalwater) (Stb. 1996, 140)</p>
Autriche	<p>Aucune notification nécessaire</p>
Portugal	<p>01. Decreto-lei n° 348/98 de 9 de Novembro de 1998, Diário da República, I Série A. n° 259 de 9 de Novembro de 1998, p. 5982</p>

Directive 98/15/CE de la Commission du 27 février 1998 portant modification de la directive 91/271/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines prescriptions fixées à son annexe I (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

JO L 67 du 7.3.1998, p. 29 et 30

Date de transposition: 30 septembre 1998

Finlande	<ul style="list-style-type: none">01. Valtioneuvoston päätös yleisestä viemäristä ja eräiltä teollisuudenoilta vesiin johdettavien jätevesien sekä teollisuudesta yleiseen viemäriin johdettavien jätevesien käsittelystä annetun valtioneuvoston päätöksen muuttamisesta/Statsrådets beslut om ändring av statsrådets beslut om rening av sådant avloppsvatten från allmänt avlopp och vissa industrisektorer som leds in i vatten samt rening av sådant avloppsvatten från industri som leds in i allmänt avlopp (757/98) 15.10.1998, Suomen säädöskokoelma02. Landskapsförordning om ändring av vattenförordningen för landskapet Åland (105/98) 22.10.1998, Ålands författningssamling03. Vattenlag för landskapet Åland (61/96) 12.9.1996, Ålands författningssamling04. Vattenförordningen för landskapet Åland (77/96) 28.11.1996, Ålands författningssamling
Suède	<ul style="list-style-type: none">01. Statens naturvårdsverks föreskrifter om ändring i kungörelsen (SNFS 1994:7) med föreskrifter om rening av avloppsvatten från tätbebyggelse, Statens naturvårdsverks författningssamling (SNFS) 1998:7
Royaume-Uni	Aucune notification nécessaire

Directive 97/69/CE de la Commission du 5 décembre 1997 portant vingt-troisième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

JO L 343 du 13.12.1997, p. 19 à 24

Date de transposition: 16 décembre 1998

Belgique	<p>01. Arrêté royal du 15 janvier 1999 modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan, <i>Moniteur belge</i> du 24.2.1999, p. 5416</p> <p>02. Arrêté royal du 25 novembre 1999 modifiant l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement, <i>Moniteur belge</i> du 21.12.1991, p. 48141 — Koninklijk besluit van 25 november 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu</p>
Danemark	<p>01. Bekendtgørelse nr. 11 af 9. januar 1999 om ændring af bekendtgørelse af listen over farlige stoffer</p> <p>02. Bekendtgørelse nr. 801 af 23. oktober 1997 om klassificering, emballering, mærkning, salg og opbevaring af kemiske stoffer og produkter. Miljø- og Energiministeriet, j.nr. M 7014-0004</p>
Allemagne	<p>01. Vierte Verordnung zur Änderung der Gefahrstoffverordnung vom 18. Oktober 1999, BGBl. I. S. 2059</p>
Grèce	<p>01. Décision ministérielle n° 511/98 du 10 février 1999, FEK B n° 168 du 26 février 1999, p. 2479</p>
Espagne	<p>01. Orden de 11 de septiembre de 1998 por la que se modifican los anexos I y VI del Reglamento sobre notificación de sustancias nuevas y clasificación, envasado y etiqueta de sustancias peligrosas, aprobada por Real Decreto 363/1995 de 10 de marzo, <i>Boletín Oficial del Estado</i> número 223 de 17 de septiembre de 1998 página 31142 (marginal 21829)</p>
France	<p>01. Arrêté ministériel du 28 août 1998 modifiant l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances et portant transposition de la directive 97/69/CE de la Commission du 5 décembre 1997 portant vingt-troisième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE modifiée, Journal officiel du 10 septembre 1998</p>
Irlande	<p>01. European Communities (Classification, Packaging, Labelling and Notification of Dangerous Substances) (Amendment) (No 2) Regulations, 1998, Statutory Instruments No 513 of 1998</p>
Italie	<p>01. Decreto ministeriale dell'1 settembre 1998, disposizioni relative alla classificazione, imballaggio ed etichettatura di sostanze pericolose in recepimento della direttiva 97/69/CE, Gazzetta ufficiale, serie generale, del 19 novembre 1998, n. 271, pag. 16</p>
Luxembourg	<p>01. Règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 modifiant et complétant les annexes I et VI de la loi modifiée du 15 juin 1994 — relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses — modifiant la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, <i>Mémorial A</i></p>
Pays-Bas	<p>01. Besluit van 14 oktober 1987 houdende regelen met betrekking tot de verpakking en aanduiding van milieugevaarlijke stoffen en bepaalde gevaarlijke preparaten (Besluit verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten) (Stb. 1987, 516)</p> <p>02. Regeling van 27 januari 1988 (...) (Nadere regels verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten)</p>
Autriche	<p>01. Chemikaliengesetz 1996, BGBl. I, nr. 53/1997.</p>
Portugal	<p>01. Decreto-lei n° 209/99, de 11 de Junho. J 134, 11.6.1999, p. 3312</p>

Directive 97/69/CE de la Commission du 5 décembre 1997 portant vingt-troisième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

JO L 343 du 13.12.1997, p. 19 à 24

Date de transposition: 16 décembre 1998

Finlande	01. Landskapsförordning om ändring av 3 § landskapsförordningen om tillämpning i landskapet Åland av riksförfattningar om explosionsfarliga ämnen och kemikalier (41/98) 23.4.1998, Ålands författningssamling
	02. Sosiaali- ja terveysministeriön päätös vaarallisten aineiden luettelosta/Social- och hälsovårdsministeriets beslut om en förteckning över farliga ämnen (164/98) 24.2.1998, Suomen säädöskokoelma/Finlands författningssamling 10.3.1998
Suède	01. Kemikalieinspektionens föreskrifter om ändring i föreskrifterna (KIFS 1994:12) om klassificering och märkning av kemiska produkter, Kemikalieinspektionens författningssamling (KIFS) 1998:7
Royaume-Uni	01. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations 1998, Statutory Instruments No 3106 of 1998
	02. The Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations (Northern Ireland) 1998, Statutory Rules of Northern Ireland No 459 of 1998

ANNEXE 2 (1999)

Présentation détaillée des textes législatifs de transposition des États membres communiqués pour les directives communautaires à transposer au cours de la période couverte par l'étude (notifications reçues avant le 30 mars 2000)

Directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses

JO L 10 du 14.1.1997, p. 13 à 33

Date de transposition: 3 février 1999

Belgique	Aucune notification à ce jour
Danemark	Aucune notification à ce jour
Allemagne	<ol style="list-style-type: none">01. Fünftes Gesetz zur Änderung des Bundes-Immissionsschutzgesetzes.02. Gesetz zur Änderung des Bayerischen Katastrophenschutzgesetzes und anderer sicherheitsrechtlicher Vorschriften. ref: Bayerisches Gesetz und Verordnungsblatt, 1999, nr 8, s. 130. SG(99)A/10015.03. Gesetz über die Gefahrenabwehr bei Katastrophen. ref: Gesetz und Verordnungsblatt für Berlin, 20. Februar 1999, Nr. 7, S. 78. SG(99)A/10015.04. Hessisches Gesetz über den Brandschutz, die Allgemeine Hilfe und den Katastrophenschutz. ref: Gesetz- und Verordnungsblatt für das Land Hessen, 21. Dezember 1998, Nr. 26, S. 530. SG(99)A/10015.05. Zweites Gesetz zur Änderung des Thüringer Brand- und Katastrophenschutzgesetzes vom 7. Januar 1999. ref: Gesetz- und Verordnungsblatt für den Freistaat Thüringen, 14. Januar 1999, S. 16. SG(99)A/10015.06. Gesetz zur Änderung des Bremischen Katastrophenschutzgesetzes. ref: Gesetzblatt der Freien Hansestadt Bremen, 9. August 1999, Nr. 20, S. 87. SG(99)A/12221.07. Gesetz über den Feuerschutz und die Hilfeleistung. ref: Gesetz und Verordnungsblatt für das Land Nordrhein-Westfalen, 26. Februar 1998, Nr. 8, S. 122 SG(1999)A/1470108. Gesetz zur Änderung des Landeskatastrophenschutzgesetzes. ref: Gesetzblatt für Baden-Württemberg, 27. Juli 1999, Nr. 13, S. 305. SG(1999)A/14701
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	<ol style="list-style-type: none">01. Real Decreto 1254/1999, de 16 de julio, por el que se aprueban medidas de control de los riesgos inherentes a los accidentes graves en los que intervengan sustancias peligrosas
France	<ol style="list-style-type: none">01. Décret n° 99-1220 du 28 décembre 1999 modifiant la nomenclature des installations classées. <i>Journal officiel de la République</i> du 31.12.1999, p. 20146
Irlande	Aucune notification à ce jour
Italie	<ol style="list-style-type: none">01. Decreto legislativo n. 334 del 17 agosto 1999. Attuazione della direttiva 96/82/CE relativa al controllo dei pericoli di incidenti rilevanti connessi con determinate sostanze pericolose. In GURI n. 177/L, supplemento ordinario alla Gazzetta ufficiale, n. 228, del 28 settembre 1999, serie generale
Luxembourg	<ol style="list-style-type: none">01. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, <i>Mémorial</i>, n° 100, S. 1904
Pays-Bas	<ol style="list-style-type: none">01. Besluit van 8 juli 1999 houdende vaststelling van het tijdstip van inwerkingtreding van de wet van 25 februari 1999 tot wijziging van de wet Milieubeheer, de wet Rampen en zware ongevallen en de Arbeidsomstandighedenwet, van het besluit Risico's zware ongevallen 1999, van het besluit Rampbestrijdingsplannen inrichtingen en van het koninklijk besluit van 8 juni 1999 tot wijziging van het besluit Ongevallen. Staatsblad nr. 305, 15 juli 1999

Directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses

JO L 10 du 14.1.1997, p. 13 à 33

Date de transposition: 3 février 1999

Autriche	<ol style="list-style-type: none">01. Störfallverordnung, BGBl. Nr. 593/1991.02. Umweltinformationsgesetz, BGBl. Nr. 495/1993.03. Störfallinformationverordnung, BGBl. 391/1994.04. Gewerbeordnung 1994, BGBl. Nr. 325/1990.05. Raumordnungsgesetz 1976, LBGl 8000. Niederösterreich06. Raumordnungsgesetz 1994, Oberösterreich.07. Gemeindeplanungsgesetz 1995, LGBl. Nr. 23. Kärnten.08. Salzburger Katastrophenhilfegesetz, LGBl. Nr. 3/1975, Nr. 39/1975. Salzburg.09. Verordnung des Bundesministers für wirtschaftliche Angelegenheiten über die Bezeichnung gefahrgeneigter Anlagen und über die den Inhaber einer solchen Anlage in bezug auf Störfälle treffenden Verpflichtungen. ref: BGBl. für die Republik Österreich, 28. November 1991, Nr. 216. SG(99)A/10016.10. Bundesgesetz über den Zugang zu Informationen über die Umwelt. ref: BGBl. für die Republik Österreich, 27. Juli 1993, Nr. 182. SG(99)A/10016.11. Verordnung der Bundesministerin für Umwelt, Jugend und Familie betreffend die Information über die Gefahr von Störfällen. ref: BGBl. für die Republik Österreich, 25. Mai 1994, Nr. 216. SG(99)A/10016.12. Gesetz vom 16. März 1999 über die Abwehr und Bekämpfung von Katastrophen. ref: Steiermärkisches LGBl., 30. Juni 1999, Nr. 62. SG(99)A/10016.13. Landesgesetz vom 6 Oktober 1993 über die Raumordnung im Land Oberösterreich. ref: Landesgesetzblatt für Oberösterreich, 23. Dezember 1993, Nr. 52, S. 247. SG(99)A/11176.14. Verordnung der Oberösterreichischen Landesregierung vom 25. September 1995 betreffend die Umlegung der Osternacher Straße im Gebiet der Gemeinde Ort im Innkreis. ref: Landesgesetzblatt für Oberösterreich, 8. November 1995, Nr. 41, S. 199. SG(99)A/11176.15. Kundmachung der Oberösterreichischen Landesregierung vom 7 Oktober 1996 über die Berichtigung von Druckfehlern im Landesgesetzblatt. ref: Landesgesetzblatt für Oberösterreich, 11. Oktober 1996, Nr. 41, S. 273. SG(99)A/11176.16. Kundmachung der Oberösterreichischen Landesregierung und des Landshauptmannes von Oberösterreich vom 13. Oktober 1997 über die Berichtigung von Druckfehlern im Landesgesetzblatt. ref: Landesgesetzblatt für Oberösterreich, 14. November 1997, Nr. 74, S. 559. SG(99)A/11176.17. Landesgesetz, mit dem das Oberösterreichische Raumordnungsgesetz 1994 geändert wird. ref: Landesgesetzblatt für Oberösterreich, 28. April 1999, Nr. 23, S. 83. SG(99)A/11176.18. NÖ Raumordnungsgesetz 1976. ref: LGBl. 8000-13. SG(1999)A/1371219. Gesetz vom 11. Oktober 1994, mit dem das Steiermärkische Raumordnungsgesetz 1974 geändert wird. LGBl. für die Steiermark, 31. März 1995. Stück 1 Nr. 1 und 2. S. 220. Gesetz über Maßnahmen zum Schutz der Bevölkerung vor Katastrophen. LGBL für Wien, LGBl., Nr. 8, 9. März 1978. SG(2000)A/01365
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	<ol style="list-style-type: none">01. Landskapslag om polisverksamhet.02. Landskapslag om ändring av landskapslagen om tillämpning i landskapet Åland av vissa riksförfattningar rörande explosionsfarliga ämnen. ref: Ålands författningssamling, 12.5.1999, nr 61. SG(99)A/1061003. Byggnadsförordning för landskapet Åland. ref: Ålands författningssamling, 12.6.1963, nr 40. SG(99)A/12151

Directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses

JO L 10 du 14.1.1997, p. 13 à 33

Date de transposition: 3 février 1999

	04. Pelastustoimilaki (561/1999) 30.4.1999, nr 561. SG(99)A/14214
	05. Maankäyttö- ja rakennuslaki (132/1999). SG(99)A/14214
	06. Maankäyttö- ja rakennusasetus (895/1999)10.9.1999, SG(99)A/14214
	07. Lagen om brand- och räddningsväsendet 14.4.1977/37. SG(1999)A/15554
	08. Laki kemikaalilain muuttamisesta (57/1999)
	09. Laki räjähdysvaarallisista aineista annetun lain muuttamisesta (58/1999)
	10. Asetus vaarallisten kemikaalien teollisesta käsittelystä ja varastoinnista (59/1999)
	11. Asetus maakaasuasetuksen muuttamisesta (128/1999)
	12. Asetus nestekaasuasetuksen muuttamisesta (129/1999)
	13. Asetus öljylämmityslaitteistoista annetun asetuksen muuttamisesta (130/1999)
	14. Asetus räjähdeasetuksen muuttamisesta (131/1999)
Suède	01. Lag om åtgärder för att förebygga och begränsa följderna av allvarliga kemikalieolyckor 1999:381
	02. Förordning om åtgärder för att förebygga och begränsa följderna av allvarliga kemikalieolyckor 1999:382
	03. Lag om ändring i räddningstjänstlagen 1999:1102
	04. Lag om ändring i miljöbalken 1999:385
	05. Förordning om ändring i förordningen (1999:900) om tillsyn enligt miljöbalken 1999:386
	06. Förordning om ändring i förordningen (1999:899) om miljöfarlig verksamhet och hälsoskydd 1999:567
Royaume-Uni	01. The Control of Major Accident Hazards Regulations 1999. Hansard No 743
	02. The Planning (Control of Major Accident Hazards) Regulations, 1999. Hansard No 743

Directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

JO L 73 du 14.3.1997, p. 5 à 15

Date de transposition: 14 mars 1999

Belgique	<ul style="list-style-type: none"> 01. Ordonnance fixant la liste des installations de classe IA visée à l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, <i>Moniteur belge</i> du 5.8.1999, p. 29209 02. Loi visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique. <i>Moniteur belge</i>, n° 50, du 12.03.1999. p. 8033. SG(1999)A/16390 03. Arrêté du 4 mars 1999 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la liste des installations de classes IB, II et III en exécution de l'article de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement
Danemark	<ul style="list-style-type: none"> 01. Bekendtgørelse af lov om planlægning 02. Bekendtgørelse om supplerende regler i medfør af lov om planlægning. Statstidende nr. 428 af 2. Juni 1999. SG(99)A/12722 03. Bekendtgørelse om miljømæssig vurdering af anlæg på søterritoriet. Statstidende nr. 128 af 11. marts 1999. SG(99)A/12722 04. Lov om trafikhavne m.v. Statstidende nr. 316 af 16. maj 1990. SG(99)A/12722 05. Lov om havne. Statstidende nr. 326 af 28. maj 1990. SG(99)A/12722 06. Bekendtgørelse om ændring af bekendtgørelse om Kystinspektoratets beføjelser. Statstidende nr. 329 af 28. maj 1990. SG(99)A/12722 07. Bekendtgørelse om miljømæssig vurdering i forbindelse med udvidelse af bestående trafikhavne. Statstidende nr. 330 af 28. maj 1999. SG(99)A/12722 08. Bekendtgørelse af lov om råstoffer. Statstidende nr. 569 af 30. juni 1997. SG(99)A/12722 09. Bekendtgørelse om miljømæssig vurdering af råstofindvinding på havbunden. Statstidende nr. 126 af 4. marts 1999. SG(99)A/12722 10. Bekendtgørelse af lov om anvendelse af Danmarks undergrund. Statstidende nr. 552 af 29. juni 1999. SG(99)A/12722 11. Lov om ændring af lov om kontinentalsoklen. Statstidende nr. 187 af 12 marts 1997. SG(99)A/12722
Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> 01. Verordnung zur Änderung bergrechtlicher Verordnungen vom 10. August 1998, BGBl. I vom 17. August 1998, S. 2093 02. Bergverordnung für alle bergbaulichen Bereiche (Allgemeine Bundesbergverordnung — ABergV) vom 23. Oktober 1995, BGBl. I vom 3. November 1995, S. 1466 03. Verordnung über die Umweltverträglichkeitsprüfung bergbaulicher Vorhaben (UVP-V Bergbau) vom 13.7.1990, BGBl. I vom 21. Juli 1990, S. 1420 04. Bundesberggesetz (BBergG) vom 13/08/1980, BGBl. I, S. 1310 01. Änderungsgesetz vom 20. Mai 1999 (für das Land Brandenburg), Bundesanzeiger Verlag 12, 26.6.1999.
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	01. Avis aux détenteurs de produits phytopharmaceutiques, Journal officiel du 24 avril 1998, p. 6345
Irlande	<ul style="list-style-type: none"> 01. The European Communities (Environmental Impact Assessment) (Amendment) Regulations, 1999. 02. The Local Government (Planning and Development) Regulations, 1999 (S.I. 92 of 1999). 03. European Communities (Environmental Impact Assessment) (Amendment) Regulations, 1999. ref: SI, 1.5.1999, No 93. SG(99)A/12291

Directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

JO L 73 du 14.3.1997, p. 5 à 15

Date de transposition: 14 mars 1999

Italie	<ul style="list-style-type: none"> 01. DPCM 27 dicembre 1988. Norme tecniche per la redazione degli studi di VIA e la formulazione del giudizio di compatibilità ambientale di cui all'articolo 6 L.349/86, adottate ai sensi dell'articolo 3 DPCM 377/88. In GURI del 5 gennaio 1989, n. 4 02. Decreto del presidente della repubblica DPR 11/2/98. Disposizioni integrative al decreto del presidente del Consiglio dei ministri, DPCM 10 agosto 1988, n. 377, in materia di disciplina delle pronunce di compatibilità ambientale di cui alla legge 8 luglio 1986, n. 349, articolo 6. GURI, serie generale, n. 72, del 27 marzo 1998 03. Decreto del presidente della repubblica DPR 2/9/99. Regolamento recante norme tecniche concernenti gli studi di impatto ambientale per talune categorie di progetti. GURI, serie generale, n. 240, del 12 ottobre 1999. 04. Decreto del presidente della repubblica DPR 12/04/96. Atto di indirizzo e coordinamento per l'attuazione dell'articolo 40, comma 1, della legge 22 febbraio 1994, n. 146, concernente disposizioni in materia di valutazione di impatto ambientale. GURI, serie generale, n. 210, del 7 settembre 1996. 05. Decreto del presidente del Consiglio dei ministri, DPCM 3/9/99. Atto di indirizzo e coordinamento che modifica e integra il precedente atto di indirizzo e coordinamento per l'attuazione dell'articolo 40, comma 1, della legge 22 febbraio 1994, n. 146, concernente disposizioni in materia di valutazione di impatto ambientale. GURI, n. 302, serie generale del 27 dicembre 1999.
Luxembourg	<ul style="list-style-type: none"> 01. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, <i>Mémorial</i>, n° 100, p. 1904
Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> 01. Wet van 29 april 1999 tot wijziging van bepalingen in de wet Milieubeheer met betrekking tot milieu-effectrapportage (Stb. 1999, 208) 02. Besluit van 7 mei 1999 houdende wijziging van het besluit Milieu-effectrapportage 1994 alsmede uitvoering van artikel 2, derde lid, van de Tracéwet (Stb. 1999, 224)
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> 01. Bundesgesetz über die Prüfung der Umweltverträglichkeit und die Bürgerbeteiligung
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	<ul style="list-style-type: none"> 01. Laki ympäristövaikutusten arviointimenetellystä annetun lain muuttamisesta/Lag om ändring av lagen om förfarandet vid miljökonsekvensbedömning (267/99) 5.3.1999 02. Asetus ympäristövaikutusten arviointimenetellystä/Förordning om förfarandet vid miljökonsekvensbedömning (268/99) 5.3.1999
Suède	<ul style="list-style-type: none"> 01. Miljöbalken, Svensk författningssamling (SFS) 02. Lag om kärnteknisk verksamhet, Svensk författningssamling (SFS) 1984:3 03. Lag om inrättande, utvidgning och avlysning av allmän farled och allmän hamn, Svensk författningssamling (SFS) 1983:293 04. Minerallag, Svensk författningssamling (SFS) 1991:45 05. Lag om Sveriges ekonomiska zon, Svensk författningssamling (SFS) 1992:1140 06. Lag om kontinentalsockeln, Svensk författningssamling (SFS) 1966:314 07. Lag om vissa rörledningar, Svensk författningssamling (SFS) 1978:160 08. Förordning om miljöfarlig verksamhet och hälsoskydd, Svensk författningssamling (SFS) 1998:899 09. Ellag, Svensk författningssamling (SFS) 1997:857 10. Förordning om miljökonsekvensbeskrivningar, Svensk författningssamling (SFS) 1998:905 11. Lag om vissa rörledningar, Svensk författningssamling (SFS) 1978:160 12. Förordning om ändring i förordningen om miljöfarlig verksamhet och hälsoskydd
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> 01. The Town and Country Planning (Environmental Impact Assessment) (England and Wales) Regulations No 293/99 02. The Environmental Impact Assessment (Scotland) Regulations, 1999

Directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

JO L 73 du 14.3.1997, p. 5 à 15

Date de transposition: 14 mars 1999

-
- 03. The Planning (Environmental Impact Assessment) (Northern Ireland) Regulations No 293/99
 - 04. The Harbour Works (Environmental Impact Assessment) Regulations 1999. SI No 3445
 - 05. The Nuclear Reactors (Environmental Impact Assessment for Decommissioning) Regulations 1999, SI No 2892. SG(2000)A/02536
-

Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution

JO L 257 du 10.10.1996, p. 26 à 40

Date de transposition: 30 octobre 1999

Belgique	<ul style="list-style-type: none">01. Besluit van de Vlaamse regering van 24 maart 1998 tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 1 juni 1995 houdende algemene en sectorale bepalingen inzake milieuhygiëne, Belgisch Staatsblad van 30 april 1995 blz. 1377502. Arrêté du 4 mars 1999 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la liste des installations de classes IB, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement03. Ordonnance du 22 avril 1999 fixant la liste des installations de classe IA visée à l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement
Danemark	<ul style="list-style-type: none">01. Bekendtgørelse om godkendelse af listevirksomhed02. Lov om ændring af lov om miljøbeskyttelse. Statstidende nr 367 af 2. juni 1999. SG(1999)A/1507303. Bekendtgørelse nr. 80704. Lov nr. 698 af 22. september 1998
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	<ul style="list-style-type: none">01. Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement02. Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663
Irlande	01. The Waste Management (Licensing) Regulations, 1997, Statutory Instruments No 133 of 1997
Italie	<ul style="list-style-type: none">01. Decreto legislativo 4 agosto 1999, n. 372. Attuazione della direttiva 96/61/CE relativa alla prevenzione e riduzione integrate dell'inquinamento. GURI, serie generale, n. 252, del 26 ottobre 1999.02. Legge, disposizioni per l'ademimento di obblighi derivanti dalla appartenenza dell'Italia alle Comunità europee (legge comunitaria 1995-1997) del 24 aprile 1998 n. 128, Supplemento ordinario n. 88/L alla Gazzetta ufficiale, serie generale, del 7 maggio 1998 n. 104
Luxembourg	01. Loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, <i>Mémorial</i> , n° 100, p. 1904
Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none">01. Besluit van 15 september 1997 tot wijziging van het Inrichtingen- en vergunningenbesluit milieubeheer, Staatsblad nr. 418 van 199702. Wet van 6 november 1997 tot aanpassing van bijzondere wetten aan de derde tranche van de Algemene wet bestuursrecht (Aanpassingswet derde tranche Awb I), Staatsblad nr. 510 van 199703. Beschikking van de minister van Justitie van 12 januari 1998 houdende plaatsing in het Staatsblad van de tekst van de Algemene wet bestuursrecht, zoals deze luidt met ingang van 1 januari 1998, Staatsblad nr. 1 van 199804. Besluit van 24 augustus 1999 houdende wijziging van het Uitvoeringsbesluit verontreiniging rijkswateren mt betrekking tot de bij een vergunningaanvraag te verstrekken gegevens. Staatsblad 1999, 397.
Autriche	<ul style="list-style-type: none">01. Gesetz vom 10. Dezember 1998 über die Vermeidung, Erfassung und Behandlung von Abfällen (Salzburger Abfallwirtschaftsgesetz 1998). Land Salzburg, Landesgesetzblatt, 31. März 1999. Nr. 35 S. 125.02. Gesetz vom 10. Dezember 1998 über die Regelung des Elektrizitätswesens im Burgenland (Burgenländisches Elektrizitätswesengesetz 1999 – EIWG 1999), Landesgesetzblatt für das Burgenland, Nr. 7/1999 ausgegeben und versendet am 18. Februar 1999
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	Aucune notification à ce jour
Suède	01. SFS 1998/899 — 1998/905 — 1998/1350
Royaume-Uni	Aucune notification à ce jour

Directive 98/73/CE de la Commission du 18 septembre 1998 portant vingt-quatrième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE du Conseil concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

JO L 285 du 8.11.1999, p. 1

Date de transposition: 31 octobre 1999

Belgique	Aucune notification à ce jour
Danemark	Aucune notification à ce jour
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	01. Orden de 16 de julio de 1999 por la que se modifican los anexos I y V del Reglamento sobre notificación de sustancias nuevas y clasificación, envasado y etiquetado de sustancias peligrosas, aprobado por el Real Decreto 363/1995 de 10 de marzo
France	01. Arrêté du 8 octobre 1999 modifiant l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification, l'emballage, l'étiquetage des substances et portant transposition de la directive 98/73/CE, Journal officiel du 16 octobre 1999, p. 17260
Irlande	01. European Communities (Classification, Packaging, Labelling and Notification of Dangerous Substances) (Amendment) Regulations 1999. ref: SI No 363 of 1999, 17.11.1999. SG(1999)A/15969
Italie	01. Decreto ministeriale 7 luglio 1999, disposizioni relative alla classificazione, imballaggio ed etichettatura di sostanze pericolose in recepimento della direttiva 98/73/CE. GURI, n. 175, supplemento ordinario alla Gazzetta ufficiale n. 226, del 25 settembre 1999, serie generale
Luxembourg	Aucune notification à ce jour
Pays-Bas	01. Besluit van 14 oktober 1987 houdende regelen met betrekking tot de verpakking en aanduiding van milieugevaarlijke stoffen en bepaalde gevaarlijke preparaten (Besluit verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten) (Stb. 1987, 516) 02. Regeling van 27 januari 1988 (Nadere regels verpakking en aanduiding milieugevaarlijke stoffen en preparaten)
Autriche	Aucune notification à ce jour
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	01. Sosiaali- ja terveysministeriön päätös kemikaalien luokitteluperusteista ja merkintöjen tekemisestä annetun sosiaali- ja terveysministeriön päätöksen muuttamisesta (1058/1999) 02. Sosiaali- ja terveysministeriön päätös vaarallisten aineiden luettelosta (1059/1999)
Suède	Aucune notification à ce jour
Royaume-Uni	01. Chemicals (Hazard Information and Packaging for Supply) (Amendment) Regulations (Northern Ireland) 1999. 02. The Chemicals (Hazard Information and Packaging or Supply) (Amendment) Regulations 1999. Ref: SI, 1.3.1999. SG(1999)A/13374

Directive 98/101/CE de la Commission du 22 décembre 1998 portant adaptation au progrès technique de la directive 91/157/CEE du Conseil relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses (texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

JO L 1 du 5.1.1999, p. 1 et 2

Date de transposition: 31 décembre 1999

Belgique	Aucune notification à ce jour
Danemark	Aucune notification à ce jour
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	01. Décret n° 99-1171 du 29 décembre 1999 modifiant le décret n° 99-374 du 12 mai 1999 relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination, Journal officiel du 31 décembre 1999, p. 19857
Irlande	Aucune notification à ce jour
Italie	Aucune notification à ce jour
Luxembourg	01. Règlement grand-ducal du 16 juillet 1999 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 mai 1993: <ul style="list-style-type: none"> — relatif aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses — portant modification de l'annexe 1 de la loi du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses
Pays-Bas	Aucune notification à ce jour
Autriche	01. Verordnung des Bundesministers für Umwelt, Jugend und Familie, mit der die Verordnung über die Rücknahme und Schadstoffbegrenzung von Batterien und Akkumulatoren geändert wird. BGBl 495
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	01. Valtioneuvoston päätös eräitä vaarallisia aineita sisältävistä paristoista ja akuista annetun valtioneuvoston päätöksen 2 ja 3 §:n muuttamisesta/Statsrådets beslut om ändring av 2 och 3 § statsrådets beslut om batterier och ackumulatorer som innehåller vissa farliga ämnen 17/99, 14.1.1999 02. Landskapsförordning om tillämpning i landskapet Åland av riksförfattningar om explosionsfarliga ämnen och kemikalier (5/96) 23.1.1996, Ålands författningssamling
Suède	01. Förordning om ändring i förordningen (1997:645) om batterier. PIT N° 260 26.5.1999
Royaume-Uni	Aucune notification à ce jour

Directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la directive 93/12/CEE du Conseil

JO L 350 du 28.12.1998, p. 58

Date de transposition: 1^{er} juillet 1999

Belgique	Aucune notification à ce jour
Danemark	01. Bekendtgørelse om kvaliteten af benzin og dieselolie til brug i motorkøretøjer m.v. Statstidende nr. 529 af 25. juni 1999
Allemagne	Aucune notification à ce jour
Grèce	Aucune notification à ce jour
Espagne	Aucune notification à ce jour
France	01. Arrêté du 25 mai 1999 modifiant l'arrêté du 24 janvier 1994 relatif aux caractéristiques du supercarburant sans plomb, Journal officiel du 28 juin 1999, p. 9376
Irlande	Aucune notification à ce jour
Italie	Aucune notification à ce jour
Luxembourg	Aucune notification à ce jour
Pays-Bas	01. Besluit van 17 december 1999 houdende uitvoering van Richtlijn 98/70/EG (...) (Besluit kwaliteitseisen wegverkeer) (Stb. 1999, 566)
Autriche	Aucune notification à ce jour
Portugal	Aucune notification à ce jour
Finlande	01. Statsrådets beslut om kvalitetskraven på motorbensin och dieselolja 02. Landskapslag om tillämpning i landskapet Åland av vissa riksförfattningar rörande åtgärder mot förorening av luften. ref: Ålands författningssamling, 2.4.1991, nr 32. SG(1999)A/13943 03. Ålands landskapsstyrelses beslut om tillämpning i landskapet Åland av vissa statsrådsbeslut rörande åtgärder mot förorening av luften. Ref: Ålands författningssamling, 28.11.1996, nr 69. SG(1999)A/13943 04. Ålands landskapsstyrelses beslut om ändring av Ålands landskapsstyrelses beslut om tillämpning i landskapet Åland av vissa statsrådsbeslut rörande åtgärder mot förorening av luften ref: Ålands författningssamling, 26.8.1999, nr 56. SG(1999)A/13943
Suède	Aucune notification à ce jour
Royaume-Uni	Aucune notification à ce jour

ANNEXE 3

Chapitre «Environnement» du seizième rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit communautaire [COM(1999) 301 final]

2.12. Environnement

Le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement est exercé par la Commission sur le fondement de l'article 155 du traité instituant la Communauté européenne, au moyen de la procédure en manquement prévue à l'article 169. Il se traduit par le contrôle de la communication des mesures de transposition, de leur conformité et de l'application des directives ainsi que de la mise en œuvre des règlements. Cette activité de contrôle s'exerce soit d'office soit suite à des plaintes, questions des membres du Parlement européen, et pétitions reçues par le Parlement européen lorsqu'elles dévoilent une infraction potentielle au droit communautaire.

Quelques éléments statistiques généraux peuvent donner une idée de l'activité et de la vigilance de la Commission en matière de contrôle de la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement. La Commission en 1998 a saisi la Cour de justice pour 15 affaires (dont une sur le fondement de l'article 171, voir ci-dessous), et a adressé 118 avis motivés ou avis motivés complémentaires (dont 4 sur le fondement de l'article 171) aux États membres dans le domaine environnemental.

Il faut souligner que la Commission a continué au cours de l'année 1998 à mettre en œuvre, pour l'application du droit communautaire de l'environnement, l'article 171 du traité. Selon les dispositions de l'article 171, paragraphe 2, alinéa 2, tel que modifié par le traité sur l'Union européenne, en cas d'inexécution par un État membre d'un arrêt de la Cour, pris sur le fondement de l'article 169, reconnaissant un manquement de cet État dans la mise en œuvre du droit communautaire, la Commission peut saisir une deuxième fois la Cour, et dans ce cas assortir sa saisine d'une demande de sanctions financières (amende ou astreinte). La procédure menée sur le fondement de l'article 171 a démontré sa grande efficacité, et on peut raisonnablement penser que les États membres savent désormais que, suite à un arrêt en manquement, la mise en conformité doit se faire dans les plus brefs délais. En effet, s'agissant du droit de l'environnement, la plupart des affaires engagées ont pu être classées. Ainsi, parmi les dix cas pour lesquels la décision de seconde saisine assortie d'une demande d'astreinte avait été prise par la Commission depuis janvier 1997, sept sont résolus.

Au cours de l'année 1998, sur le fondement de l'article 171, la Commission a décidé de saisir la Cour de deux nouveaux cas, l'un relatif à la transposition de la directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages par la France (affaire C-373/98), l'autre concernant la transposition par l'Italie de la directive relative aux eaux urbaines résiduaires (saisine à exécuter). En outre, 12 autres procédures ont été poursuivies au stade de la mise en demeure ou de l'avis motivé, tant pour non-communication, non-conformité que mauvaise application. Ces différentes affaires sont évoquées plus en détails dans la seconde partie consacrée aux secteurs.

Il est cependant important de rappeler que l'activité de contrôle de la Commission ne se limite ni à sa dimension contentieuse devant la Cour, ni même à la dernière phase de la

procédure précontentieuse, à savoir l'envoi d'avis motivés et le contrôle de la réponse qu'y apportent les États membres. Ces opérations constituent les phases ultimes de la procédure d'infraction, alors que, de nombreux cas peuvent être classés avant d'atteindre ce stade. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine de l'environnement où, en effet, un nombre important de situations sur lesquelles l'attention de la Commission est attirée par des plaintes, des questions parlementaires et des pétitions ne révèlent pas d'infractions, faute de base juridique de droit communautaire ou parce que les allégations des plaignants/pétitionnaires s'avèrent non fondées en fait ou en droit. C'est donc également à travers une correspondance très abondante et des contacts réguliers de ses services avec les administrations nationales (réunions-paquets ou réunions ad hoc) que la Commission accomplit sa mission de gardienne du droit communautaire de l'environnement.

En outre, les problèmes mis en exergue dans les rapports précédents concernant la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement demeurent pour l'essentiel identiques, qu'il s'agisse de certaines difficultés des États membres à transposer et appliquer ce droit ou de certaines limites de la capacité de la Commission à contrôler cette mise en œuvre. Face à ces phénomènes, et pour continuer à mener activement sa mission de contrôle, la Commission a poursuivi en 1998 la mise en œuvre de la réforme des règles internes de traitement des procédures d'infraction pour en augmenter la rapidité et l'efficacité.

Parallèlement, l'année 1998 a également vu la Commission poursuivre ses travaux suite à la communication qu'elle a adoptée en octobre 1996 et portant sur «la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement» ⁽¹⁹⁾.

La Commission a notamment adopté le 16 décembre 1998 une proposition de recommandation du Conseil prévoyant des critères minimaux applicables aux inspections environnementales dans les États membres ⁽²⁰⁾. Cette proposition, basée sur l'étude préparée par le réseau IMPEL («Implementation and Enforcement of EU Environmental Law», réseau européen pour la mise en œuvre du droit de l'environnement) définit des lignes directrices pour les inspections comprenant des critères minimaux sur l'organisation, le fonctionnement, le suivi et la publicité des inspections environnementales. La recommandation est applicable aux inspections environnementales portant sur les installations industrielles et autres installations dont les émissions et les rejets dans l'environnement sont soumises à autorisation, couvrant également les installations nucléaires, y compris celles se rapportant à la recherche et au secteur médical. La recommandation vise à renforcer le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement des législations nationales et à assurer une mise en œuvre égale du droit communautaire de l'environnement dans tous les États membres.

Par ailleurs, comme prévu dans la communication sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement, un rapport annuel («Annual Survey») a été rédigé pour compléter les informations mentionnées dans la présente section du Rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit communautaire en fournissant d'autres éléments relatifs au droit communautaire de l'environnement. Ce premier «Annual Survey» couvre la période allant d'octobre 1996 à décembre 1997, l'édition suivante étant prévue pour couvrir l'année calendaire suivante.

Le premier «Annual Survey» comprend en premier lieu une présentation des suites de la communication sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement, incluant des éléments sur l'étude relative aux critères minimum d'inspection faite par le ré-

⁽¹⁹⁾ COM(1996) 500 final, 22 octobre 1996.

⁽²⁰⁾ COM(1998) 772 final, 16 décembre 1998.

seau IMPEL, sur les travaux relatifs à l'accès à la justice dans les États membres et aux procédures de plainte et d'enquête en matière environnementale, sur la formation de magistrats qui a eu lieu dans plusieurs États membres, sur un projet pilote de formation au droit communautaire de l'environnement dans plusieurs universités ainsi que sur des propositions relatives aux sanctions pour les législations environnementales communautaires à venir. En second lieu, l'«Annual Survey» présente un état des lieux concernant certaines actions horizontales spécifiques, telles que le projet de Livre blanc sur la responsabilité environnementale, la révision de la directive 90/313/CEE concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement et les exigences découlant de la directive 91/692/CEE visant à la standardisation et à la rationalisation des rapports relatifs à la mise en œuvre de certaines directives environnementales. Par ailleurs, l'«Annual Survey» présente une liste des publications de la Commission relatives à la mise en œuvre du droit communautaire ou international (rapports, communications, etc.), des détails sur la structure et le programme de travail du réseau IMPEL et enfin certaines informations sur l'état d'application du droit communautaire de l'environnement, incluant un tableau comprenant les références des législations nationales de transposition des directives arrivées à échéance de transposition durant la période couverte par l'«Annual Survey».

Plus généralement, la Commission reste attentive aux perspectives ouvertes, pour la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement, par toute une série de développements auxquels elle contribue activement ou qui ont fait l'objet d'initiatives communautaires: recours aux accords environnementaux, responsabilité civile environnementale, extension des activités du réseau informel IMPEL dont la Commission notamment co-préside les réunions, intégration de l'environnement dans les autres politiques communautaires. Ce dernier aspect a fait d'une communication de la Commission au Conseil européen en vue d'une stratégie pour l'intégration de l'environnement dans les politiques de l'Union européenne, présentée au sommet de Cardiff en juin 1998 ⁽²¹⁾.

Comme cela a déjà été signalé, le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement exercé par la Commission porte sur trois aspects le contrôle de la communication des mesures nationales d'exécution, l'examen de la conformité de ces mesures nationales aux directives qu'elles transposent et le contrôle de l'application pratique des directives et des règlements.

S'agissant de la *communication par les États membres des mesures nationales d'exécution*, aucune évolution significative n'a pu être notée dans le domaine de l'environnement par rapport au précédent rapport.

Il faut rappeler que les directives, actes juridiques n'imposant que des obligations de résultat aux États membres et les laissant libres quant aux moyens et aux formes utilisés, supposent généralement l'intervention de mesures nationales assurant la mise en œuvre concrète des obligations de droit communautaire qu'elles prévoient. Chaque nouvelle directive laisse aux États membres un délai (le plus souvent d'un à deux ans) pour modifier leur droit interne conformément à ses dispositions. Mais à cette date d'échéance, les États membres doivent avoir transposé la directive et, de surcroît, avoir communiqué à la Commission les mesures de transposition. La Commission rappelle d'ailleurs systématiquement à tous les États membres, et pour chaque nouvelle directive adoptée, l'exigence de transposition et de communication dans les délais.

Le retard pris dans la communication à la Commission des mesures de transposition trouve généralement, et assez logiquement, son origine dans le retard pour adopter en droit national lesdites mesures. Mais il faut également regretter que, dans un nombre trop

⁽²¹⁾ COM/98/333 final.

grand de cas, des mesures adoptées ne soient communiquées à la Commission qu'avec plusieurs mois de retard, voire bien davantage, et qu'ainsi des procédures d'infraction doivent être engagées ou poursuivies alors qu'elles sont en réalité sans objet. Quoiqu'il en soit, la Commission engage systématiquement une procédure d'infraction en cas d'absence de communication des mesures de transposition.

Par ailleurs, au-delà de la communication immédiate des mesures de transposition d'une nouvelle directive, obligation à laquelle il doit être satisfait à la date prévue par cette directive, les autorités compétentes des États membres doivent songer à communiquer systématiquement les mesures ultérieures prises dans le champ d'application de cette directive tant que celle-ci est en vigueur. La Commission ne peut que constater l'absence trop fréquente de communication de telles mesures.

Les causes des retards dans la transposition et la communication sont celles déjà décrites dans les précédents rapports structure institutionnelle et administrative interne des États membres, méthodes de transposition, difficultés particulières propres à certains secteurs particulièrement sophistiqués au plan technique (chimie, biotechnologies), possible manque de coordination entre les représentants des États membres négociant les directives et les organes qui, au sein des États membres, seront chargés de transposer les directives.

La Commission ne peut donc que rappeler combien il est essentiel que soient engagés en temps utile des travaux juridiques et administratifs visant à déterminer précisément ce qui doit être transposé (puisque certaines règles déjà en vigueur peuvent être suffisantes), et, qu'ensuite, soient mis en œuvre les instruments de droit national propres à assurer la transposition. Compte tenu de la durée moyenne que nécessite en général l'adaptation de l'ordre juridique interne afin de transposer les directives, en particulier en cas d'intervention du Parlement national pour modifier la loi, l'expérience laisse penser que l'ensemble du délai doit être mis à profit pour procéder à cet exercice et, par-là, éviter l'engagement de procédures d'infraction par la Commission.

Il convient à cet égard de souligner l'intérêt de l'arrêt de la Cour de justice du 18 décembre 1997 dans l'affaire C-129/96 (*Inter-Environnement Wallonie ASBL contre Région wallonne*) qui fait suite à une demande de décision préjudicielle du Conseil d'État belge portant sur la directive 91/156/CEE. La Cour dit pour droit que «Les articles 5, deuxième alinéa, et 189, troisième alinéa, du traité CEE ainsi que la directive 91/156 imposent que, pendant le délai de transposition fixé par la directive pour la mettre en œuvre, l'État membre destinataire de celle-ci s'abstienne de prendre des dispositions de nature à compromettre sérieusement la réalisation du résultat prescrit par cette directive.» La Cour précise ⁽²²⁾ qu'il appartient à la juridiction nationale d'apprécier si tel est le cas des dispositions nationales dont elle est chargée d'examiner la légalité, que dans cette appréciation, la juridiction nationale devra en particulier examiner si les dispositions en cause se présentent comme une transposition complète de la directive ainsi que les effets concrets de l'application de ces dispositions non conformes à la directive et de leur durée dans le temps. Par exemple, si les dispositions en cause se présentent comme une transposition définitive et complète de la directive, leur non-conformité avec la directive pourrait laisser présumer que le résultat prescrit par celle-ci ne sera pas atteint dans les délais impartis si leur modification en temps utile est impossible.

La Commission européenne a décidé d'introduire une requête auprès de la Cour de justice concernant la transposition, par le Royaume-Uni, de certaines directives relatives à l'environnement sur le territoire de Gibraltar, dont cet État membre reconnaît qu'elles

⁽²²⁾ Point 46 à 48 de l'arrêt.

sont applicables à ce territoire, mais pour lesquelles aucune mesure d'exécution n'a encore été communiquée à la Commission. Il s'agit des directives 80/51/CEE, 83/206/CEE, 89/629/CEE et 92/14/CEE concernant la limitation des émissions sonores des aéronefs subsoniques. Des mesures d'exécution ont été notifiées par le Royaume-Uni durant l'année 1998 pour la directive 94/67/CEE relative à l'incinération de déchets dangereux qui faisait auparavant l'objet de la même procédure d'infraction.

Il faut noter que plusieurs directives sont arrivées à échéance de transposition en 1998:

- directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT) ⁽²³⁾
- directive 96/62/CE du conseil du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant ⁽²⁴⁾
- pour certaines de ses dispositions, directive 96/54/CE de la Commission du 30 juillet 1996 portant 22ème adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ⁽²⁵⁾.
- directive 96/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 septembre 1996 modifiant la directive 67/548/CEE précitée ⁽²⁶⁾.
- directive 97/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1997 sur le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures contre les émissions de gaz et de particules polluants provenant des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers ⁽²⁷⁾.
- directive 97/49/CE de la Commission du 29 juillet 1997 modifiant la directive 79/409/CEE du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages ⁽²⁸⁾.
- directive 98/15/CE de la Commission du 27 février 1998 portant modification de la directive 91/271/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines prescriptions fixées à son annexe I ⁽²⁹⁾.
- directive 97/69/CE de la Commission du 5 décembre 1997 portant vingt-troisième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE précitée ⁽³⁰⁾.

En 1998 comme par le passé, la Commission a dû engager plusieurs procédures d'infraction pour la non-communication des mesures de transposition à l'encontre de tous les États membres, la Finlande n'ayant fait l'objet que d'une seule de ces procédures et le Luxembourg que de deux. Des précisions sur ces procédures sont données dans les sections suivantes relatives aux secteurs et directives.

S'agissant de la *conformité des mesures nationales de transposition*, il faut noter que des procédures pour non-conformité existent dans tous les secteurs de la législation environnementale et pour tous les États membres. Les États membres en effet ont l'obligation non seulement d'adopter des mesures assurant la transposition des directives, mais enco-

⁽²³⁾ Journal officiel n° L 243 du 24/09/1996 p. 31.

⁽²⁴⁾ Journal officiel n° L 296 du 21/11/1996 p. 55.

⁽²⁵⁾ Journal officiel n° L 248 du 30/09/1996 p. 1.

⁽²⁶⁾ Journal officiel n° L 236 du 18/09/1996 p. 35.

⁽²⁷⁾ Journal officiel n° L 059 du 27/02/1998 p. 1.

⁽²⁸⁾ Journal officiel n° L 223 du 13/08/1997 p. 9.

⁽²⁹⁾ Journal officiel n° L 067 du 07/03/1998 p. 29.

⁽³⁰⁾ Journal officiel n° L 343 du 13/12/1997 p. 19.

re de faire en sorte que le contenu desdites mesures soit conforme aux dispositions du droit communautaire. Tel n'est pas toujours le cas.

Certaines des causes de cette situation ont été décrites dans le précédent rapport: partage des compétences entre les différents niveaux impliqués à l'intérieur d'un État membre (national, régional ou autre), difficultés soulevées par la transposition des obligations visant à préserver l'environnement sur d'autres domaines de l'action de l'État membre (agriculture, transports, industrie...), existence d'une législation nationale antérieure marquée par une inspiration différente de celle de la directive et qui doit donc être modifiée.

Quoi qu'il en soit, la Commission veille soigneusement à la mise en conformité des ordres juridiques des États membres avec les obligations découlant des directives environnementales et cet aspect de sa mission de contrôle constitue une priorité. La phase précontentieuse des procédures d'infraction permet à la Commission et aux États membres de clarifier les points relatifs à cette mise en conformité de la législation nationale avec le droit communautaire. La Commission persiste cependant à regretter que tous les États membres ne prennent pas systématiquement le soin, comme le font le Danemark, l'Allemagne, la Finlande et la Suède, d'accompagner la notification d'actes législatifs ou réglementaires destinés à assurer la transposition des directives, d'explications détaillées et de tableaux de concordance entre les dispositions nationales et communautaires correspondantes. Les éventuels malentendus en seraient limités et les problèmes plus facilement identifiés. Le contrôle de conformité effectué au niveau communautaire serait également facilité, mais les États membres y trouveraient aussi un bénéfice direct, en limitant au minimum le nombre des procédures d'infraction. Il faut d'ailleurs noter le fait que le choix de certaines techniques législatives de transposition (par exemple, utilisation de plusieurs instruments juridiques), en compliquant la tâche de contrôle de la Commission, justifient particulièrement une coopération poussée des États membres qui les choisissent pour expliquer les modalités de la transposition.

Il convient de signaler la manière dont s'est réalisée, pour les trois nouveaux États membres, et postérieurement même à leur entrée dans la Communauté, l'intégration du droit communautaire. Lorsqu'ils ont rejoint l'Union européenne, ces trois pays ont en effet été autorisés à maintenir pendant quatre ans certaines dispositions nationales dans les domaines de la santé et de l'environnement par une disposition spéciale figurant dans l'Acte d'adhésion ⁽³¹⁾. Ces dispositions particulières du traité d'adhésion ont été qualifiées de «*clause de révision*». La période de quatre ans a expiré le 31 décembre 1998. Pendant cette période de transition, l'Union a réexaminé en conséquence les normes qu'elle a fixées dans ces domaines. Dans presque tous les cas, le processus de réexamen a abouti à la proposition ou à l'adoption de normes environnementales plus strictes dans l'ensemble de l'Union européenne, par exemple en ce qui concerne la teneur en soufre de l'essence ⁽³²⁾ ainsi que l'étiquetage des substances dangereuses ⁽³³⁾. Dans d'autres cas, les nouveaux adhérents maintiendront leurs normes en vigueur pendant une période plus longue. Ce délai supplémentaire est nécessaire pour poursuivre l'examen et trouver des solutions à l'échelle communautaire ⁽³⁴⁾. La Commission a adopté le 11 décembre 1998

⁽³¹⁾ Les articles 69, 84 et 112 de l'acte d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède prévoient des mesures de transition pour quelques standards environnementaux.

⁽³²⁾ Proposition de la Commission COM(1997)88 du 12 mars 1997 qui remplacera la directive 93/12/CEE du Conseil, du 23 mars 1993, concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides (JO n° L 74 du 27.3.1993, p.81).

⁽³³⁾ Plusieurs adaptations techniques à la Directive 67/548/CEE.

⁽³⁴⁾ La poursuite de la révision concerne différents aspects de la directive 67/548/CEE ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil, du 27 juillet 1976, concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la limitation de la mise sur le marché de certaines substances et préparations dangereuses, telle que modifiée.

une communication relative à la «clause de révision», c'est à dire au renforcement des normes communautaires de protection de l'environnement par suite de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne ⁽³⁵⁾, dans laquelle elle dresse le bilan de cette procédure.

La Commission est également amenée à vérifier la *correcte application par les États membres du droit communautaire* (directives et règlements) de l'environnement. Ce contrôle porte tant sur l'exécution pratique de certaines obligations générales de mise en œuvre pesant sur les États membres (désignation de zones, réalisation de programmes par exemple), que sur des cas ponctuels où une pratique ou une décision administrative particulière est dénoncée comme contraire aux obligations découlant du droit communautaire. Mais qu'il s'agisse de problèmes globaux ou particuliers, le contrôle de l'application constitue une part importante de la tâche effectuée par la Commission.

Il convient à cet égard de souligner le rôle essentiel des plaintes des particuliers ou des organisations non gouvernementales, ainsi que des questions écrites et orales et des pétitions adressées au Parlement européen, pour la connaissance que peut avoir la Commission de l'application des obligations découlant des directives et des règlements. Les informations ainsi communiquées complètent fort utilement pour la Commission les rapports périodiques sur l'application des directives élaborés sur base des informations fournies par les États membres et des réponses des États membres à ses demandes d'information.

Le nombre de plaintes a continué à augmenter en 1998 après une baisse durant les deux dernières années. L'Espagne, la France et l'Allemagne ont fait l'objet du plus grand nombre de plaintes, tandis que le Luxembourg, la Finlande et la Suède étaient les États les moins concernés. Par grandes catégories, et étant entendu que les plaintes mentionnent fréquemment plusieurs problèmes, les plaintes enregistrées en 1998 évoquaient des difficultés liées à la nature dans près d'un cas sur deux, à l'évaluation d'impact environnemental dans un cas sur quatre, aux problèmes de déchets dans un cas sur dix, de pollution de l'air dans un cas sur dix et de pollution de l'eau dans un cas sur dix.

Comme le signalait le précédent rapport, dans l'examen des cas particuliers, la Commission est amenée à entrer dans l'analyse des situations de fait et de droit les plus concrètes et les plus proches des citoyens, ce qui n'est pas sans soulever certaines difficultés pratiques. La Commission est à la fois géographiquement éloignée et mal équipée pour mener des investigations, puisque, notamment, elle ne dispose pas de pouvoir ni de moyens d'inspection dans le domaine environnemental, alors qu'un tel contrôle exige la connaissance exacte des situations. La Commission cherche cependant à mener au mieux cette tâche, notamment parce que le risque existe que la transposition formelle du droit communautaire soit réalisée sans que ne changent, à la mesure exigée par les normes communautaires, les comportements pratiques. En outre, il est évident que, pour les citoyens, seule compte en définitive l'application effective du droit à leurs situations particulières.

Le plus souvent, les plaintes, questions parlementaires et pétitions dénoncent des problèmes ponctuels, très concrets, affectant directement les plaignants ou les auteurs de la pétition évaluation d'impact environnemental (directive 85/337/CEE), détériorations d'espaces classés ou à classer en zone de protection spéciale conformément à la directive 79/409/CEE (oiseaux sauvages). Ces problèmes sont parfois représentatifs d'une situation générale existant dans le territoire d'un ou plusieurs États membres. Un nombre im-

⁽³⁵⁾ La Communication date du 11 décembre 1998 et porte le titre: «La clause de révision. Les normes en matière d'environnement et de santé quatre ans après l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne»; COM(1998)745 final

portant de problèmes soulevés dans le cadre des plaintes découle d'une transposition incomplète ou incorrecte des directives. C'est pourquoi la Commission, sans abandonner l'instruction des cas de mauvaise application, notamment ceux qui font ressortir des questions de principe ou de nature horizontale ou encore des pratiques administratives contraires aux directives, concentre ses efforts sur le traitement des problèmes de conformité. A cet égard, une meilleure formation et une meilleure information sur le droit communautaire, notamment des fonctionnaires nationaux, pourrait dans certains cas faciliter une meilleure application du droit communautaire.

2.12.1. Liberté d'accès à l'information

La directive 90/313/CEE concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement constitue une législation à vocation globale particulièrement importante, dans la mesure où la diffusion des informations auprès des citoyens permet une prise en compte de tous les problèmes environnementaux, une participation éclairée et effective aux choix collectifs et un contrôle démocratique. La Commission estime que les citoyens, grâce à cet instrument, peuvent utilement contribuer à la protection de l'environnement.

Or à cet égard, si tous les États membres ont communiqué les mesures nationales de transposition de la directive, la mise en conformité des droits nationaux avec les exigences de cette directive reste dans plusieurs cas non résolue. La Cour de justice n'a pas rendu à ce jour son arrêt dans l'affaire C-217/97 engagée par la Commission contre l'Allemagne et qui porte sur la définition des autorités couvertes par la directive, les exceptions au principe de communication, la communication partielle et le coût raisonnable de communication d'information. La Commission a également adressé un avis motivé à cet État membre concernant certains aspects de la mise en œuvre de la directive dans le Land du Schleswig-Holstein.

La Commission a par ailleurs décidé de saisir la Cour de justice contre l'Espagne en ce qui concerne plusieurs points de non-conformité de la transposition de la directive (coût raisonnable, informations exclues). La Commission a aussi décidé de saisir la Cour de justice contre le Portugal en premier lieu en raison de la non-communication à la Commission par cet État membre du rapport prévu à l'article 8 de la directive, et, en second lieu, en raison de la non-conformité de la législation transposant la directive en ce qui concerne la définition des autorités couvertes par la directive et des bénéficiaires du droit d'accès ainsi qu'en ce qui concerne le contenu de l'information et des informations exclues.

Un avis motivé a été adressé à la Belgique concernant plusieurs aspects non conformes de la transposition, aussi bien par l'État fédéral que par Bruxelles, la Flandre et la Wallonie. Le Royaume-Uni, en revanche, a amendé sa réglementation antérieure suite à la procédure engagée par la Commission. Des procédures se poursuivent contre d'autres États membres, mais il faut noter que la procédure contre l'Italie a pu être classée, de même que celle contre l'Irlande suite à communication d'une nouvelle législation ou que celle contre les Pays-Bas suite à communication d'une loi du 12 mars 1998.

La Commission continue à recevoir des plaintes portant le plus souvent sur des questions telles que le refus des administrations nationales de donner suite aux demandes d'information, les délais de réponse, l'interprétation trop large par les administrations nationales des exceptions au principe de communication ou l'exigence de paiement de redevances excédant des montants raisonnables.

Sur la base du rapport prévu à l'article 8 de la directive, la Commission sera amenée, à présenter un rapport au Parlement européen, assorti d'éventuelles propositions de révision. En effet, le 25 juin 1998, la Communauté et les États membres ont signé la convention de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice dans le domaine de l'environne-

ment. Cette convention peut être considérée comme une avancée positive contribuant au renforcement de la protection du droit de toute personne de vivre dans un environnement propre à assurer sa santé et son bien-être. La signature de la convention par la Communauté est très significative en ce qu'elle constitue le premier instrument légalement contraignant s'appliquant explicitement aux institutions communautaires. La Commission entend faire de sa ratification une priorité de premier ordre.

Il y a enfin lieu de mentionner que la Cour de justice a interprété dans un arrêt du 17 juin 1998 (affaire C-321/96, *Wilhelm Mecklenburg contre Kreis Pinneberg - Der Landrat*) certaines notions de la directive, suite à une demande de décision préjudicielle d'un tribunal allemand. La Cour a dit pour droit que la notion d'« information relative à l'environnement » (article 2, sous a), de la directive) doit être interprétée en ce sens qu'elle s'applique à une position adoptée par une administration chargée de la préservation des sites dans le cadre de sa participation à une procédure d'approbation de plans de construction, si cette position est de nature à influencer, en ce qui concerne les intérêts de la protection de l'environnement, sur la décision d'approbation de tels plans. La Cour a ainsi reconnu que le législateur communautaire a entendu donner à la définition d'information relative à l'environnement une signification large, qui englobe à la fois des données et des activités concernant l'état de ces secteurs et qui ne soit pas susceptible d'exclure une quelconque des activités qu'exerce l'autorité publique. La Cour a précisé que le terme « mesures » sert seulement à préciser que doivent être incluses parmi les actes relevant de la directive toutes les formes d'exercice de l'action administrative. Il suffit donc qu'une position de l'administration constitue un acte susceptible d'affecter ou de protéger l'état d'un des secteurs de l'environnement visés par la directive pour qu'elle constitue une information relative à l'environnement.

En outre, dans la même affaire, la Cour a dit pour droit que la notion d'« instruction préliminaire » figurant à l'article 3, paragraphe 2, troisième tiret, de la directive doit être interprétée en ce sens qu'elle n'inclut une procédure administrative qui se limite à préparer une mesure administrative, que dans l'hypothèse où elle précède immédiatement une procédure contentieuse ou quasi contentieuse et procède de la nécessité d'acquies des preuves ou d'instruire une affaire avant l'ouverture de la phase procédurale proprement dite. Dans ce contexte, l'instruction préliminaire doit par conséquent être analysée comme la phase qui précède immédiatement la procédure judiciaire ou l'enquête. S'agissant d'une dérogation au principe de liberté d'accès à l'information environnementale consacré par la directive, l'article 3, paragraphe 2, troisième tiret, ne saurait être interprété de manière à étendre ses effets au-delà de ce qui est nécessaire pour assurer la protection des intérêts qu'il vise à garantir.

2.12.2. *Évaluation de l'impact environnemental*

La directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement constitue l'instrument juridique à vocation environnementale globale par excellence. En effet, la directive impose une prise en compte des enjeux environnementaux dans de nombreuses décisions ayant une portée collective.

La Belgique, suite à la procédure d'infraction engagée contre elle par la Commission et qui a conduit à l'arrêt du 2 mai 1996 (affaire C-133/94), a corrigé la transposition incorrecte qui avait été faite de l'annexe I de la directive ⁽³⁶⁾ et a complété la transposition des

⁽³⁶⁾ Arrêté royal du 23 décembre 1993 (protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes); Arrêtés du Gouvernement flamand du 4 février 1998 (évaluation des incidences sur l'environnement de certaines catégories d'établissements incommodes travaux et actes autres que des établissements incommodes).

dispositions relatives aux consultations transfrontalières ⁽³⁷⁾ et de l'annexe II de la directive ⁽³⁸⁾, de sorte que la Commission a mis fin à la procédure.

Il faut rappeler que le délai de transposition de la directive 97/11/CE modifiant la directive 85/337/CEE échoit le 14 mars 1999, et qu'une transposition plus précoce est toujours possible.

Par ailleurs, le Parlement européen a rendu le 20 octobre 1998 son avis en première lecture sur la proposition de directive adoptée par la Commission en décembre 1996 concernant l'évaluation d'impact de certains plans et programmes ⁽³⁹⁾. Cette proposition vise à intégrer les considérations environnementales au stade de la préparation et de l'adoption des actes fixant le cadre dans lequel de futurs projets prendront place.

De nombreuses plaintes reçues par la Commission et pétitions présentées au Parlement européen dénoncent, au moins à titre incident, la mauvaise application par les autorités nationales de la directive 85/337/CEE. Celles-ci portent surtout sur la qualité des études d'impact (notamment, sur l'insuffisance de l'évaluation des effets indirects du projet) et sur le fait que les recommandations découlant de l'évaluation de l'étude d'impact (notamment suite à la consultation du public concerné) ne sont pas suffisamment prises en considération dans la décision finale. Comme indiqué dans le passé, l'instruction des cas mettant en cause la qualité des études d'impact et l'insuffisance de leur prise en considération pose d'importants problèmes aux services de la Commission. S'il est vrai que la directive contient des dispositions sur le contenu des études d'impact ⁽⁴⁰⁾, le contrôle du respect de ces dispositions par les autorités nationales est des plus malaisés en outre, la nature essentiellement procédurale de la directive ne permet pas de contester les choix opérés en dernière instance par les autorités nationales compétentes dès lors que la procédure prescrite par la directive a été respectée. Il convient de noter à cet égard que les cas de mauvaise application soumis à la Commission concernant cette directive soulevant le plus souvent des questions de fait (existence et qualification), un contrôle des violations éventuelles a toutes chances de s'exercer plus efficacement de manière décentralisée, à travers notamment les tribunaux nationaux.

Ceci étant, la Cour de justice a également eu l'occasion de se pencher sur la directive au cours de 1998 elle a ainsi rendu deux arrêts à l'occasion desquels elle a clarifié la portée de certaines des dispositions de la directive.

Dans son arrêt du 18 juin 1998, rendu dans l'affaire C-81/96 (« Burgemeester en wethouders van Haarlemmerliede en Spaarnwoude e.a. et Gedeputeerde Staten van Noord-Holland »), la Cour a répondu à une question préjudicielle que lui avait posée le Conseil d'État néerlandais sur l'application de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement prévue par la directive 85/337 à l'octroi d'une nouvelle autorisation d'un plan d'aménagement du territoire. La question portait sur le point de savoir si est conforme à la directive l'exécution d'un projet sur la base d'une autorisation octroyée avant la date d'entrée en vigueur de la directive et sans évaluation d'impact environnemental, pour un projet qui désormais relève de l'annexe I (évaluation d'impact environnemental obligatoire en toute hypothèse), l'autorisation initiale n'ayant pas été utilisée immédiatement.

La Cour a conclu que la directive 85/337/CEE ne permet pas à un État membre de dispenser des obligations concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement les

⁽³⁷⁾ Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale; voir aussi les arrêts du Gouvernement flamand du 4 février 1998 précités.

⁽³⁸⁾ Arrêts du Gouvernement flamand du 10 mars 1998.

⁽³⁹⁾ COM(96)511 final.

⁽⁴⁰⁾ Cf. notamment les articles 3, 5 et l'annexe III de la directive.

projets repris dans son annexe I lorsque ces projets avaient déjà fait l'objet d'une autorisation avant le 3 juillet 1988, date d'expiration du délai de transposition de la directive, l'autorisation n'avait pas été précédée d'une étude environnementale correspondant aux exigences de la directive et n'a pas été utilisée, et qu'une nouvelle procédure d'autorisation est formellement engagée après le 3 juillet 1988.

Le second arrêt de la Cour a été rendu le 22 octobre 1998 au terme d'un recours en manquement introduit par la Commission à l'encontre de l'Allemagne (affaire C-301/95). La Cour a constaté à cette occasion, en premier lieu, que le gouvernement allemand n'avait pas pris dans le délai prescrit les mesures nécessaires pour se conformer à la directive dans la mesure où l'Allemagne n'avait pas communiqué à la Commission toutes les mesures qu'elle a prises pour se conformer à la directive, notamment celles adoptées par les Länder. Quant à la non-application de la directive à tous les projets autorisés après le 3 juillet 1988, la Cour a constaté que, en ne prévoyant pas l'obligation d'une évaluation de leurs incidences sur l'environnement pour tous les projets devant être soumis à une telle évaluation conformément à la directive, pour lesquels la procédure d'autorisation a été engagée après le 3 juillet 1988, l'Allemagne a également manqué à ses obligations. Pour ce qui concerne la transposition incomplète de l'article 2 de la directive à propos des projets énumérés à l'annexe II de celle-ci, la Cour a constaté que, en excluant d'avance de l'obligation d'évaluation de leurs incidences sur l'environnement des classes entières de projets énumérées à l'annexe II de la directive, la République fédérale d'Allemagne ne s'est pas conformée à la directive. En revanche, pour ce qui concerne la transposition incomplète de l'article 5, paragraphe 2, de la directive, la Cour a relevé que cette disposition de la directive spécifie le contenu minimal que doivent avoir les informations à fournir par le maître d'ouvrage. La Cour a estimé à cet égard que, si, pour des raisons éventuellement liées à la structure fédérale de cet État membre, d'autres dispositions spécifiques de la fédération ou des Länder édictent des exigences particulières correspondant, le cas échéant, à des besoins propres aux différents domaines d'activités couverts par la directive, l'article 13 de la directive donne la faculté aux États membres de fixer des règles plus strictes que celles prévues par celle-ci. Pour cette raison, la Cour a rejeté ce chapitre du recours.

Les affaires contre l'Irlande (C-392/96) et le Portugal (affaire C-150/97) se poursuivent devant la Cour concernant également des problèmes de non-conformité.

S'agissant de la procédure entamée à l'encontre de l'Irlande, l'avocat général Tesauro a présenté ses conclusions dans l'affaire C-392/96 le 17 décembre 1998, où il a proposé que la Cour juge qu'en n'adoptant pas toutes les mesures nécessaires pour assurer la correcte transposition de l'article 4, paragraphe 2, en droit national, pour ce qui concerne les projets repris aux points 1(b), (d) et (e) et 2(a) de l'annexe II de la directive 85/337 et en n'ayant que partiellement transposé les articles 2 paragraphe 3, 5 et 7 de la directive en droit national, l'Irlande a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 12 de la directive. L'affaire porte notamment sur la fixation par l'Irlande de seuils, pour des types de projets tels que les projets d'affectation de terres incultes ou d'étendues semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive, les premiers reboisements, lorsqu'ils risquent d'entraîner des transformations écologiques négatives, et les défrichements destinés à permettre la conversion en vue d'un autre type d'exploitation du sol, les exploitations pouvant abriter des volailles ou encore l'extraction de tourbe, si élevés qu'en pratique de nombreux projets aux incidences sur l'environnement considérables échappaient à la procédure d'évaluation prévue par la directive. S'agissant de la non-transposition des articles 2 paragraphe 3, 5 et 7 de la directive, l'Irlande ne conteste pas l'existence d'un manquement.

L'avocat général Mischo a présenté ses conclusions du 13 octobre 1998 dans l'affaire C-150/97 (Commission des Communautés européennes contre République portugaise),

où il a proposé à la Cour de déclarer que, en n'ayant pas adopté les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer pleinement et correctement aux dispositions de la directive 85/337, la République portugaise a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 12, paragraphe 1, de ladite directive. L'objet du recours consiste non seulement à faire constater le non-respect de la date de transposition, mais encore le fait que la législation portugaise transposant tardivement la directive ⁽⁴¹⁾ ne s'applique pas aux projets dont la procédure d'approbation était en cours à la date de son entrée en vigueur, à savoir le 7 juin 1990. L'avocat général se réfère, sur ce point, à la jurisprudence de la Cour selon laquelle rien dans la directive ne permet de l'interpréter comme autorisant les États membres à exempter de l'obligation d'évaluation des incidences sur l'environnement les projets dont les procédures d'autorisation ont été engagées après la date limite de transposition de la directive (3 juillet 1988).

La Commission a décidé de saisir la Cour contre l'Allemagne s'agissant de la loi sur les autoroutes. La Commission a également adressé un avis motivé complémentaire à l'Italie et un avis motivé au Royaume-Uni. Il faut cependant noter l'adoption dans ce dernier État membre de nouvelles mesures nationales d'exécution concernant l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Écosse durant l'année 1998. Certains problèmes de mauvaise application en Irlande font par ailleurs l'objet de procédures d'infraction. Enfin la Commission a décidé d'adresser un avis motivé complémentaire à l'Espagne en raison de l'absence d'évaluation d'impact pour la plupart des projets de l'annexe II.

2.12.3. *Air*

Dans ce secteur, un certain nombre de procédures ont pu être classées suite à la régularisation des situations qui avaient entraîné l'engagement desdites procédures. Un certain nombre de problèmes demeurent cependant, liés notamment aux directives relatives à l'incinération et aux directives arrivant à échéance de transposition.

La mise en œuvre de la *directive 92/72/CEE concernant la pollution de l'air par l'ozone* s'est nettement améliorée, permettant de mettre un terme aux procédures d'infraction engagées. En particulier, la Commission a décidé en 1998 de saisir la Cour de justice de la mauvaise application de la directive par la France, s'agissant notamment de la communication à la Commission de la localisation des stations de mesure et des dépassements des niveaux d'ozone mentionnés dans l'annexe I de la directive pour l'information et l'alerte de la population (180 µg/m³ et 360 µg/m³). Mais cet État membre a désormais pris des mesures permettant une meilleure application de la directive. De même, la procédure engagée contre la Suède pour non-communication des mesures de transposition a pu être classée compte tenu de l'adoption de mesures par cet État membre.

L'Allemagne a mis fin à son retard dans la communication des mesures nationales de transposition de la *directive 94/63/CE concernant la lutte contre les émissions de composés organiques volatils* et la Commission a classé la procédure d'infraction engagée à cet égard.

Des questions préjudicielles sur l'interprétation et la validité du *règlement (CEE) n° 3093/94 du Conseil relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone*, ont été soumises à la Cour de justice par des tribunaux italiens. Les questions portent sur les restrictions à la production et à l'utilisation des halons et des HCFC (hydrochlorofluorocarbures), gaz dangereux pour l'environnement. Dans ses arrêts du 14 juillet 1998 sur les affaires C-284/95 et C-341/95, la Cour a dit pour droit que l'article 5 du règlement doit

(41) Décret-loi 278/97 du 8 octobre 1997.

être interprété en ce sens qu'il interdit totalement l'utilisation et, en conséquence, la commercialisation des HCFC destinés à la lutte contre les incendies et que l'examen des questions posées n'a révélé aucun élément de nature à affecter la validité de l'article 5 du règlement.

La *directive 96/62/CE concernant la qualité de l'air ambiant* devait faire l'objet de mesures de transposition le 21 mai 1998 au plus tard. Cette directive constituera la base d'une série d'actes communautaires à adopter pour fixer de nouvelles valeurs limites pour les polluants atmosphériques, à commencer par ceux déjà couverts par les directives existantes, ainsi que pour déterminer des seuils d'information et d'alerte, pour harmoniser les méthodes d'évaluation de la qualité de l'air et pour permettre une meilleure gestion de la qualité de l'air dans un souci de protection de la santé et des écosystèmes. La Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, l'Italie, la Suède et le Royaume-Uni, compte tenu de l'absence totale ou partielle de mesures de transposition dans ces États membres à la date d'échéance prévue par la directive.

La *directive 97/68/CE concernant les émissions de gaz et de particules polluantes provenant des moteurs des engins mobiles non routiers* devait faire l'objet de mesures de transposition le 30 juin au plus tard. La Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la Belgique, la Grèce, la France, le Portugal, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, l'Autriche, et le Royaume-Uni, compte tenu de l'absence totale ou partielle de mesures de transposition dans ces États membres à la date d'échéance prévue par la directive.

On notera pour finir l'adoption en 1998 de la *directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la directive 93/12/CEE du Conseil* ⁽⁴²⁾, qui devra faire l'objet d'une transposition prochaine.

2.12.4. Eau

La Commission poursuit sa tâche de contrôle de la mise en œuvre des directives en vigueur. Avec environ un quart des procédures d'infraction existantes en matière environnementale, avec les plaintes et avec les pétitions reçues par le Parlement européen qui sont instruites par la Commission, la législation communautaire relative à la qualité de l'eau continue à faire l'objet d'une activité importante de la part de la Commission. Cette situation trouve son origine dans l'importance quantitative et qualitative des obligations découlant du droit communautaire qui pèsent sur les États membres en la matière, mais aussi dans la sensibilité croissante des citoyens aux questions de protection de la qualité de l'eau.

S'agissant de la *directive 75/440/CEE relative aux eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire*, plusieurs procédures d'infraction sont en cours. Ces dernières portent notamment sur l'établissement de programmes d'action organiques systématiques (article 4, paragraphe 2 de la directive) outil essentiel pour la protection de l'eau (nitrates, pesticides, etc.) ainsi que sur les conditions de mise en œuvre des dérogations prévues à l'article 4 paragraphe 3. La Commission a pu procéder au classement de la procédure engagée contre l'Allemagne sur le fondement de l'article 171, suite à l'arrêt du 17 octobre 1991 (affaire C-58/89), compte tenu de la communication d'un programme d'action organique systématique pour l'ensemble de son territoire. La Commission s'est donc désistée dans l'affaire C-122/97 qu'elle avait introduite à la Cour.

⁽⁴²⁾ Journal officiel n° L 350 du 28/12/1998 p.58.

Par ailleurs, la Cour de justice a reconnu deux manquements du Portugal. Le premier a fait l'objet de l'arrêt du 17 juin 1998 (affaire C-214/97) portant sur l'absence d'un programme d'action organique systématique pour l'ensemble de son territoire. La Cour a constaté que les documents fournis par les autorités portugaises, malgré leur titre et les projets décrits, n'étaient pas constitutifs d'un tel programme d'action organique, en l'absence de calendrier pour l'amélioration de la qualité des eaux, de couverture de l'ensemble des cours d'eau et d'un cadre approprié permettant d'assurer une amélioration de la qualité des eaux. Il faut noter qu'un programme d'action organique a été communiqué à la Commission depuis lors.

Le second a fait l'objet de l'arrêt du 15 octobre 1998 (affaire C-229/97) et porte sur les méthodes d'échantillonnage, incorrectes et incomplètes en application de la directive 79/869/CEE adoptée sur la base de la directive 75/440/CEE. Cependant, s'agissant de cette dernière affaire, un décret-loi adopté le 1er août 1998 qui a été communiqué à la Commission vise à mettre le droit national en conformité avec la directive.

La Commission a aussi décidé de saisir la Cour de justice d'un manquement de la France relatif à l'usage, en Bretagne, d'eaux polluées par les nitrates pour produire de l'eau alimentaire, sans notamment avoir mis en œuvre un plan de gestion de la ressource en eau permettant à terme une restauration de la qualité.

Un avis motivé complémentaire a été adressé à l'Italie portant sur l'absence d'un programme d'action organique systématique pour l'ensemble de son territoire. Le Royaume-Uni a, en revanche, communiqué au cours de l'année 1998 des mesures nationales d'exécution de la directive ainsi que des programmes d'action.

S'agissant de la *directive 76/160/CEE relative à la qualité des eaux de baignade*, le taux de surveillance des zones de baignade et la qualité des eaux utilisées tendent à augmenter. Cependant, malgré ces progrès, des procédures d'infraction se poursuivent contre la moitié environ des États membres, dans la mesure où les exigences de la directive sont encore loin d'être pleinement respectées.

Si la procédure d'infraction contre la Finlande pour non-communication des mesures de transposition pour la province de Åland a pu être classée, il n'en va pas de même de celle contre l'Autriche, ce qui a amené la Commission à décider de saisir la Cour de justice. De plus, la Commission a adressé un avis motivé à l'Allemagne pour le même grief, en ce qui concerne les nouveaux Länder. Mais il faut noter que des mesures de transposition ont été communiquées pour cinq des six nouveaux Länder suite à la procédure d'infraction engagée.

La Commission a dû engager une procédure sur le fondement de l'article 171 du traité contre le Royaume-Uni pour le cas de Blackpool en l'absence d'une exécution complète de l'arrêt de la Cour du 14 juillet 1993 (affaire C-56/90). L'affaire C-198/97 concernant la qualité des eaux et la fréquence des échantillonnages en Allemagne se poursuit devant la Cour.

Dans l'affaire C-92/96, Commission contre Royaume d'Espagne, la Cour a rendu son arrêt le 12 février 1998, reconnaissant le manquement de cet État membre à prendre les mesures nécessaires pour que la qualité des eaux de baignade intérieures sur le territoire espagnol soit rendue conforme aux valeurs limites fixées en vertu de l'article 3 de la directive 76/160/CEE du Conseil, du 8 décembre. Cette affaire est la première où un État membre est condamné pour un manquement général, concernant l'ensemble de son territoire, à assurer une conformité des eaux de baignade avec la directive.

La Commission a également saisi cette dernière pour le caractère insuffisant de la surveillance et la non-conformité d'un certain nombre de lieux de baignade en Belgique (affaire C-307/98). Par ailleurs, la Commission a adressé un avis motivé à la France et aux

Pays-Bas pour la qualité des eaux et la fréquence des échantillonnages et décidé d'en faire autant contre le Portugal. Une procédure d'infraction se poursuit également contre l'Italie concernant l'application de la directive. La Commission a enfin décidé d'adresser un avis motivé au Danemark et à la Finlande compte tenu de l'absence de mesure pour le paramètre «coliformes totaux», obligatoire selon la directive.

On peut enfin noter, s'agissant de la qualité des eaux de baignade, que de nombreuses plaintes ont été adressées à la Commission concernant l'attribution du «pavillon bleu». Cette initiative, qui ne manque pas d'intérêt quant à l'information des baigneurs, ne relève cependant en aucune manière de la Communauté ou de l'application de la directive 76/160/CEE, et dès lors la Commission n'est pas en mesure de donner suite à ces plaintes.

La mise en œuvre de la *directive 76/464/CEE concernant les substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique* ainsi que des directives fixant des normes spécifiques par substance entraîne des procédures d'infraction à l'encontre de la plupart des États membres.

S'agissant de l'absence de communication des programmes de réduction de la pollution de l'eau par les substances dangereuses relevant de la liste II de l'annexe de la directive 76/464/CEE ou de l'insuffisance des programmes communiqués, la Cour de justice, dans son arrêt du 11 juin 1998, a reconnu le manquement du Luxembourg (affaire C-206/96). Cet arrêt est le premier concernant un manquement général d'un État membre à cet égard. En l'espèce, la Cour a constaté l'absence de programmes de réduction concernant 99 substances de la liste II. Les eaux concernées sont celles affectées par la pollution au sens de l'article 1er de la directive. Le Luxembourg a depuis lors communiqué un plan visant à se mettre en conformité avec l'article 7 de la directive.

La Cour de justice a rendu le 1er octobre 1998 un arrêt contre l'Italie (affaire C-285/96) où, comme dans l'arrêt précédent contre le Luxembourg, elle constate le manquement de l'État membre concernant les 99 substances ci-dessus évoquées, confirmant l'obligation pour tous les États membres concernés par la pollution par des substances visées par la directive 76/464/CEE d'établir des programmes spécifiques visant à la réduction de la pollution par les substances de la liste II. De même, le 25 novembre 1998, la Cour a reconnu dans son arrêt dans l'affaire C-214/96 engagée par la Commission contre l'Espagne le même manquement de l'État membre, s'agissant toutefois ici de toutes les substances de la liste II, la procédure n'ayant pas été limitée aux 99 substances ci-dessus évoquées.

Des procédures fondées sur le même grief et engagées en 1996 ou 1997 se poursuivent devant la Cour de justice contre l'Allemagne (affaire C-184/97), la Belgique (affaire C-207/97) et la Grèce (affaire C-384/97). En 1998, la Commission a saisi la Cour du cas du Portugal (affaire C-261/98) et des Pays-Bas (affaire C-152/98). Une procédure se poursuit contre la France. S'agissant de l'Irlande, la procédure reste ouverte, bien que certains progrès commencent actuellement à être réalisés. En revanche, la Commission a pu classer la procédure engagée contre le Danemark, suite à l'adoption et à la mise en œuvre de programmes conformes aux exigences de l'article 7 de la directive 76/464/CEE. De plus, des progrès significatifs ont été accomplis par le Royaume-Uni, qui a communiqué des éléments pour l'Écosse et l'Irlande du nord ⁽⁴³⁾, pour lesquelles aucun programme n'existaient. Ces évolutions confirment l'opinion de la Commission selon laquelle les programmes de réduction de la pollution de l'eau par les substances dangereuses prévus par

⁽⁴³⁾ The Surface Waters (Dangerous Substances)(Classification) Regulations (Northern Ireland) 1998 (SR.1998 No. 397); The Surface Waters (Dangerous Substances)(Classification)(Scotland)(No.2) Regulations 1998 (SI 1998 No. 1344).

l'article 7 de la directive 76/464/CEE peuvent constituer un élément important d'amélioration de la qualité des eaux. La Commission est déterminée à voir ces programmes mis en œuvre dans tous les États membres.

Il convient également de noter que la Cour de justice a reconnu le manquement du Portugal pour deux affaires se rapportant aux rejets de substances dangereuses dans l'eau. D'une part, dans un arrêt du 18 juin 1998 (affaire C-208/97), la Cour a reconnu le manquement de cet État pour l'absence de programmes spécifiques d'élimination des rejets de mercure prévus par la directive 84/156/CEE. D'autre part, dans un arrêt du 28 mai 1998 (affaire C-213/97), la Cour a constaté le caractère non conforme de la transposition de la directive 86/280/CEE modifiée, prise en application de l'article 6 de la directive 76/464/CEE, qui fixe des valeurs limites et des objectifs de qualité pour certaines substances. Pour ces deux affaires, la Commission a décidé d'engager la procédure prévue par l'article 171 du traité.

La Commission continue de constater que l'insuffisance des programmes de réduction entraîne de nombreux cas particuliers de mauvaise application de cette directive (pollution de tel ou tel cours d'eau par des rejets agricoles ou industriels) et que seule une prise en compte globale du problème est de nature à résoudre ces difficultés ponctuelles. De plus certains problèmes liés à l'absence d'autorisation systématique préalablement aux opérations de rejet demeurent dans plusieurs États membres. Ainsi la Cour, dans son arrêt du 11 juin 1998 (affaires jointes C-232/95 et C-233/95), a constaté que la Grèce n'avait pas mis en œuvre les programmes de réduction de la pollution pour les substances de la liste II de la directive 76/464/CEE pour le lac de Vegoritis, la rivière Soulos et le golfe de Pagasitikos. La Cour précise aussi qu'en l'absence de programmes au sens de l'article 7, paragraphe 1, de la directive 76/464/CEE, des autorisations de rejets ne pourraient avoir été délivrées conformément à l'article 7, paragraphe 2, car les autorisations en question contiennent des normes d'émission applicables aux rejets individuels autorisés et calculées en fonction des objectifs de qualité préalablement établis dans un programme au sens du paragraphe 1. La Commission a par ailleurs décidé d'engager la procédure prévue par l'article 171 du traité.

La Commission a aussi adressé un avis motivé au Portugal pour les rejets d'une usine agro-alimentaire à Santo Tirso, mais les autorités portugaises ont annoncé en réponse des mesures qui permettent d'envisager une issue favorable à ce problème.

On notera également que la Cour de justice a été saisie par le Conseil d'État néerlandais de deux questions préjudicielles (affaires C-231/97 et C-232/97), sur lesquelles elle ne s'est pas encore prononcée, concernant l'interprétation de la directive 76/464/CEE, et notamment de la notion de «rejet» au regard respectivement des vapeurs polluées se concentrant directement ou indirectement dans les eaux de surface, et du lessivage du bois à la créosote (produit dérivé du goudron utilisé comme antiseptique) dans les eaux de surface. La seconde question porte également sur la notion de «pollution provenant de sources significatives», mentionnée dans la directive 86/280/CEE concernant les valeurs limites pour les rejets de substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/CEE.

S'agissant des *directives 78/659/CEE relative aux eaux piscicoles et 79/923/CEE relative aux eaux conchylicoles*, des progrès ont pu être constatés. La procédure engagée pour la directive 78/659/CEE sur le fondement de l'article 171 contre l'Allemagne, suite à l'arrêt du 12 décembre 1996 (affaire C-298/95) a pu être classée à la suite de la mise en œuvre de mesures satisfaisantes. S'agissant de l'exécution par l'Italie de l'arrêt du 9 mars 1994 (affaire C-291/93) concernant la même directive, des progrès significatifs ont été opérés puisque la désignation de la plupart des eaux concernées a été effectuée et les programmes de réduction de la pollution ont été adoptés. Suite à l'arrêt rendu par la Cour

de justice le 4 décembre 1997 (affaire C-225/96) constatant le manquement de l'Italie en ce qui concerne la fixation des valeurs impératives et de valeurs guides pour un certain nombre de substances dangereuses et la désignation de toutes les eaux correspondant aux caractéristiques objectives d'eaux conchylicoles conformément à la directive 79/923/CEE, la procédure d'infraction demeure ouverte. Le Royaume-Uni a communiqué durant l'année 1998 de nouvelles mesures de transposition des directives 78/659/CEE et 79/923/CEE.

La mise en œuvre de la *directive 80/68/CEE concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses* entraîne un certain nombre de procédures d'infraction. La Cour a constaté le 18 juin 1998 le manquement du Portugal s'agissant de la non-conformité de la législation portugaise (affaire C-183/97), mais il faut noter que cet État membre a communiqué le décret-loi précité du 1er août 1998 qui vise à transposer la directive. La Commission a décidé de saisir la Cour d'un cas contre le Royaume-Uni relatif à la pollution des eaux souterraines par des substances employées dans l'élevage des moutons, mais il est possible que cette affaire soit classée avant l'engagement de la procédure judiciaire, compte tenu de la notification de plusieurs règlements de nature à résoudre le problème. La Commission a enfin saisi la Cour contre l'Irlande (affaire C-331/98) compte tenu de la non-conformité de sa législation à la directive 80/68/CEE en ce qui concerne certains aspects des rejets des autorités sanitaires.

S'agissant de la *directive 80/778/CEE relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine*, l'affaire relative aux «undertakings» britanniques, dans lequel la Commission estime formellement et substantiellement insuffisants ces engagements non contraignants, est toujours pendante devant la Cour (affaire C-340/96). La procédure contre le Portugal pour non-conformité de la législation transposant la directive se poursuit, mais il faut noter que cet État membre a communiqué un décret-loi du 1er août 1998 qui vise à transposer notamment la directive.

La Commission a par ailleurs adressé un avis motivé à l'Autriche en raison des modalités de transposition retenues par cet État membre. La Commission a en revanche pu classer la procédure engagée, suite à une pétition reçue par le Parlement européen, contre la France concernant la distribution de l'eau dans le département de l'Eure (présence de nitrates dans l'eau distribuée), les derniers résultats communiqués démontrant le respect de la directive, fruit de mesures significatives prises par les autorités.

La Commission continue à recevoir de nombreuses plaintes dénonçant une mauvaise application, mais celles-ci ne se traduisent pas toujours par des procédures d'infraction, dans la mesure où la charge de la preuve pèse sur la Commission et que les éléments de preuve sont parfois difficiles à obtenir pour les plaignants.

Il faut également noter l'adoption le 3 novembre 1998 de la *directive 98/83/CE du Conseil, relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine*, destinée à remplacer à compter de 2003 la directive 80/778/CEE ⁽⁴⁴⁾.

La législation communautaire comprend deux instruments visant à lutter contre le problème spécifique de la pollution par les phosphates et les nitrates et de l'eutrophisation qui en résulte.

Les premier de ces instruments est la *directive 91/271/CEE concernant le traitement des eaux urbaines résiduaires*. Elle impose aux États membres d'assurer à partir de 1998, 2000 ou 2005, selon la taille des agglomérations, que celles-ci disposent de système de collecte et de traitement des eaux usées. La Commission n'a donc eu à contrôler, jusqu'à présent,

(44) Journal officiel n° L 330 du 05/12/1998 p. 32.

que la communication des mesures de transposition ou la conformité desdites mesures. Cette directive étant fondamentale pour l'assainissement des eaux et la lutte contre l'eutrophisation, la Commission attache une importance particulière à sa mise en œuvre en temps utile. D'ailleurs dans le cadre du Fonds de cohésion et de la politique régionale, la Communauté appuie les efforts des États membres en vue de s'équiper des installations nécessaires.

Suite à l'adoption des mesures nécessaires par les États membres, la Commission a pu classer la procédure engagée contre l'Allemagne au titre de l'article 171 suite à l'arrêt du 12 décembre 1996 (affaire C-297/95) et la procédure engagée contre le Portugal au titre de l'article 169. En revanche, elle a décidé de saisir la Cour pour la seconde fois (procédure de l'article 171) contre l'Italie concernant l'absence de législation nationale de transposition. De plus, elle poursuit des procédures contre la Grèce, la Belgique et l'Espagne pour non-conformité de la transposition ou mauvaise application de la directive.

Il faut noter enfin l'adoption par la Commission le 27 février 1998 de la directive 98/15/CE portant modification de la directive 91/271/CEE du Conseil en ce qui concerne certaines prescriptions fixées à son annexe I ⁽⁴⁵⁾.

Le second instrument de la lutte contre l'eutrophisation est la *directive 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution causée par les nitrates d'origine agricole*. La Commission a continué à accorder aux procédures engagées pour faire respecter cette directive une grande importance. Ainsi des procédures d'infraction sont en cours contre la plupart des États membres pour faire respecter les obligations découlant de la directive 91/676/CEE, sur différents aspects: transposition de la législation, désignation des zones vulnérables, établissement de codes de bonne pratique agricole, établissement des programmes d'action, surveillance de la concentration de nitrates des eaux, transmission des rapports sur la mise en œuvre de la directive. L'évolution des procédures témoigne de ce que certains problèmes, d'une manière générale, évoluent favorablement (communication des mesures de transposition, désignation des zones) mais que de nouvelles difficultés surgissent (établissement et contenu des programmes d'action notamment).

Ainsi, la Cour de justice a rendu un arrêt le 1er octobre 1998 dans l'affaire C-71/97, reconnaissant le manquement de l'Espagne à établir des codes de bonne pratique et à désigner des zones vulnérables. Cet arrêt est le premier portant sur la mise en œuvre des obligations pratiques découlant de la directive. Il faut noter que des mesures sont en cours d'adoption en Espagne en vue de mettre fin à l'infraction.

Une autre affaire (C-274/98) a été introduite contre l'Espagne compte tenu de l'absence de programmes d'action. L'affaire relative à l'Italie, fondée sur des griefs voisins, est toujours devant la Cour (affaire C-195/97). La Commission, au contraire, a pu se désister dans les affaires engagées contre la Grèce (affaire C-173/97) et le Portugal (affaire C-227/97) suite à la communication de mesures nationales d'exécution et à la désignation de zones vulnérables.

La Commission a décidé de saisir la Cour contre l'Italie pour l'établissement des programmes d'action et la communication des rapports. De même, elle a adressé un avis motivé à la Belgique pour la communication de mesures nationales d'exécution, l'établissement de codes de bonne pratique et la désignation de zones vulnérables et au Royaume-Uni pour la désignation des zones et l'établissement des programmes, au Luxembourg pour l'établissement de codes de bonne pratique, des programmes et la communication des rapports. La Commission a en revanche pu classer les procédures contre la Finlande

⁽⁴⁵⁾ Journal officiel n° L 067 du 07/03/1998 p. 29.

et le Portugal concernant l'absence de surveillance et de programmes d'action. De même, la France, à qui la Commission a adressé un avis motivé, a finalement adopté des programmes d'action pour toutes les zones vulnérables de son territoire.

La Commission a enfin adressé un avis motivé au Portugal et à l'Allemagne respectivement en raison de certaines mesures de transposition et de la non-conformité des programmes d'action mis en œuvre. La Commission a décidé d'adresser un avis motivé à la Grèce en ce qui concerne les programmes d'action.

On notera que la Cour de justice n'a pas rendu son arrêt sur la question préjudicielle posée par un tribunal britannique (affaire C-293/97) concernant les critères caractérisant les «eaux atteintes par la pollution». Selon l'article 3 de la directive 91/676/CEE, les zones des bassins versants qui sont connues pour alimenter ces eaux doivent être désignées en zones vulnérables. L'avocat général a rendu ses conclusions dans cette affaire le 8 octobre 1998.

La Commission a enfin engagé des procédures d'infraction contre plusieurs États membres sur le fondement de la *directive 91/692/CEE relative à la standardisation et à la rationalisation des rapports* dans le secteur de l'eau. En effet, certains États membres n'ont pas communiqué, ou communiqué de manière incomplète ou tardive, les rapports qu'ils doivent établir sur la mise en œuvre de certaines directives. Par voie de conséquence, la Commission n'est pas en mesure de réaliser de manière adéquate les rapports communautaires qu'elle-même a l'obligation d'établir. La Commission a donc adressé un avis motivé à l'Irlande et a décidé d'en faire autant contre le Luxembourg, la Belgique, le Portugal et l'Italie.

Il convient de noter à titre final que la législation communautaire de l'eau est actuellement en cours de révision afin d'adapter les instruments aux évolutions rencontrées depuis plus de vingt ans qu'a été inaugurée cette politique, et donc de renforcer les exigences actuelles tout en introduisant la gestion par bassin hydrologique. La directive-cadre sur l'eau, qui a fait l'objet d'une proposition de la Commission en février 1997 afin d'harmoniser les paramètres de qualité des eaux et de protéger tous les types d'eau, est en cours d'adoption. Cette directive, quand elle sera adoptée et mise en œuvre, sera appelée à remplacer un certain nombre de directives actuelles concernant les eaux souterraines (directive 80/68/CEE) ou superficielles, et dans ce cas destinées à la production d'eau alimentaire (directive 75/440/CEE) ou à la vie des poissons (directive 78/659/CEE) ou des crustacés et coquillages (directive 79/923/CEE). Les règles découlant de la directive 76/464/CEE (rejets dans l'eau) et de ses directives-filles devraient aussi entrer dans le champ de cette législation-cadre.

La directive 76/160/CEE (eaux de baignade) est toujours en cours de révision (proposition amendée de révision adoptée par la Commission en novembre 1997). On notera enfin que la directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution (dite «IPPC») comporte des règles relatives à la pollution de l'eau.

2.12.5. Nature

La Communauté dispose de deux instruments juridiques majeurs pour la protection de la nature: la *directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages* et la *directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que de la faune et de la flore sauvages*.

S'agissant de la transposition de la directive 79/409/CEE, la situation demeure contrastée. Certains progrès ont pu être constatés, notamment en ce qui concerne le statut de protection des espèces (article 5) et les conditions pour déroger à l'obligation de protection (article 9). Ainsi, la procédure fondée sur l'article 171 relative à la Belgique (trans-

position des articles 5 et 9) a pu être classée, suite à l'adoption en décembre 1997 d'un arrêt par la région flamande. De même, il convient de noter l'édiction par l'Espagne de la loi du 5 novembre 1997 qui reprend, de manière conforme à l'article 9 de la directive, les possibilités d'octroi de dérogations, et l'adoption par la Finlande d'un décret sur la chasse le 27 novembre 1998 qui vise à la mise en conformité avec la directive 79/409/CEE.

Mais d'autres problèmes de non-conformité ne sont pas résolus. Ainsi, la procédure fondée sur l'article 171 relative à la France (transposition de l'article 5 pour plusieurs espèces d'oiseaux) a fait l'objet d'une seconde saisine de la Cour (affaire C-373/98), en l'absence, dix-sept ans après l'entrée en vigueur de la directive et dix ans après l'arrêt, de mesures de transposition complètes et conformes. Conjointement à la saisine, la Commission a proposé à la Cour d'infliger à la France une astreinte journalière de 105.500 écus à compter du second arrêt. De même, dans plusieurs États membres, certaines activités (chasse, régulation des espèces, commerce) ne sont toujours pas encadrées de manière conforme à l'article 9. La Commission a donc décidé de saisir la Cour pour des manquements de l'Italie et de la France en ce qui concerne la transposition de l'article 9 et de la Belgique pour ce qui concerne l'article 6.

La Commission a également dû décider de saisir la Cour en ce qui concerne les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs en France, contraires aux dispositions de l'article 7 paragraphe 4. Cette affaire a entraîné l'envoi à la Commission d'un grand nombre de plaintes, ainsi que la réception par le Parlement européen de nombreuses pétitions, tantôt favorables et tantôt défavorables au régime français des dates de chasse que conteste la Commission dans cette procédure d'infraction.

S'agissant de la transposition de la directive 92/43/CEE, bien que le délai de transposition soit parvenu à échéance en juin 1994, plusieurs États membres n'ont pas communiqué, en totalité ou en partie, la législation de transposition des dispositions de la directive. La directive doit être transposée notamment en ce qui concerne l'article 6 (régime de protection des habitats intégrés dans les futures zones spéciales de conservation) et les articles 12 à 16 (régime de protection des espèces).

Suite à l'arrêt de la Cour de justice reconnaissant le manquement de la Grèce du fait de l'absence de communication de mesures de transposition ⁽⁴⁶⁾, la Commission poursuit la procédure en exécution de l'arrêt sur le fondement de l'article 171 du traité et a notifié à ce titre un avis motivé aux autorités helléniques. La Commission a saisi la Cour de la non-transposition par la France de l'article 6 de la directive ⁽⁴⁷⁾. Elle a également décidé d'en faire de même contre la Finlande en ce qui concerne la province des îles Åland, dans la mesure où les législations récemment adoptées n'assurent pas une transposition complète de la directive. Cependant la Finlande a communiqué, suite à cette décision, des mesures de transposition pour cette province.

S'agissant en revanche de l'Allemagne, la procédure qui a conduit à un arrêt reconnaissant le manquement de cet État membre ⁽⁴⁸⁾, a pu être classée suite à l'adoption d'une loi en 1998. De même, il convient de noter l'édiction par l'Espagne d'un décret royal en juin 1998 qui assure la mise en conformité de sa législation avec l'article 16 de la directive (conditions pour déroger à l'obligation de protection) et l'adoption par la Finlande du décret précité sur la chasse le 27 novembre 1998, destiné, selon les autorités de cet État membre, à la mise en conformité du droit national avec la directive 92/43/CEE comme avec la directive 79/409/CEE.

⁽⁴⁶⁾ Arrêt du 26 juin 1997, affaire C-329/96.

⁽⁴⁷⁾ Affaire C-256/98.

⁽⁴⁸⁾ Arrêt du 11 décembre 1997, affaire C-83/97.

S'agissant de l'application des directives 79/409/CEE et 92/43/CEE, les principaux problèmes ont, comme par le passé, trait à la protection des sites et habitats, qu'il s'agisse de la désignation comme zone de protection spéciale pour les oiseaux ou de la sélection en vue de rejoindre le réseau Natura 2000 et de la protection des sites présentant un intérêt naturel.

Le classement, conformément à l'article 4 de la directive 79/409/CEE, de zones de protection spéciale (ZPS) pour les oiseaux sauvages dès lors que sont réunis les critères ornithologiques objectifs qui imposent ce classement, continue de soulever des difficultés vis-à-vis de plusieurs États membres. Quoique les zones de protection spéciale des oiseaux sauvages soient appelées à rejoindre le réseau Natura 2000, l'obligation découlant de l'article 4 de la directive 79/409/CEE est juridiquement autonome de celle découlant de la directive 92/43/CEE et relative à la constitution par étapes du réseau Natura 2000 comme ensemble organisé de sites d'importance communautaire pour l'ensemble des espèces et des habitats mentionnés par la directive 92/43/CEE.

Les territoires concernés sont ceux qui accueillent les espèces mentionnées à l'annexe I de la directive ainsi que les espèces migratrices, avec une importance particulière attachée à la protection des zones humides, tout particulièrement celles d'importance internationales. L'article 4 de la directive 79/409/CEE, telle qu'interprétée par la Cour de justice notamment dans son arrêt du 11 juillet 1996 (affaire C-44/95) concernant la zone du Lappel Bank dans l'estuaire de Medway près du port de Sheerness dans le Kent (Royaume-Uni) est clair: seuls les critères de nature ornithologique et écologique, à l'exclusion de tout critère économique ou social, doivent être pris en compte au moment du choix et de la délimitation d'une Z.P.S.

La Commission poursuit donc des procédures d'infractions concernant plusieurs cas particuliers d'importance significative. Suite à l'arrêt de 1993 de la Cour de justice relatif aux marais de Santoña en Espagne, la Commission poursuit une procédure sur le fondement de l'article 171 en vue d'obtenir une exécution complète de l'arrêt. La procédure engagée contre la France en ce qui concerne le cas de l'estuaire de la Seine (affaire C-166/97) se poursuit, l'avocat général ayant rendu ses conclusions le 10 décembre 1998. La Commission a également saisi la Cour du même grief contre la France en ce qui concerne le Marais Poitevin (affaire C-096/98) et les Basses Corbières/Vingrau (affaire C-374/98). Des procédures se poursuivent contre la France en ce qui concerne la Baie de Canche et le Platier d'Oye, la Plaine des Maures et les Basses Vallées de l'Aude. La Commission a également saisi la Cour du même grief contre les Pays-Bas en ce qui concerne la zone de la Waddenzee (affaire C-63/98). La Commission a en revanche pu classer la procédure contre l'Espagne relative à l'île de Fuerteventura aux Canaries.

En outre, il faut constater que les ZPS auraient dû être classées depuis l'entrée en vigueur de la directive en 1981. Or une insuffisance globale en nombre et en superficie des ZPS classées peut être constatée dans plusieurs États membres.

La Cour de justice a rendu le 19 mai 1998 dans l'affaire C-3/96 un important arrêt constatant le manquement des Pays-Bas pour ce grief. La Cour y confirme, comme elle l'avait déjà indiqué dans l'arrêt du 2 août 1993 (*Commission/Espagne*, affaire C-355/90), que s'il est vrai que les États membres jouissent d'une certaine marge d'appréciation en ce qui concerne le choix des ZPS, il n'en demeure pas moins que le classement de ces zones obéit à certains critères ornithologiques, déterminés par la directive. Il s'ensuit que la marge d'appréciation dont jouissent les États membres lors du choix des territoires les plus appropriés pour le classement en ZPS ne concerne pas l'opportunité de classer en ZPS les territoires qui apparaissent comme étant les plus appropriés selon des critères ornithologiques, mais seulement la mise en œuvre de ces critères en vue de l'identification des territoires les plus appropriés à la conservation des espèces énumérées à l'annexe I de

la directive. Par conséquent, les États membres sont tenus de classer en ZPS tous les sites qui, en application des critères ornithologiques, apparaissent comme étant les plus appropriés au regard de la conservation des espèces en cause. Ainsi, dès lors qu'il apparaît qu'un État membre a classé en ZPS des sites dont le nombre et la superficie totale sont manifestement inférieurs au nombre et à la superficie totale des sites considérés comme les plus appropriés à la conservation des espèces en cause, il pourra être constaté que cet État membre a manqué à l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la directive. La Cour rejette ainsi la thèse des Pays-Bas selon laquelle la Commission serait tenue d'établir, territoire par territoire, des manquements spécifiques à cette disposition.

De plus, dans la même affaire, la Cour a admis la pertinence de la production par la Commission d'un inventaire ornithologique global des zones de grand intérêt pour la conservation des oiseaux sauvages dans la Communauté préparé à l'intention de la direction générale compétente de la Commission par le Groupe européen pour la conservation des oiseaux et des habitats, en liaison avec le Conseil international de la préservation des oiseaux et en coopération avec des experts de la Commission. Cet inventaire, bien que n'étant pas juridiquement contraignant pour les États membres concernés, peut donc en l'occurrence, en raison de sa valeur scientifique reconnue en l'espèce, être utilisé par la Cour comme base de référence pour apprécier dans quelle mesure le royaume des Pays-Bas a respecté son obligation de classer des ZPS. Dans les circonstances de l'espèce, il s'est avéré que le seul document contenant des éléments de preuve scientifiques permettant d'apprécier le respect par l'État membre défendeur de son obligation de classer en ZPS les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie à la conservation des espèces protégées était ledit inventaire. Il en serait allé différemment si les Pays-Bas avaient produit des éléments de preuve scientifiques, tendant notamment à démontrer qu'il pouvait être satisfait à l'obligation en cause en classant en ZPS un nombre et une superficie totale de territoires inférieurs à ceux résultant dudit inventaire.

La Commission, sur la base de l'article 171 du traité, poursuit l'exécution de cet arrêt contre les Pays-Bas.

La Commission poursuit également d'autres procédures sur le même grief contre d'autres États membres. Ainsi la Commission a décidé d'adresser un avis motivé à l'Allemagne et à la Finlande, et a adressé un avis motivé à l'Italie et au Portugal. La procédure a en outre été engagée contre d'autres États membres. La Commission en revanche suspendu sa décision de saisir la Cour de justice contre le Luxembourg, cet État membre ayant procédé en octobre 1998 à la désignation de plusieurs ZPS.

S'agissant de la mise en œuvre de la directive 92/43/CEE, la constitution du réseau Natura 2000, le réseau communautaire des sites, progresse nettement, illustrant que la démarche innovatrice de la directive est de mieux en mieux comprise: constitution en étape du réseau; large concertation entre la Commission et les États membres; régime juridique des zones spéciales de conservation rendant possible des plans de gestion, et des mesures de conservation, éventuellement de nature contractuelle, et reconnaissant la possibilité de déroger pour des raisons impérieuses d'intérêt public majeur à l'interdiction de détériorer les habitats et perturber significativement les espèces.

Les propositions par les États membres de sites à désigner au titre de la directive 92/43/CEE se sont poursuivies, ce qui est positif même si aucun État membre n'a transmis à la date limite de juin 1995 fixée par la directive la liste complète des sites proposés pour faire l'objet d'une protection dans le cadre de cette directive. Les procédures engagées contre le Portugal et la Grèce pour absence ou insuffisance de la liste des sites proposés ont pu être classées. Suite à la transmission de listes substantielles en cours d'analyse par l'Espagne, le Luxembourg, la Suède, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Au-

triche et le Danemark, les procédures d'infraction contre ces États membres sont, à la fin de l'année 1998, suspendues. La Finlande a communiqué à la fin de l'année 1998 une liste importante de sites mais avec certaines réserves. Les retards les plus significatifs désormais concernent désormais l'Irlande, l'Allemagne et la France; la Commission a décidé de saisir la Cour des manquements de ces trois États.

Il faut noter que la Cour de justice a été saisie par un tribunal britannique d'une question préjudicielle sur le fondement de l'article 177 concernant la portée de l'obligation de sélectionner des sites en vue de la constitution du réseau Natura 2000 (affaire C-371/98).

Il faut aussi remarquer que, fréquemment, les informations relatives aux sites et aux espèces qu'ils abritent ne sont pas communiquées de manière complète ou appropriée par les États membres lors de la communication de la liste des sites. Il est plus difficile dans ces conditions d'engager les étapes ultérieures prévues par la directive 92/43/CEE, mais la Commission poursuit sa tâche à cet égard et agit pour que ces retards ne portent pas préjudice à la constitution du réseau Natura 2000.

La Commission continue par ailleurs de pratiquer une politique stricte en matière d'octroi des financements communautaires destinés à la conservation des sites dans le cadre du règlement LIFE sur les sites intégrés et en voie d'intégration dans le réseau Natura 2000. De surcroît, la Commission examine avec vigilance le respect des règles environnementales lorsqu'elle reçoit des demandes de cofinancement au titre des Fonds structurels (objectifs 2 et 5b) et du Fonds de cohésion.

Le nombre de plaintes reçues par la Commission et de procédures d'infraction portant sur des cas de mauvaise application relatifs à des problèmes particuliers et localisés reste élevé. Ceci illustre les difficultés pratiques qui surgissent parfois, dans la mesure où la protection des espaces et des espèces peut entrer en conflit avec certains enjeux économiques et sociaux. Un autre élément d'explication est que les directives 79/409/CEE et 92/43/CEE sont parmi les instruments du droit communautaire de l'environnement les mieux connus par les citoyens, et que leur apport concret à la protection effective de la nature est largement reconnu. Dès lors, le grand nombre de plaintes dont leur application fait l'objet doit être regardé à la fois comme la marque de leur succès et le signe des progrès qui restent à accomplir par les États membres.

Les deux principales catégories de problèmes soulevés par les plaintes sont d'une part l'absence de classement en ZPS de zones particulières correspondant aux critères ornithologiques objectifs justifiant un classement, et d'autre part les problèmes posés par l'exécution d'un projet pouvant affecter le site. S'agissant de l'absence de classement en ZPS de zones particulières, la Commission continue à instruire avec attention lesdites plaintes, tout en tendant à les traiter dans le cadre de la procédure générale mentionnée plus haut relative à l'insuffisance globale des classements de sites en ZPS. D'ailleurs dans la plupart des cas, les problèmes soulevés par ces plaintes sont réglés pendant la phase d'instruction, sans qu'il y ait besoin d'émettre une lettre de mise en demeure. Cependant plusieurs procédures ont été engagées en 1998 contre différents États membres. En particulier, un avis motivé a été adressé à la Belgique concernant une ZPS en Flandre (vallée de la Zwarte Beek).

Concernant l'exécution de projets pouvant affecter un site classé ou susceptible d'être classé en ZPS, il faut rappeler que l'article 6 de la directive 92/43/CEE interdit en principe les détériorations et perturbations significatives, mais permet de déroger à ce principe sous réserve du respect de certaines conditions: évaluation appropriée des incidences du projet, recherche de solutions alternatives à l'implantation dans le site naturel, et en l'absence d'alternatives et en cas d'intérêt public majeur, y compris économique, réalisation du projet après octroi de mesures compensatoires et information de la Commission. Or de nombreuses plaintes dénoncent l'absence de respect de ces dispositions.

Il faut également noter que certains problèmes d'application de la directive 92/43/CEE peuvent surgir en ce qui concerne la protection, non des sites, mais des espèces. Ceci a par exemple amené la Commission à engagé une procédure d'infraction contre la Grèce pour les menaces pesant sur l'espèce de tortue *Caretta caretta* sur l'île de Zakynthos.

Suite à l'engagement d'une procédure d'infraction par la Commission, la Grèce a communiqué la loi n° 2637 du 27 août 1998, qui vise à permettre une correcte application pour certaines espèces du règlement (CE) n° 338/97 mettant en œuvre dans la Communauté la convention de Washington de 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (dite aussi «convention CITES»).

La Commission a pu classer la procédure engagée contre la France concernant l'application du règlement (CEE) n° 3254/91 relatif aux pièges à mâchoires suite à l'adoption d'un arrêté du 28 novembre 1997 supprimant les contradictions avec le règlement.

2.12.6. *Bruit*

Comme dans le passé, la mise en œuvre des directives dans ce secteur ne soulève pas de grandes difficultés. En effet, ces directives établissent des normes applicables aux nouveaux produits à mettre sur le marché et non au bruit ambiant résultant de la combinaison de sources multiples (par exemple, du bruit urbain causé par les embouteillages ou par des activités industrielles à proximité de zones résidentielles). Or, les plaintes reçues par la Commission portent sur des questions de bruit ambiant et par conséquent, ne peuvent pas, en l'absence d'une approche communautaire globale se traduisant par une législation particulière en la matière, être traitées au niveau communautaire.

La procédure d'infraction relative à l'exploitation, sur les aéroports de Bruxelles-Zaventem et d'Ostende en Belgique, d'avions anciens et bruyants en violation de la directive 92/14/CEE relative à la limitation de l'exploitation de certaines catégories d'avions demeure ouverte, mais des mesures ont été prises par les autorités compétentes et certains avions concernés semblent susceptibles de bénéficier de dérogations au titre de la directive 98/20/CE modifiant la directive 92/14/CEE.

La Cour de justice a rendu un arrêt le 14 juillet 1998 dans l'affaire C-389/96 (*Aher-Wagon GmbH contre Bundesrepublik Deutschland*) dont elle a été saisie suite à une question préjudicielle de la cour administrative fédérale allemande, s'agissant d'une réglementation allemande qui a pour effet d'interdire l'immatriculation en Allemagne des avions déjà immatriculés dans d'autres États membres qui dépassent les limites sonores établies par cette réglementation, alors que des appareils immatriculés en Allemagne avant l'édiction de cette réglementation peuvent continuer à être exploités. La Cour a dit pour droit que l'article 30 du traité CE ne s'oppose pas à une réglementation nationale qui subordonne la première immatriculation sur le territoire national d'avions préalablement immatriculés dans un autre État membre au respect de normes sonores plus sévères que celles prévues par la directive 80/51/CEE relative à la limitation des émissions sonores des aéronefs subsoniques tout en exemptant les avions qui ont obtenu l'immatriculation sur ledit territoire avant la mise en application de cette directive.

S'agissant de la communication des mesures de transposition de la directive 95/27/CE modifiant la directive 86/662/CEE, relative à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques et à câble, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses pelleuses, la Cour de justice a rendus deux arrêts le 15 octobre 1998 constatant le manquement de l'Italie (affaire C-324/97) et de la Belgique (affaire C-326/97). L'Italie a communiqué des mesures de transposition (décret du 26 juin) et la procédure contre cet État membre a pu être classée, au contraire de celle relative à la Belgique.

2.12.7. Chimie et biotechnologies

La législation communautaire dans le domaine de la chimie et des biotechnologies rassemble plusieurs groupes d'actes portant sur des produits ou des activités qui présentent des caractéristiques communes: complexité technique, évolutions fréquentes pour s'adapter au progrès des connaissances, champ d'application à la fois scientifique et industriel, risques particuliers pour l'environnement. Le respect du principe de précaution est particulièrement important dans ce domaine. Pour autant, les États membres souhaitent que la directive reste l'instrument principal utilisé dans ce secteur, ce qui en retour les oblige à adopter, avec une fréquence élevée, des mesures de transposition. Ces mesures, en outre, doivent être conformes aux directives, ce qui n'est pas toujours le cas. Une telle situation oblige la Commission à engager des procédures d'infraction pour éviter la prohibition de la mise sur le marché de substances autorisées en vertu des directives communautaires ou, au contraire, la mise sur le marché de substances non autorisées.

La directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses est caractérisée par ses modifications fréquentes, rendues nécessaires par les évolutions scientifiques et techniques. Ainsi, il faut noter que plusieurs directives modifiant de la directive 67/548/CEE sont arrivées à échéance de transposition en 1998:

- directive 96/54/CE de la Commission du 30 juillet 1996 portant 22ème adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE;
- directive 96/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 septembre 1996 modifiant la directive 67/548/CEE ⁽⁴⁹⁾;
- directive 97/69/CE de la Commission du 5 décembre 1997 portant vingt-troisième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE précitée ⁽⁵⁰⁾.

En outre la Commission a adopté les directives 98/73/CE du 18 septembre 1998 ⁽⁵¹⁾ et 98/98/CE du 15 décembre 1998 ⁽⁵²⁾ portant respectivement vingt-quatrième et vingt-cinquième adaptation au progrès technique de la directive 67/548/CEE

Face à cette évolution rapide des textes communautaires, il faut regretter des retards trop fréquents dans la transposition. Mais la Commission engage systématiquement des procédures à cet égard, et n'hésite pas à saisir la Cour de justice chaque fois que nécessaire.

La Belgique, en adoptant l'arrêté royal du 13 novembre 1997 publié le 26 mars 1998, a régularisé sa situation au regard de plusieurs procédures d'infraction engagées par la Commission et qui concernaient la transposition des directives 92/32/CEE, 92/69/CEE, 93/67/CEE, 93/105, 93/21/CEE, 91/410/CEE, 93/90/CEE, 93/72/CE et 93/101/CE. Ces procédures avaient entraîné des arrêts de la Cour du 12 décembre 1996, du 29 mai 1997 et du 11 décembre 1997. L'absence de transposition de la directive 94/69/CE a conduit à saisir la Cour de justice contre la Belgique (affaire C-79/98) et à décider d'en faire autant contre le Portugal. S'agissant en revanche de l'Irlande, la procédure engagée concernant la transposition de la directive 94/69/CE a pu être classée suite à la communication d'un règlement.

La directive 96/56/CE prévoit le remplacement, en matière d'étiquetage des substances dangereuses, du sigle CEE par le sigle CE au plus tard le 1er juin 1998. En l'absence de

⁽⁴⁹⁾ Journal officiel n° L 236 du 18/09/1996 p. 35.

⁽⁵⁰⁾ Journal officiel n° L 343 du 13/12/1997 p. 19.

⁽⁵¹⁾ Journal officiel n° L 305 du 16/11/1998 p. 1.

⁽⁵²⁾ Journal officiel n° L 355 du 30/12/1998 p. 1.

transposition, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé au Portugal, à l'Allemagne, à la Grèce et à la Belgique.

Il faut également noter l'adoption de la *directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides* ⁽⁵³⁾ qui devra prochainement faire l'objet de mesures de transposition par les États membres.

S'agissant de la *directive 86/609/CEE relative à la protection des animaux utilisés à des fins expérimentales*, la Cour de justice a rendu le 15 octobre 1998 un arrêt dans l'affaire C-268/97 engagée par la Commission contre la Belgique et reconnu le manquement de cet État à transposer les articles 14 (formation des expérimentateurs) et 22 (reconnaissance mutuelle) de la directive. L'affaire quant aux inspections menées dans les établissements où sont utilisés les animaux contre le Portugal (C-299/97) se poursuit. La Commission a décidé de saisir la Cour contre le Luxembourg, d'adresser un avis motivé complémentaire contre l'Irlande et d'adresser un avis motivé à la France en raison du caractère incorrect de la transposition. La Suède a finalement communiqué, suite à l'engagement d'une procédure d'infraction, des mesures de transposition de la directive, à savoir notamment la modification de la loi sur la protection des animaux ainsi qu'une modification du règlement sur la protection des animaux et des lignes directrices sur le traitement des animaux utilisés lors d'expériences. De même, la procédure contre le Royaume-Uni a pu être classée suite à la modification en août 1998 de la loi de 1986 sur les procédures scientifiques concernant les animaux.

Par ailleurs, la Commission continue d'enregistrer des plaintes relatives à l'application de cette directive (utilisation de chiens errants à des fins expérimentales, qualité des soins et des conditions d'hébergement des animaux destinés aux expériences, etc.) et veille au respect intégral des dispositions de cette directive.

S'agissant des *organismes génétiquement modifiés (OGM)*, leur usage a été encadré par la directive 90/219/CEE qui porte sur leur usage confiné et la directive 90/220/CEE qui porte sur leur dissémination. Ces directives ont été modifiées en 1994 afin de les adapter au progrès technique, la première par la directive 94/51/CE et la seconde par la directive 94/15/CE. Plus récemment, la directive 97/35/CE est venue modifier l'annexe III de la directive 90/220/CEE.

Par ailleurs, il faut noter que la directive 90/219/CEE a été modifiée par la directive 98/81/CE du Conseil du 26 octobre 1998, relative à l'utilisation confinée de micro-organismes génétiquement modifiés ⁽⁵⁴⁾, qui devra être transposée au plus tard le 5 juin 2000. Cette directive porte principalement sur l'adaptation des procédures administratives au risque effectif lié aux activités impliquant des OGM; ces derniers seront désormais regroupés dans quatre, et non plus deux, groupes de risque; des mesures minima de confinement et de contrôle sont définies pour chaque groupe de risque, la possibilité d'adapter la directive au progrès technique étant simplifiée.

La proposition de modification de la directive 90/220/CEE adoptée par la Commission à la fin de l'année 1997 ⁽⁵⁵⁾ vise à accroître la transparence de la procédure d'approbation de la mise sur le marché des OGM, systématise l'étiquetage des produits utilisant ces organismes, détermine des principes communs pour l'évaluation des risques et adapte les procédures administratives aux risques, y compris indirects.

⁽⁵³⁾ Journal officiel n° L 123 du 24/04/1998 p. 1.

⁽⁵⁴⁾ Journal officiel n° L 330 du 05/12/1998 p. 13.

⁽⁵⁵⁾ Journal officiel n° C 139 du 04/05/1998 p. 0001.

La Cour, dans un arrêt du 29 mai 1997 (affaire C-357/96), a reconnu le manquement de la Belgique quant à l'absence de communication de mesures de transposition de la directive 94/15/CE. En l'absence de régularisation, la Commission poursuit une procédure sur le fondement de l'article 171 du traité et a décidé d'adresser un avis motivé à cet État membre. La Cour a également reconnu le 16 juillet 1998 le manquement de la Belgique (affaire C-343/97) concernant la transposition des directives 90/219/CEE, 90/220/CEE et 94/51/CEE, et, de même que précédemment, la Commission poursuit une procédure sur le fondement de l'article 171 du traité. La Commission a enfin dû décider de saisir la Cour de l'absence de transposition de la directive 97/35/CE par la Belgique.

La Cour, dans un autre arrêt du 16 juillet 1998 (affaire C-339/97), a reconnu le manquement du Luxembourg quant à l'absence de communication de mesures de transposition des directives 94/15/CE et 94/51/CE. Si le Luxembourg a communiqué des mesures concernant la directive 94/15/CE ⁽⁵⁶⁾, il n'en va pas de même pour l'autre directive, ce qui a conduit la Commission à poursuivre une procédure sur le fondement de l'article 171 du traité à cet égard.

Toujours le 16 juillet 1998, la Cour a reconnu le manquement du Portugal (affaire C-285/97) pour l'absence de communication par le Portugal des mesures de transposition de la directive 94/51/CE. Le décret-loi du 7 mai 1998 assurant la transposition de la directive, la Commission a pu classer la procédure. Un autre décret-loi du 25 juin 1998 assure la transposition de la directive 97/35/CE. Malgré cette transposition, certaines difficultés subsistent et la Commission a décidé de saisir la Cour concernant plusieurs points de non-conformité de la législation portugaise aux directives 90/219/CEE et 90/220/CEE.

La Commission a également pu classer la procédure contre l'Allemagne, pour laquelle elle avait décidé de saisir la Cour, du fait de la non-conformité de la transposition par l'Allemagne de la directive 90/219/CEE s'agissant des articles 14 (plans d'urgence), 15 (information des autorités par l'utilisateur en cas d'accident) et 16 (consultation de la Commission et des États membres sur les plans d'urgence et en cas d'accident). En effet, cet État a communiqué une législation ⁽⁵⁷⁾ transposant cette directive.

La Commission a aussi décidé de saisir la Cour de l'absence de transposition de la directive 97/35/CE par la Grèce.

2.12.8. Déchets

Les procédures d'infraction dans le domaine des déchets demeurent nombreuses et portent aussi bien sur la transposition formelle que sur l'application pratique. Les difficultés à faire appliquer le droit communautaire dans ce secteur s'expliquent probablement autant par les nécessaires modifications des comportements des particuliers, des administrations que des opérateurs économiques que par les coûts de ces modifications. La Commission veille cependant avec soin au respect de la législation communautaire relative aux déchets.

En ce qui concerne la *directive-cadre sur les déchets (directive 75/442/CEE modifiée par la directive 91/156/CEE)*, la Commission a pu procéder au classement des procédures engagées sur la base de l'article 171 contre l'Espagne et la France suite aux arrêts du 5 juin

⁽⁵⁶⁾ Règlement grand-ducal du 17 avril 1998 déterminant les informations que doivent contenir les demandes d'autorisation de projets de dissémination volontaire d'OGM et de projets de mise sur le marché d'OGM (Mémorial A du 28 avril 1998, p. 458).

⁽⁵⁷⁾ Gentechnik-Notfallverordnung, publiée le 16 décembre 1997.

1997 constatant le manquement de ces deux États (affaires C-107/96 et C-223/96 respectivement). L'Espagne a en effet communiqué une loi du 21 avril 1998 et la France un décret du 30 juillet et des arrêtés du 12 août et du 9 septembre 1998. Il faut également noter la communication par l'Italie de plusieurs actes, tels que le décret-loi du 8 novembre 1997 et deux décrets du 5 février et du 1er avril 1998, qui cependant ne permettent pas encore d'achever la transposition complète et conforme de la directive en droit italien.

La plupart des difficultés de mise en œuvre soulevées par cette directive-cadre concernent son application et notamment le problème des décharges de déchets, objet de plaintes nombreuses dénonçant des décharges non autorisées, à la localisation contestée, mal exploitées ou polluant l'eau, etc. La directive impose une autorisation préalablement à la mise en exploitation d'installation d'élimination et de valorisation de déchets; s'agissant de l'élimination des déchets, cette autorisation doit d'ailleurs fixer des conditions d'exploitation qui en limitent les incidences sur l'environnement. Il convient cependant de rappeler que les possibilités d'actions de la Commission en matière de décharges sont particulièrement restreintes dans la mesure où ce domaine ne fait pas encore l'objet d'une réglementation spécifique détaillée au niveau communautaire. D'ailleurs le principe de la mise en décharge n'est pas, en lui-même, contesté par la législation communautaire. Il faut cependant noter que le droit communautaire en la matière est appelé à prochainement évoluer, la proposition de directive du Conseil concernant la mise en décharge des déchets ⁽⁵⁸⁾ a fait l'objet d'une position commune du Conseil ⁽⁵⁹⁾.

Ceci étant, la Commission cherche, devant ce type de cas ponctuels, d'éventuels problèmes plus généraux tel notamment que l'absence de plans de gestion des déchets ou de plans insuffisants ou inadéquats – une décharge illégale peut révéler un besoin non satisfait de gestion des déchets. C'est dans cet esprit que la Commission a saisi la Cour une seconde fois contre la Grèce (affaire C-387/97), sur le fondement de l'article 171 du traité, du fait de l'inexécution de l'arrêt de la Cour du 7 avril 1992 (affaire C-45/92), s'agissant d'une situation ponctuelle d'élimination des déchets dans des conditions ne respectant pas l'environnement à Kouroupitos (Crète) et d'une absence de plan de gestion des déchets. Pour des faits en partie analogues concernant un cas de décharge sauvage dans la vallée de San Rocco, la Commission a décidé de saisir la Cour contre l'Italie (affaire C-365/97) et la procédure judiciaire se poursuit.

Eu égard à l'importance de la planification en matière de gestion des déchets, comme les différents exemples précités le mettent en relief, la Commission a décidé en octobre 1997 d'engager des procédures d'infraction à l'encontre de l'ensemble des États membres qui, à l'exception de l'Autriche, n'ont pas établi de manière systématique les plans de gestion des déchets. Ces procédures couvrent, selon les cas, les lacunes concernant les plans requis par l'article 7 de la directive-cadre, les plans de gestion des déchets dangereux, tels que prévus à l'article 6 de la directive 91/689/CEE, ainsi que les déchets d'emballages, pour lesquels l'article 14 de la directive 94/62/CE exige une planification spécifique. La Commission a décidé de saisir la Cour contre l'Irlande pour les trois catégories de plans et contre la Belgique pour les plans couvrant les déchets d'emballages. Un avis motivé a été notifié à la France, au Luxembourg, à l'Espagne, à l'Italie, aux Pays-Bas et à la Grèce, et la Commission a décidé d'adresser un avis motivé au Royaume-Uni, à l'Allemagne et à la Suède. Par ailleurs, la Commission a poursuivi en 1998 sur le fondement de l'article 171 du traité la procédure engagée contre l'Allemagne du fait de l'inexécution partielle de l'arrêt du 10 mai 1995 (affaire C-422/92) en ce qui concerne le manquement

⁽⁵⁸⁾ Journal officiel n° C 156 du 24/05/1997 p. 10.

⁽⁵⁹⁾ Journal officiel n° C 333 du 30/10/1998, p. 15.

concernant l'absence de plans de gestion pour les déchets dangereux dans plusieurs Länder. Cependant des plans ont été communiqués à la Commission en fin d'année.

Selon le droit communautaire, les plans de gestion doivent couvrir l'ensemble des déchets soumis à ces directives et porter sur le type, la quantité et l'origine des déchets à valoriser ou à éliminer, sur les prescriptions techniques générales, sur les dispositions spéciales concernant des déchets particuliers et sur les sites et installations appropriés pour l'élimination. Les plans de gestion doivent contribuer à la réalisation des objectifs de limitation de la production et de réduction des déchets, de traitement par priorité par valorisation, d'élimination des déchets en minimisant les risques pour l'environnement, et d'établissement d'un réseau intégré et adéquat d'installations d'élimination des déchets. Ces objectifs ambitieux démontrent la nécessité pour les États membres de se doter de plans couvrant l'ensemble de leur territoire et qui sont régulièrement mis à jour.

La directive 75/442/CEE est complétée pour ce qui concerne les déchets dangereux par la *directive 91/689/CEE*. Le Royaume-Uni, dernier État membre à n'avoir pas communiqué de mesures de transposition pour l'ensemble de son territoire, et à qui la Commission a adressé à ce titre un avis motivé en 1998, a finalement communiqué des mesures adoptées le 14 août 1998 pour l'Irlande du nord et la procédure a pu être classée. En revanche, un certain nombre d'États membres n'ont pas communiqué à la Commission certaines informations requises portant sur les établissements et entreprises d'élimination et de valorisation des déchets dangereux. La Commission a donc décidé d'adresser un avis motivé à la Belgique, la Grèce, l'Italie et le Portugal.

La mise en œuvre des *directives concernant les piles et accumulateurs contenant certaines substances dangereuses (91/157/CEE et 93/86/CEE)* a connu des progrès significatifs au cours de l'année 1998. En effet, les retards dans l'adoption des mesures de transposition par l'Italie, l'Allemagne et la France, qui avaient fait l'objet d'arrêts de la Cour constatant le manquement de ces États, ont été résolus. La Commission s'est désistée de son recours contre l'Italie dans l'affaire C-286/96 concernant la directive 93/86/CEE. En effet, suite à l'arrêt du 11 juillet 1996 (affaire C-303/95) constatant le défaut de transposition de la directive 91/157/CEE et à l'engagement par la Commission d'une procédure sur base de l'article 171 du traité pour non-exécution de l'arrêt, cet État membre a régularisé sa situation, en adoptant le 20 novembre 1997 un décret qui transpose les deux directives. La France a également régularisé sa situation après l'engagement d'une procédure sur base de l'article 171 du traité pour non-exécution de l'arrêt du 29 mai 1997 (affaires jointes C-282/96 et C-283/96) constatant le défaut de transposition des directives 91/157/CEE et 93/86/CEE. Cet État membre a en effet adopté le 30 décembre 1997 un décret qui transpose les deux directives. La non-transposition des deux directives a enfin été constatée, pour ce qui concerne l'Allemagne, par l'arrêt du 13 novembre 1997 (affaire C-236/96), mais cet État membre a communiqué des mesures de transposition ⁽⁶⁰⁾ qui ont permis de classer la procédure.

En second lieu, la Commission poursuit des procédures d'infraction contre les États membres qui n'ont pas encore établi les programmes prévus par l'article 6 de la directive. La Cour de justice a rendu à cet égard son premier arrêt le 28 mai 1998 dans l'affaire C-298/97, reconnaissant le manquement de l'Espagne. Ces programmes comprennent plusieurs éléments: réduction de la teneur en métaux lourds des piles et accumulateurs, promotion de la mise sur le marché de piles contenant des quantités plus faibles de matières dangereuses, réduction dans les ordures ménagères de la quantité de piles, promotion de la recherche, élimination séparée. L'Espagne affirmait que ces objectifs avaient été

⁽⁶⁰⁾ Batterieverordnung, publiée le 2 avril 1998.

atteints par diverses mesures telles que des investissements en infrastructures de collecte des piles et accumulateurs. Cependant, aucun programme complet n'a été établi pour répondre aux objectifs spécifiques de la directive, ce qui constitue, selon la Cour, un manquement de l'État membre. Suite à cet arrêt, la Commission a engagé la procédure fondée sur l'article 171.

La Cour poursuit l'examen de l'affaire C-347/97 engagée par la Commission contre la Belgique pour le même motif. La Commission a, au même titre, saisi la Cour contre la France (affaire C-178/98) et la Grèce (affaire C-215/98). En revanche, la procédure contre l'Italie a pu être classée, suite à l'adoption de mesures par cet État membre. Un avis motivé a été adressé au Portugal pour le même motif.

On notera pour finir en ce qui concerne les piles et accumulateurs l'adoption en 1998 de la *directive 98/101/CE de la Commission du 22 décembre 1998 portant adaptation au progrès technique* de la directive 91/157/CEE du Conseil relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses ⁽⁶¹⁾, qui devra faire l'objet d'une transposition prochaine.

La Commission a engagé des procédures d'infraction concernant la transposition de la *directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballage* dont la date de transposition est venue à échéance le 30 juin 1996. Ainsi, elle a décidé de saisir la Cour de justice à cet égard contre la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Grèce et la Belgique. Toutefois, les trois premiers États membres cités ont régularisé leur situation la Finlande a communiqué des actes adoptés pour la province de Åland, l'Irlande des règlements adoptés le 8 octobre 1998, et le Luxembourg le règlement grand-ducal du 31 octobre 1998. La Commission a également adressé un avis motivé au Royaume-Uni et au Portugal. La France a notifié un décret du 20 juillet 1998, qui assure la transposition d'un certain nombre de dispositions de la directive, mais la procédure d'infraction reste ouverte. En outre, l'Allemagne a notifié la version modifiée du 28 août 1998 du règlement relatif aux emballages, qui maintient un système de promotion de la réutilisation des emballages. Suite à ce changement de législation, la Commission a adressé une lettre de mise en demeure complémentaire à l'Allemagne, dans laquelle sont soulevées un certain nombre de questions relatives à ce système de réutilisation.

Au-delà de la transposition formelle de la directive 94/62/CE, il importe que les mesures de transposition soient conformes. Tel n'apparaît pas être le cas du Danemark, à qui la Commission a adressé un avis motivé en raison de l'interdiction, dans cet État, des canettes métalliques de boissons et d'autres types d'emballages non-réutilisables.

Il est utile de rappeler que la directive 94/62/CE contient une disposition novatrice en matière de transposition de directives. Son article 16 prévoit la notification à la Commission et aux autres États membres, pour examen préalable à leur adoption, conformément à la procédure prévue par la directive 83/189/CEE ⁽⁶²⁾, des projets de mesures nationales visant à mettre en œuvre la directive. Cette procédure de notification est assortie d'un délai de blocage de trois mois pendant lequel l'État membre concerné ne peut mettre en vigueur le projet notifié. La Commission et les États membres disposent ainsi d'un délai raisonnable pour apprécier la compatibilité du texte notifié avec les règles communautaires en matière de libre circulation des marchandises et la directive elle-même et attirer l'attention de l'État notifiant sur tout problème susceptible de résulter à cet égard de la mi-

⁽⁶¹⁾ Journal officiel n° L 001 du 05/01/1999 p. 1

⁽⁶²⁾ Cette directive a été remplacée par Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, Journal officiel n° L 204 du 21/07/1998 p. 37.

se en œuvre du projet examiné. Cette disposition, qui impose un dialogue préalable entre la Commission et les États membres dans le domaine de la transposition de la directive, contribue de ce fait à la prévention d'éventuels problèmes de conformité et, en aval, d'application. Il importe de souligner à cet égard que cette disposition ne s'applique pas seulement aux mesures adoptées en vue d'assurer la transposition de la directive mais concernera également tout projet de mesure visant à modifier les textes de transposition existants.

S'agissant du règlement (CEE) n° 259/93 sur la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté, la Commission poursuit toujours deux procédures à l'encontre de l'Allemagne et de la France pour des affaires concernant des entraves abusives au transfert de certains déchets. L'application du règlement donne lieu de façon régulière à des difficultés dès lors qu'il s'agit de déterminer la nature des déchets en cause, puisque le régime applicable diffère selon le degré de nocivité qu'ils présentent. De même, la qualification de l'opération de traitement des déchets en vue de laquelle un opérateur économique veut procéder à un transfert de déchets n'est pas sans poser problèmes: selon qu'il s'agit d'une opération de valorisation ou d'élimination, les procédures à suivre et les possibilités offertes aux autorités publiques de s'opposer à un transfert sont en effet différentes.

La Cour de justice a été conduite à se prononcer le 25 juin 1998 sur l'interprétation du règlement (CEE) 259/93, suite à des questions préjudicielles posées par le Conseil d'État des Pays-Bas dans deux affaires.

Ainsi, interrogée dans le cadre d'une affaire d'importation de déchets allemands aux Pays-Bas, sans notification aux autorités de ce dernier État membre, la Cour a précisé dans son arrêt plusieurs points (affaire C-192/96, *Beside BV and I.M. Besselsen*). En premier lieu, la Cour a dit pour droit que les termes «déchets municipaux/ménagers» (liste orange, annexe III du règlement (CEE) n° 259/93) incluent, d'une part, des déchets qui se composent principalement de déchets, visés à la liste verte figurant à l'annexe II dudit règlement, mélangés à d'autres catégories de déchets, figurant dans cette liste, et, d'autre part, des déchets, visés à la liste verte, mélangés à une faible quantité de matières qui n'y figurent pas. En second lieu, la Cour établit que la référence au stockage de matériaux (annexe II B de la directive 75/442/CEE modifiée) recouvre non seulement les cas dans lesquels le stockage est effectué dans l'entreprise dans laquelle les autres opérations visées dans cette annexe doivent être effectuées, mais également ceux dans lesquels le stockage précède un transport vers une telle entreprise, indépendamment du point de savoir si cette dernière est établie à l'intérieur ou à l'extérieur de la Communauté. En troisième lieu, la Cour établit que les renseignements énumérés à l'article 11, paragraphe 1, du règlement n° 259/93 constituent des éléments minimaux de preuve que l'autorité compétente peut exiger, en l'absence de notification, aux fins de constater que les «déchets verts» sont destinés à être valorisés. Enfin la Cour précise que le règlement n° 259/93 doit être interprété en ce sens que l'État membre de destination ne peut procéder unilatéralement à la réexpédition des déchets vers l'État membre d'expédition sans notification préalable adressée à ce dernier; l'État membre d'expédition ne peut s'opposer à leur réintroduction lorsque l'État membre de destination produit une demande dûment motivée en ce sens. La responsabilité de chaque État pour les déchets produits sur son territoire est donc clairement affirmée.

Dans le cadre de l'affaire préjudicielle C-203/96 (*Chemische Afvalstoffen Dusseldorp BV e.a./ Minister van Volkshuisvesting, Ruimtelijke Ordening en Milieubeheer*), la Cour a dit pour droit que la directive 75/442/CEE modifiée et le règlement (CEE) n° 259/93 ne sauraient être interprétés en ce sens que les principes d'autosuffisance et de proximité sont applicables aux transferts de déchets destinés à être valorisés. L'article 130 T du traité CE ne permet pas aux États membres d'étendre l'application de ces principes à de tels dé-

chets lorsqu'il apparaît qu'ils constituent une entrave aux exportations qui n'est justifiée ni par une mesure impérative tenant à la protection de l'environnement ni par une des dérogations prévues à l'article 36 dudit traité. Cette solution confirme que les déchets destinés à être valorisés (recyclage, compostage, incinération avec récupération d'énergie) peuvent jouir d'une plus grande liberté de circulation que les déchets destinés à être éliminés (incinération sans récupération d'énergie, mise en décharge) et les États membres ne peuvent soumettre les deux catégories de déchets à un seul et même régime plus restrictif.

On notera enfin, s'agissant du transfert des déchets, l'adoption du *règlement (CE) n°2408/98 de la Commission du 6 novembre 1998* modifiant l'annexe V du règlement (CEE) n°259/93 du Conseil concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ⁽⁶³⁾.

D'autres directives plus spécifiques méritent d'être mentionnées en raison des procédures d'infraction qu'elles ont engendrées ou engendrent.

Ainsi, s'agissant de la *directive 86/278/CEE, relative à la protection des sols lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture*, la France a communiqué un décret du 8 décembre 1997 et des arrêtés du 8 janvier et du 2 février 1998.

S'agissant de la première directive communautaire adoptée dans le domaine des déchets, à savoir la *directive 75/439/CEE concernant le traitement des huiles usagées*, la Commission a décidé de saisir la Cour contre le Portugal pour la non-conformité de sa transposition de la directive car la législation portugaise omet d'exiger que les installations de régénération des huiles usagées utilisent la meilleure technologie disponible lorsque cela n'entraîne pas de coûts excessifs, n'interdit pas l'emploi comme combustible d'huiles usagées d'une teneur en PCB supérieure à 50 ppm, pour les équipements utilisés avant son entrée en vigueur et ne contient pas de dispositions relatives à l'inspection périodique des installations. En outre la procédure devant la Cour de justice contre l'Allemagne (affaire C-102/97) se poursuit. Elle concerne des problèmes de mauvaise application de la directive s'agissant des problèmes de traitement par régénération des huiles usagées.

Concernant enfin l'élimination des PCB et PCT, produits particulièrement dangereux, il faut rappeler que la *directive 96/59/CE*, qui abroge l'ancienne directive 76/403/CEE, doit être transposée par les États membres au plus tard le 16 mars 1998. Faute de communication de mesures de transposition, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé au Danemark, à l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et le Royaume-Uni.

2.12.9. Environnement et industrie

Dans un domaine voisin à certains égards de celui des substances dangereuses, la *directive 82/501/CEE dite «Seveso»* porte sur la prévention des risques d'accidents industriels majeurs. La Commission a pu procéder au classement de la procédure engagée contre l'Allemagne et qui avait conduit au dépôt d'une requête à la Cour de justice (affaire C-192/97), en raison de la non-conformité de la législation, trop restrictive quant aux installations et aux substances couvertes, par rapport à la directive. En effet, cet État membre a adopté un règlement du 20 avril 1998 qui régularise la situation. S'agissant au contraire de la procédure engagée contre l'Italie, le cas demeure pendant devant la Cour (affaire C-336/97), en raison de la mauvaise application de la directive en ce qui concerne les plans d'urgence, les inspections et les mesures de contrôle.

⁽⁶³⁾ Journal officiel n° L 298 du 07/11/1998 p. 19.

Il faut noter que la *directive 96/82/CE*, qui doit être transposée au plus tard le 3 février 1999, remplacera la directive 82/501/CEE à compter du 3 février 2001 avec notamment pour objectifs une extension du champ d'application à davantage d'établissements potentiellement à l'origine d'accidents dangereux et un développement des échanges d'information entre États membres.

La Commission a décidé de saisir la Cour contre le Portugal s'agissant de la transposition de la *directive 84/360/CEE* (pollution atmosphérique des installations industrielles) dans la mesure où le système d'autorisation ne couvre pas toutes les installations visées par la directive.

S'agissant de la *directive 87/217/CEE concernant la prévention et la réduction de la pollution par l'amiante*, une procédure pour non-conformité contre la Belgique se poursuit, la Commission ayant adressé à cet État membre un avis motivé en 1998.

S'agissant des deux *directives concernant la lutte contre la pollution atmosphérique provenant de l'incinération des déchets municipaux 89/369/CEE (installations nouvelles) et 89/429/CEE (installations existantes)*, certains problèmes perdurent. La Commission a pu classer la procédure d'infraction engagée contre l'Italie sur le fondement de l'article 171, suite à l'arrêt du 26 juin 1996 dans l'affaire C-237/95 portant sur la non-communication des mesures de transposition des deux directives, l'Italie ayant adopté et publié un décret du 19 novembre 1997. La Commission a en revanche décidé de saisir la Cour contre la Belgique pour non-conformité de la législation de transposition des deux directives, malgré l'adoption d'un arrêté de la région bruxelloise du 28 mai 1998 et d'un arrêté de la région flamande du 24 mars 1998 qui règlent certains problèmes de transposition. Par ailleurs, la Commission a adressé un avis motivé à l'Espagne, cet État membre ayant autorisé aux Canaries le fonctionnement d'incinérateurs non conformes aux exigences de la directive 89/369/CEE.

S'agissant de l'incinération des déchets, la *directive 94/67/CE concernant l'incinération des déchets dangereux* devait être transposée au 31 décembre 1996. Si les procédures d'infraction contre le Danemark, l'Irlande, les Pays-Bas, le Portugal la Finlande et la Suède ont pu être classées suite à la communication par ces États de mesures de transposition, d'autres procédures se poursuivent. Ainsi la Commission a saisi la Cour du manquement de la Grèce (affaire C-388/98) et décidé d'en faire autant contre l'Autriche. Elle a également adressé un avis motivé au Royaume-Uni, à l'Italie et à la Belgique.

Il faut rappeler que la *directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution (dite «IPPC»)*, adoptée le 24 septembre 1996, doit être transposée au plus tard le 30 octobre 1999. Cette directive, qui appartient à une nouvelle génération d'initiatives communautaires en matière d'environnement, privilégie une approche globale, subsidiaire et promotrice de la participation de tous les acteurs concernés et des synergies industrie/environnement. La Commission constate que tous les États membres ne disposent pas d'instruments de transposition et que dans ce cas, le lancement de travaux visant à la transposition de la directive doivent être engagés désormais sans délai par les États membres. La Commission a d'ailleurs créé un groupe informel d'experts, qui s'est réuni durant l'année 1998, destiné à assister les États membres dans le travail de transposition de cette directive. En outre, un forum visant à l'échange d'information entre les États membres et l'industrie sur les meilleures techniques disponibles s'est réuni régulièrement en 1998 sur le fondement de l'article 16 paragraphe 2 de la directive. Enfin, le comité prévu par les articles 15 et 19 de la directive pour établir l'inventaire des principales émissions et sources responsables de pollutions s'est réuni durant l'année 1998.

Il faut également mentionner que la Commission a décidé de saisir la Cour contre la Belgique concernant le *règlement (CEE) n°880/92 concernant un système communautaire d'attribution de label écologique («Ecolabel»)*, en l'absence de mesures nationales d'exécu-

tion du règlement (désignation d'un organisme, modalités pratiques d'examen des demandes).

De même, concernant le règlement (CEE) n°93/1836 permettant la participation volontaire des entreprises du secteur industriel à un système communautaire de management environnemental et d'audit, la Commission adressé un avis motivé à la Grèce et au Portugal en l'absence de mesures nationales d'exécution du règlement.

Il faut également noter que la Commission a décidé en 1998 d'adresser un avis motivé à la Belgique sur une question de principe à savoir la conformité au droit communautaire du mécanisme du permis tacite, c'est-à-dire d'une autorisation donnée si au terme d'un délai accordé, l'autorité compétente ne s'y est pas opposée. Or la Cour a jugé, s'agissant de la directive 80/68/CEE (eaux souterraines), que le fait qu'une directive prévoit que le refus, l'octroi ou la révocation des autorisations doit résulter d'un acte exprès et suivant des règles de procédure précises, qui respectent un certain nombre de conditions nécessaires, conditions qui déterminent les droits et les obligations des particuliers, a pour conséquence qu'une autorisation tacite ne saurait être compatible avec les exigences de la directive ⁽⁶⁴⁾. Ainsi, certains aspects de la législation belge, concernant les directives 75/442/CEE modifiée (déchets), 76/464/CEE (rejets de substances dangereuses dans l'eau), 80/68/CEE (eaux souterraines), 85/337/CEE (évaluation d'impact environnemental) et 84/360/CEE (pollution atmosphérique des installations industrielles) ne sont pas conformes à cette exigence du droit communautaire.

2.12.10. Radioprotection

Bien que la législation relative à la radioprotection soit basée sur l'article 2, b, et le chapitre III du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, celle-ci n'est pas limitée à l'énergie nucléaire mais s'étend également à toute exposition de la population et des travailleurs aux radiations ionisantes y inclus les utilisations médicales. L'article 33 du traité EURATOM impose une consultation obligatoire de la Commission à l'occasion de l'élaboration de projets législatifs nationaux. Par cette procédure la Commission possède un outil efficace pour éviter qu'une législation nationale ne soit adoptée en violation de la législation communautaire. Le contrôle de l'application du droit communautaire en radioprotection, exercé sur la base de l'article 141 du traité EURATOM, qui est la disposition du traité correspondante à l'article 169 du traité instituant la Communauté européenne, intervient en complément de cette procédure de contrôle préalable.

En ce qui concerne la directive 80/836/EURATOM fixant les normes de base en radioprotection, les procédures d'infraction pour non-communication entamées contre l'Autriche, la Finlande et la Suède ont pu être classées. Par conséquent tous les États membres ont communiqué des mesures de transposition. Il faut noter que la directive 80/836/EURATOM sera remplacée par la directive 96/29/EURATOM qui doit être transposée au plus tard le 13 mai 2000. Se basant sur la recommandation n° 60 de la Commission internationale de protection contre les radiations, elle baisse notamment les limites de dose pour les travailleurs et le public. En raison de la prochaine substitution des nouvelles normes de base aux anciennes, la Commission se restreint dans les procédures d'infraction contre le Luxembourg et les Pays Bas pour non-conformité aux griefs qui sont communs à l'ancienne et à la nouvelle directive.

La mise en œuvre de la directive 84/466/EURATOM concernant l'exposition radiologique des patients s'est améliorée. L'Irlande et l'Italie ont communiqué des textes légaux

⁽⁶⁴⁾ Arrêt du 28 février 1991, Commission contre Italie, affaire C-360/87, Recueil 1991, p. I-791, points 30 et 31.

qui transposent des parties de la directive qui n'étaient pas encore conformes. En conséquence, la Commission a classé les procédures d'infraction correspondantes. En réponse à sa condamnation en 1997 par la Cour de Justice (arrêt du 9.10.1997, affaire C-96/21), l'Espagne a aussi progressé dans la transposition de cette directive éliminant plusieurs griefs de la procédure d'infraction pour non-conformité. En revanche, la législation belge communiquée ne répond toujours pas aux exigences de la directive la procédure pour non-conformité à l'encontre de cet État membre se poursuit.

La directive 84/466/EURATOM sera remplacée par la *directive 97/43/EURATOM* relative aux expositions médicales qui doit être transposée au plus tard le 13 mai 2000. Par conséquent la Commission se restreint également à poursuivre des éléments communs à l'ancienne et à la nouvelle directive.

La Finlande a communiqué ses mesures de transposition de la *directive 89/618/EURATOM* concernant l'information du public sur l'urgence radiologique. La Commission a donc classé l'affaire pour non-communication. La procédure pour non-conformité contre l'Allemagne continue.

En ce qui concerne la *directive 90/641/EURATOM* relative à la protection opérationnelle des travailleurs extérieurs, la procédure d'infraction pour non-conformité contre la France reste ouverte.

S'agissant de la *directive 92/3/EURATOM* relative à la surveillance et au contrôle des transferts de déchets radioactifs, suite à la notification par l'Allemagne et la Belgique de mesures de transposition, la Commission s'est désistée de ses recours devant la Cour de justice pour non-communication (respectivement affaire C-97/220 et C-97/277). Désormais tous les États membres ont communiqué des mesures de transposition de cette directive.

Commission européenne

Deuxième étude annuelle sur la mise en œuvre et le contrôle de l'application du droit communautaire de l'environnement — De janvier 1998 à décembre 1999

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2000 — 108 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN 92-828-9325-1



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

I SBN 92-828-9325-1

